

Communisme

Jan C. Behrends
Alain Blum
Antonela Capelle-Pogăcean
Mona Claro
Sophie Cœuré
Yves Cohen
Dominique Colas
Isabelle Davion
Corine Defrance
Miriam Dobson
Grégory Dufaud
Marc Elie
Jean-François Fayet
Simon Godard
Isabelle Gouarné
Jeffrey S. Hardy
Jérôme Heurtaux
Emilia Koustova
Andreï Kozovoï
Morgane Labbé
Alexandra Oeser
Isabelle Ohayon
Nadège Ragaru
Gábor T. Rittersporn
Paweł Rodak
Clara Royer
Paul Schor
Jean Solchany
Michel Streith
Igor Tchoukarine
Cécile Vaissié
Larissa Zakharova

Martine Mespoulet*Construire le socialisme par les chiffres.**Enquêtes et recensements en URSS**de 1917 à 1991*

Paris, INED, 2008, 240 p.

Dans la lignée des travaux de Theodore Porter et d'Alain Desrosières, Martine Mespoulet apporte un éclairage nouveau sur la statistique russe puis soviétique, qu'il s'agisse de l'adaptation des théories à l'idéologie soviétique ou des pratiques de la statistique administrative. À la suite de travaux qui portaient essentiellement sur l'Europe occidentale, son livre pose la question de la spécificité des statistiques dans le contexte soviétique. Le projet s'inscrit clairement dans la démarche constructiviste d'histoire sociale des sciences : « Nous ouvrons la boîte noire de la construction des outils en les considérant comme des objets sociaux, dont l'élaboration a été le résultat de discussions et de confrontations entre statisticiens mais aussi entre statisticiens et dirigeants politiques, dans une situation donnée » (p. 23). L'originalité de la démarche apparaît dans la confrontation entre les questions que se posent les statisticiens russes, dont M. Mespoulet rappelle qu'à la fin de la période tsariste, ils participaient aux réseaux internationaux réunis autour de l'Institut international de statistique, et le nouveau contexte inauguré par la révolution bolchévique : comment concilier les exigences scientifiques des statisticiens et l'idéologie du matérialisme scientifique qui dénonce l'ancienne statistique « bourgeoise » ? Comment adapter les techniques d'échantillonnage à la planification ? « Quel rôle pouvait avoir le hasard dans un monde planifié ? » (p. 26).

Retraçant dans ses huit chapitres qui sont autant de monographies des moments clés de

la production de réponses originales aux demandes de savoir chiffré sur la société russe, l'ouvrage donne à voir à la fois le travail des statisticiens et des enquêteurs et leurs interactions avec les évolutions politiques qui ont très fortement pesé sur leur activité.

En dépit d'un sous-titre dont les bornes chronologiques se limitent à la période bolchévique et soviétique, l'ouvrage expose de façon détaillée comment, dans le dernier demi-siècle de la période tsariste, les enquêtes statistiques conduites en Russie ont posé certains jalons d'une tradition russe que l'on retrouve, de façon discontinue, au cours du ^{XX}^e siècle. Les deux premiers chapitres, outre le fait qu'ils apportent une analyse intéressante des enquêtes sociales et du rôle des réformateurs sociaux pendant la période tsariste, permettent de voir la décennie qui suit la révolution de 1917 comme une période complexe pour les statistiques publiques. Certaines méthodes, qu'il s'agisse de la stratification typique ou de l'organisation administrative des enquêtes, s'inscrivent dans la continuité mais, en même temps, les statisticiens doivent se plier à des pressions politiques considérables pour illustrer la rupture. Alors que la sociologie est bannie de l'université et que Lénine et Staline assimilent publiquement comptabilité et statistique, la voie est étroite.

Le contrôle du parti pénètre alors les différents rouages de la statistique administrative, qu'il s'agisse des recensements démographiques, dont les catégories et les résultats doivent répondre aux objectifs politiques fixés par le pouvoir, ou des enquêtes sur les budgets des familles qui relèvent pour partie de l'activisme social. En présentant de façon très minutieuse certaines enquêtes, l'auteur montre comment l'observation peut relever de la surveillance,

qu'il s'agisse de la période de l'entre-deux-guerres, qui est le cœur du livre, ou des années 1950 et 1960 qui sont l'objet de développements dans les derniers chapitres. L'auteur a utilisé aussi bien des publications et des rapports que des instructions aux enquêteurs ou des archives de l'État pour restituer les débats et leurs enjeux techniques et politiques dans ce contexte spécifique.

Un des mérites de l'ouvrage est ainsi de porter à la connaissance des lecteurs francophones le détail des questionnaires, souvent reproduits dans les riches annexes du livre, ainsi que les rapports des enquêteurs. Cela permet de saisir à la fois la réalité sociale telle que la perçoivent et la mettent en forme les enquêteurs et les projets de connaissance du social développés par l'État soviétique. De ce point de vue, l'ouvrage combine avec succès une dimension d'histoire intellectuelle des sciences sociales et une dimension d'histoire sociale des pratiques administratives. De même, l'analyse des fluctuations des catégories utilisées – ainsi *narodnost'* (« appartenance ethnique ») et *natsional'nost* (« nationalité »), ou bien l'opposition entre occupation et profession – révèle les contradictions entre les représentations politiques de la société et les inclinaisons des statisticiens dépossédés d'une part de leur identité professionnelle et renvoyés à un statut de techniciens des statistiques par le politique. Dans le contexte de répression politique, les agents, de même que les familles choisies pour les enquêtes, apparaissent de plus en plus comme pris dans un processus de construction politique de la réalité sociale, ce qui n'est pas sans poser des questions sur la sincérité des réponses. Le paradoxe étant que les responsables politiques connaissent par d'autres canaux ce qui échappe aux enquêtes, comme les ressources non déclarées, et que les données servent parfois davantage à produire une fiction statistique qu'à informer les politiques publiques.

Qu'il s'agisse de la période prérévolutionnaire, des années 1920 ou des années 1960 et 1970, M. Mespoulet démontre aussi comment la statistique russe s'est construite contre mais aussi dans une sorte de dialogue contrarié avec les développements des statistiques et des enquêtes sociales dans les pays capitalistes.

Dans les années 1920, le mot d'ordre était de rompre avec la statistique bourgeoise, tandis que dans les années d'après-guerre, les enquêtes sur les usages du temps devaient prouver la supériorité du modèle soviétique sur la société la plus riche du monde, les États-Unis. Dans le chapitre peut-être le plus original, « Quantifier les usages sociaux du temps », le livre montre comment l'intérêt pour le temps libre se développe alors qu'il fait également l'objet d'études dans les pays capitalistes, mais dans une perspective différente qui est de chercher comment mieux utiliser le temps libéré au bénéfice de la société. Ainsi, les nomenclatures soviétiques font une large place à l'auto-formation, aux activités civiques, un temps qui n'est pas le travail mais dont les enquêtes entendent prouver la valeur sociale. Il y a donc à la fois une compétition quantitative, par le biais des indicateurs, avec l'Ouest mais aussi une construction différente du progrès par cette quantification.

L'ouvrage traite ainsi plusieurs questions importantes pour l'histoire des enquêtes et des statistiques mais aussi pour celle des usages sociaux et politiques de la quantification dans un régime où le plan a remplacé la prospective.

PAUL SCHOR

Grégory Dufaud

Les Tatars de Crimée et la politique soviétique des nationalités

Paris, Éd. Non Lieu, 2011, 439 p.

L'ouvrage de Grégory Dufaud retrace le cheminement singulier des Tatars de Crimée¹ comme groupe national dans l'empire russe finissant et en URSS, et exemplifie, par ce truchement, la politique soviétique des nationalités. Modèle du genre, cette monographie s'inscrit dans le champ fécond des études sur les nationalités en URSS, qui ont vu le jour à la suite de l'ouverture des archives soviétiques et ont contribué à nourrir les recherches sur le gouvernement de la diversité ethnique, culturelle et territoriale en URSS et sur la construction de l'État soviétique multi-ethnique. L'ouvrage propose une narration fine de l'application *in situ* de la politique

des nationalités, construisant ainsi un quasi-archétype, et s'appuie pour ce faire sur un bel ensemble d'archives collectées à Moscou, à Saint-Pétersbourg et à Simferopol, ce qui lui permet de varier les échelles.

De la maturation des aspirations nationales, à la fin du XIX^e siècle, aux revendications des Tatars de Crimée, entre 1956 et 1967, sur les lieux de déportation où la répression soviétique les a conduits durant la Seconde Guerre mondiale, cet ouvrage embrasse la question, chose rare, sur une durée assez longue. Ce choix permet de relier le mouvement réformiste musulman fondé par Ismail Gaspirali, dont les idées et les méthodes éducatives ont irrigué les intelligentsias turciques de l'espace russe, à l'activisme que déploient en exil les Tatars de Crimée pour le recouvrement de leurs droits nationaux confisqués en 1944. L'ouvrage suit les fils d'une histoire sociale et politique qui fait la part belle aux acteurs tatars criméens dans leurs interactions avec les politiques d'État, qu'elles soient impériales, bolchéviques, staliniennes ou khrouchtchéviennes.

L'auteur consacre une première partie à la création de la nation tatar par les élites musulmanes issues du réformisme et à la guerre civile qui transforme et radicalise les revendications nationales. Alliances changeantes et rapports de force en évolution constante aboutissent à un compromis fondateur qui conduit les leaders autonomistes tatars à se rallier au projet bolchevik. Cette minutieuse analyse d'une période complexe et foisonnante constitue un prélude précieux à la deuxième partie qui porte sur la mise en place de la politique nationale soviétique dans sa pleine expression : la discrimination préférentielle, l'indigénisation des cadres, le relèvement économique des campagnes tatars, les mesures d'éducation et d'instruction, de promotion et d'invention culturelle... G. Dufaud introduit deux notions intéressantes qui renouvellent les approches : celles de « contrat national » et de « chantier civilisateur soviétique ». Fort de son analyse des itinéraires politiques des activistes tatars durant la révolution et la guerre civile, il montre comment ces derniers consentent à un compromis avec les bolcheviks, lesquels sont également disposés à mettre un terme aux conflits qui les avaient opposés jusqu'alors

aux nationalistes tatars criméens. Ce qui est souvent lu comme du pragmatisme de la part de l'État soviétique en formation est présenté ici comme le résultat d'un intérêt commun. En effet, les bolcheviks ont besoin de porte-parole locaux tandis que les élites tatars, proches des idées socialistes mais tenant à un gouvernement « selon les coutumes locales », acceptent d'intégrer les organes d'une république socialiste soviétique autonome de Crimée qui leur est garantie, alors que la population tatar représente environ un quart de la population de ce territoire historiquement multi-ethnique et que les équilibres ne jouent pas nécessairement en leur faveur.

En prenant au sérieux le projet civilisateur bolchevik (*sic*), G. Dufaud donne à comprendre comment la concession de certains droits nationaux constitue, dans le principe et dans la pratique, le cadre des politiques visant à combler les retards économiques, à alphabétiser, etc. Il montre notamment comment la version locale de l'indigénisation, la *tatarisation*, s'articule avec la remise en ordre taxinomique des catégories sociales pour les couler dans le moule idéologique soviétique. La « nationalisation » du maillage administratif (*rajonnirovanie*) comme le passage à des administrations bilingues, les politiques de soutien à la « prolétarianisation » des Tatars très majoritairement paysans, la réforme agraire qui vise à redistribuer la terre en faveur des nationaux, sont autant de mesures classiques de la politique soviétique des nationalités entre 1922 et 1929, qui sont ici abordées dans la complexité de leur mise en œuvre. On retrouve, de manière parfois troublante, des descriptions familières à l'historien de l'URSS des problèmes inhérents à cette politique : développement de bandes armées sur fond de famine, pénurie de cadres autochtones compétents, instrumentalisation des rivalités entre cadres nationaux du parti dont la répression se calque sur les anathèmes moscovites ciblant les déviationnistes de droite et de gauche, création d'hérésies nationalistes attachées à un leader (Veli Ibraïmov, Mirsaid Sultan-Galiev) et campagnes d'élimination des factions attenantes, etc.

Dans le jeu de pouvoir autorisé par cette nouvelle configuration, les élites tatars,

indépendamment de leur passé politique (nationalisme, communisme national ou intelligentsia non partisane), comme les bolcheviks n'ignorent pourtant pas les tenants et les aboutissants de leur relation contractuelle, qui les accorde sur un mode de gouvernement et garantit une certaine paix sociale. Loin d'être figé, ce compromis évolue à mesure que le contenu de la politique des nationalités se précise et se transforme jusqu'en 1934, avec la stigmatisation dont les Tatars de Crimée font dès lors l'objet, et la fin de la *tatarisation*, et *a fortiori* avec la Seconde Guerre mondiale.

La troisième partie porte sur la déportation des Tatars de Crimée en Asie centrale, leur vie en exil et leur engagement pour leurs droits nationaux, en particulier pour le retour en Crimée qui leur était refusé en dépit de leur réhabilitation après le XX^e congrès du PCUS et de leur libération du statut de « colons spéciaux ». L'auteur interroge ici l'échec du chantier civilisateur soviétique et analyse les choix punitifs de l'État soviétique au regard de son hypothèse de contrat national. G. Dufaud n'écarte pas la thèse de la « xénophobie soviétique » (Terry Martin) développée à l'encontre des populations frontalières de l'URSS pour expliquer la décision de déporter en masse les Tatars après l'occupation allemande de la Crimée et la collaboration d'un certain nombre d'entre eux avec l'ennemi nazi. Mais il souligne justement l'importance des enjeux moraux de la politique d'indigénisation qui devait former des hommes responsables et prévisibles. Les contrevenants au contrat se voient punis car ils n'ont pas tenu la promesse de loyauté attendue alors qu'ils ont bénéficié des avantages de la politique des nationalités, par l'indigénisation et par l'octroi de moyens pour leur société. Il insiste également sur la conséquence de l'essentialisation de la nation comme produit de la politique des nationalités, et montre comment cette conception conduit le pouvoir soviétique à extrapoler les actes de quelques nationalistes à une nation et, partant, à mettre au ban un groupe entier.

Convoquant des archives originales, l'auteur retrace les conditions d'arrivée dans les colonies spéciales d'Ouzbékistan des Tatars affectés dans l'industrie et les secteurs agricoles très demandeurs de main-d'œuvre, la rudesse du

travail auquel ils sont assignés mais aussi leur capacité d'adaptation. Si la bonne intégration des Tatars est un cliché bien diffusé en Asie centrale, elle est ici largement documentée et analysée. C'est le cas en particulier pour leur effort d'élévation par le travail et leur faculté à se faire apprécier par leur environnement social, alors qu'ils portaient le stigmate de traîtres à la patrie. Au milieu des années 1950, forts de leur statut économique et social relativement confortable, les plus militants renouent avec un certain activisme culturel et réinvestissent l'héritage et le corpus auxquels ils avaient œuvré durant la période de création de la RSSA de Crimée. Du point de vue des autorités, tant ouzbèkes que centrales, se posait la question de leur place dans la république d'Ouzbékistan. Prêt à reconnaître et valoriser leur spécificité culturelle, le pouvoir ouzbek était appelé à enraciner les Tatars de Crimée pour, d'une part, satisfaire aux ordres du pouvoir central qui avait construit de nouveaux équilibres démographiques dans la péninsule de Crimée et n'envisageait aucunement d'y réinstaller les Tatars et, d'autre part, pour répondre aux intérêts économiques de la république. À l'instar des Allemands soviétiques, qui étaient également privés du droit au retour, les Tatars de Crimée ne cessèrent de revendiquer ce droit auprès de toutes les instances, convoquant un arsenal argumentatif se référant aux fondements léninistes de la politique des nationalités. Mais le refus opiniâtre des autorités soviétiques fit porter pour longtemps aux Tatars de Crimée une vieille dette, contractée au cours de la guerre, qui n'avait plus lieu d'être à la fin des années 1960, sinon à considérer qu'elle servait le culte de la Grande Guerre patriotique alors alimenté plus fortement que jamais.

La structure de cet ouvrage, sa grande clarté, son articulation autour de l'hypothèse du contrat national en font une monographie de portée générale dans l'historiographie des nationalités en URSS. L'historien qui connaît d'autres archives locales de territoires périphériques sera frappé par la grande similitude des faits et des discours rapportés pour la période faste de la politique nationale en république de Crimée. Cette analogie, visible dans la restitution d'une certaine rhétorique, pose la

question, d'une part, de la puissance normative de la bureaucratie soviétique locale et centrale dès le début des années 1920 et interroge, d'autre part, la diversité des expériences sociales et politiques qui se cache derrière ces ressemblances.

ISABELLE OHAYON

1 - À ne pas confondre avec les Tatars de la Volga, dits aussi Tatars de Kazan.

Dorena Caroli

Histoire de la protection sociale en Union soviétique, 1917-1939

trad. par l'auteur, Paris, L'Harmattan, [2008] 2010, 316 p.

Les recherches de Dorena Caroli se sont toujours intéressées aux formes d'encadrement – de protection – institutionnelles de diverses couches de la population dans l'Union soviétique naissante¹. Ces formes mêlent regards réformateurs, dynamiques politiques contradictoires, pression sociale et contraintes économiques. Ainsi, elle avait montré la tension persistante entre théorie pédagogique et logiques répressives dans son livre sur le traitement de l'enfance abandonnée. Son nouveau livre offre une présentation détaillée des divers moments de mise en place d'une protection sociale dans l'URSS soviétique, des continuités établies entre l'ancien régime et l'après-révolution, des retournements et profondes transformations qui marquent les balbutiements d'un système institutionnel complexe et tendu entre la précarité profonde des populations après la révolution, le manque drastique de ressources, le volontarisme affiché, mais aussi les formes d'exclusion et de ségrégation naissantes qui se développent de plus en plus durant les vingt années de cette étude.

D. Caroli a réalisé un travail considérable pour pouvoir offrir ainsi un panorama des nombreuses réformes ainsi que de leurs difficiles mises en application. Proposant un rapide aperçu de l'essor des assurances sociales dans la Russie tsariste entre 1903 et 1917, expression de la naissance timide d'un État-providence, fondée essentiellement sur la mise en place

de caisses de secours mutuel, elle montre que l'État bolchevique s'est très vite emparé de la question, en cessant de séparer travailleurs et invalides, femmes ou enfants, mais en introduisant une première distinction en fonction du travail effectué, de la relation avec le système économique. L'assurance sociale devait couvrir les travailleurs salariés à partir de caisses financées par les entreprises. Très tôt cependant, assistance sociale et caisses d'assurances furent séparées, mais toutes ces réformes se heurtèrent à la situation économique et sociale catastrophique des années de guerre civile. Il faut attendre 1922 pour que les premières réformes fondent réellement un nouveau système, la réforme de 1922 étant suivie par deux autres en 1924 et 1926, qui vont poursuivre le désengagement de l'État central au profit de caisses et autres fonds, mais surtout aller vers plus d'exclusion et de ségrégation dans la gestion des bénéficiaires. Le financement était toujours fondé sur un prélèvement sur l'entreprise sous forme de cotisations sociales. Mais toutes ces réformes se heurtaient en permanence à d'immenses problèmes de financement, conduisant à réduire les allocations ou à diminuer les ayants droit.

C'est cependant à partir du second plan quinquennal, et de la catastrophe économique et sociale consécutive au grand tournant stalinien, que les réformes modifient profondément la protection et l'aide sociale : les catégories d'ayants droit sont limitées, et s'impose, peu à peu, un transfert de gestion vers les syndicats qui vont devenir les maillons essentiels de ce nouveau système, rattachant alors fortement le bénéficiaire à sa stabilité dans l'entreprise et à son syndicat. Les allocations chômage disparaissent, la précarité et la pauvreté augmentent considérablement. Le financement de la croissance industrielle accélérée est désormais largement mis en avant au détriment de la protection sociale, qui plus est alourdie par l'arrivée d'une immense main-d'œuvre appauvrie par ces bouleversements. Ces transformations se font conjointement avec un grand renouvellement des cadres, tant au début des années 1930, lorsque le personnel des Commissariats du peuple au Travail et à la Santé subissent de fortes purges, qu'en 1937-1938, lors de la Grande Terreur.

L'étude présentée par D. Caroli est donc approfondie et elle a réussi à présenter un panorama de ces diverses étapes en s'extirpant d'un maquis de sources législatives, de décrets et autres décisions prises au niveau central mais aussi au niveau local. Le très grand nombre de fonds d'archives consultés en témoigne. Cet ouvrage est important à ce titre tant on connaît la difficulté de circuler dans les multiples sources produites par un système en constitution, fasciné par le rapport et agissant par la multiplication de décrets ou arrêtés plus ou moins secrets. On regrette cependant qu'elle se soit arrêtée en chemin, ne cherchant pas à synthétiser cela sous forme de questions plus générales qui permettraient de mieux comprendre, en particulier, la part de pragmatique et la part de théorique dans l'établissement de tel ou tel système, l'importance des débats internationaux en la matière, dans le développement d'une conception contre une autre. Il manque une plus claire séparation entre ce qui tient à un contexte général, aux transformations des représentations de ce que constitue une société au sein des élites dirigeantes et de ce qui est propre à la protection sociale : ainsi, dès la révolution, la ségrégation et l'usage de catégories délimitant clairement les groupes bénéficiaires s'insèrent dans un mode de gouvernement général de l'URSS à cette époque, qui apparaît en filigrane sans que cela ne serve d'axe de réflexion. Ainsi les critères d'attribution renvoient-ils aussi à des critères de légitimité très présents, alors que D. Caroli ne le met pas assez en évidence (lorsqu'elle souligne, par exemple, qu'un certain Kotov « avait une expérience politique puisqu'il avait été soldat rouge, combattant de l'Armée rouge sur le front contre Denikine pendant la guerre civile et il était entré au Parti communiste après la guerre », on aurait préféré une analyse de ces critères dominants comme marque de légitimité plutôt que comme expression directe d'une « expérience politique » dont on ne connaît pas la définition).

De la même façon n'est guère interrogée l'articulation entre des conceptions théoriques, provenant en particulier de réflexions menées un peu partout en Europe depuis la fin du XIX^e siècle, le développement de propositions de réformes et les réformes fina-

lement décidées, dont la mise en œuvre est, elle, bien étudiée. On sait à quel point les circulations étaient alors importantes et que l'influence allemande (et sa réciproque) furent essentielles dans beaucoup de domaines². L'absence de cadres théoriques de référence à sa recherche, tels ceux développés par Gøsta Esping-Andersen et qui avaient servi de fondements à l'étude essentielle de la protection sociale de la fin de l'URSS menée par Cécile Lefèvre³, limite l'ambition de ce livre.

On perçoit mal, aussi, quels sont les acteurs de ces politiques, aux divers niveaux, même si les bouleversements du début des années 1930 sont autant des bouleversements humains que des changements de conception de ce qu'est la protection sociale. Encore faudrait-il que cela soit analysé de façon approfondie.

Le livre est avant tout une étude précise des diverses réformes et de leurs mises en place. Mais D. Caroli cherche aussi à relier une micro-histoire de la protection sociale, fondée en particulier sur l'exploitation des sources des usines automobiles Amo/Zis ou encore celles de la région de Moscou, à la macro-histoire institutionnelle. Ici l'ouvrage n'atteint manifestement pas son but, les quelques pages, en fin de chaque chapitre, consacrées à ces exemples locaux n'étant guère articulées à l'ensemble du raisonnement et figurant plutôt comme illustration des pesanteurs ou des lourdeurs, et des immenses difficultés que les diverses réformes provoquent localement. En revanche, les lettres de réclamation de personnes revendiquant le droit à telle ou telle mesure de protection sociale, rassemblées par l'auteur à partir de divers fonds d'archives, en particulier celui de Nadejda Krupskaja, épouse de Lénine, vice-commissaire à l'Éducation, qui était destinataire de nombreuses plaintes, offrent une perspective beaucoup plus intéressante, et les nombreux extraits traduits permettent d'ébaucher une réflexion sur les représentations des bénéficiaires ou de ceux qui revendiquent de l'être. Cependant, à nouveau, l'analyse n'est pas poussée jusqu'au bout et le lecteur doit lui-même essayer de suivre un certain nombre de pistes pour valoriser ce corpus. On aurait par exemple souhaité une réflexion sur les transformations temporelles des motifs de l'argumentation utilisée par chacun.

Ce livre s'est donc arrêté à mi-chemin. D'un côté, D. Caroli nous propose un outil indispensable pour toute étude de l'articulation entre social et politique dans les années 1920-1930 soviétiques. Mais elle ne donne pas les clés de ces transformations, et n'offre pas finalement de conceptions très claires ni même d'outils permettant de mieux insérer cela dans les transformations que connaissent les politiques sociales avant la Seconde Guerre mondiale, encore très souvent marquées par l'influence bismarckienne et par un corpus théorique très large.

ALAIN BLUM

1 - Dorena CAROLI, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937*, Paris, L'Harmattan, 2004, et *Ideali, ideologie et modelli formativi. Il movimento dei Pionieri in URSS, 1922-1939*, Milan, Ed. Unicopli, 2006.

2 - Voir, par exemple, Susan Gross SOLOMON (éd.), *Doing Medicine Together: Germany and Russia Between the Wars*, Toronto, University of Toronto Press, 2006.

3 - Cécile LEFÈVRE, « Système de protection sociale et entreprises en Russie, héritages et transformations, 1987-2001 », thèse, EHESS, 2003.

Michael David-Fox

Showcasing the Great Experiment: Cultural Diplomacy and Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941

Oxford, Oxford University Press, 2012, 396 p.

Depuis une vingtaine d'années, avec l'ouverture des archives russes, les recherches sur le tourisme politique en URSS ont connu d'importants renouvellements auxquels Michael David-Fox a largement contribué. Dans cet ouvrage riche et stimulant, qui reprend en partie certains articles déjà publiés, il entend rendre compte de ce qui fut selon lui, au XX^e siècle, une des plus intenses et importantes rencontres interculturelles entre des pays occidentaux et une autre partie du monde : environ 100 000 étrangers visitèrent en effet l'URSS durant les années 1920 et 1930, dont plusieurs dizaines de milliers d'intellectuels. C'est donc en suivant une perspective transnationale,

attentive aux interactions Est-Ouest et à leurs effets sur la formation du système soviétique stalinien, que M. David-Fox revient sur l'histoire de ce tourisme politique.

Partant d'une approche institutionnelle et politique, l'auteur propose une analyse fine de la *Vsesojuznoe obščestvo kulturnoj svjazi s zagranicej* (VOKS), la société chargée en URSS des échanges culturels avec l'étranger, qui fut, dans l'entre-deux-guerres, une des institutions centrales de la politique étrangère soviétique, avec l'Internationale communiste et le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères : c'est elle qui, pour l'essentiel, s'occupait du travail d'accueil et d'encadrement des intellectuels étrangers lors de leurs séjours en URSS. Elle représenta ainsi une « diplomatie culturelle d'un type nouveau », son action visant à la fois la diffusion de la culture soviétique et la mobilisation politique des intellectuels étrangers. Depuis les campagnes internationales que l'État soviétique orchestra, en 1921-1922, en faveur des populations touchées par la famine, son action culturelle extérieure était double, l'engagement dans les échanges culturels internationaux étant indissociable de tentatives pour conforter l'image de l'URSS à l'étranger.

L'histoire de la VOKS, fondée en 1925 sous l'impulsion d'Olga Kameneva (sœur de Léon Trotsky, mariée à Lev Kamenev), est étroitement liée à la période stalinienne. Ce fut dans les années 1930 que cette institution se développa considérablement et qu'elle parvint à mettre en place un vaste dispositif d'influence : avec l'organisation des visites d'intellectuels étrangers et les réseaux internationaux qu'elle tissa, en soutenant certaines associations et en créant des Sociétés du rapprochement culturel dans de nombreux pays, elle favorisa l'élargissement du philsoviétisme en Occident¹.

Pourtant, ces années furent aussi pour la VOKS une période de grande tension, dont témoignent les conflits d'institutions qui l'opposèrent à l'Intourist et à l'Internationale communiste. La VOKS est, en fait, restée une institution fragile, et son rôle fut souvent remis en cause. Liée à l'action culturelle, elle dut en permanence s'adapter aux formes de politisation que connaissait la culture dans les années 1920 et 1930 en URSS. Surtout, elle était

confrontée à la vision duale et fluctuante (répulsion/fascination, hostilité/engagement, rejet/imitation) que les élites communistes entretenaient vis-à-vis de l'Ouest et qui, selon M. David-Fox, renvoyait à un « complexe de supériorité-infériorité » (p. 18-27). La position de la VOKS était de ce fait ambivalente : elle devait mobiliser les intellectuels occidentaux, alors même qu'ils étaient considérés comme « bourgeois » et que les dirigeants soviétiques étaient de plus en plus méfiants vis-à-vis des risques de contagion idéologique de l'étranger.

Beaucoup des responsables de la VOKS, en raison même de leur proximité avec les élites intellectuelles occidentales, seront ainsi victimes des grandes purges staliniennes de la fin des années 1930. Le retour que propose l'auteur sur l'itinéraire biographique d'Aleksandr Arosev est à cet égard symptomatique : cet homme de lettres, associé dès les années 1900 aux milieux militants bolchéviques, joua, en tant que président de la VOKS (1934-1937), un rôle majeur dans la construction et la promotion de la culture soviétique lors du Front populaire et dans le cadre de la lutte antifasciste. Néanmoins, sa position devint de plus en plus délicate à la fin des années 1930, au moment où la volonté soviétique de dominance culturelle et d'ouverture internationale s'effaça au profit d'une tendance xénophobe et isolationniste et où s'affirma et se généralisa l'idée d'une supériorité soviétique sur l'Ouest. Arosev est finalement arrêté en 1937, condamné et exécuté en février 1938.

En proposant une histoire de la VOKS, de son fonctionnement, de ses acteurs et de sa position dans le monde soviétique en voie de stalinisation, M. David-Fox éclaire ce qui a longtemps été une « boîte noire » dans l'étude des relations des intellectuels occidentaux avec l'URSS. Son analyse, qui repose sur la confrontation d'itinéraires biographiques d'intellectuels issus d'espaces nationaux divers – européens surtout –, apporte à cet égard une contribution originale. D'abord, l'auteur ne limite pas la question du philo-soviétisme aux seuls intellectuels de gauche et « compagnons de route ». On saisit ici la grande flexibilité de l'image de l'URSS, qui pouvait susciter attrait et sympathie pour des

raisons certes variées et souvent contradictoires, parmi un très large éventail politique, y compris à l'extrême droite, phénomène jusqu'à peu étudié. Les nouvelles sources aujourd'hui disponibles, notamment les archives de la VOKS et d'Intourist², sur lesquelles s'appuie le travail de M. David-Fox, permettent de saisir les stratégies déployées par les Soviétiques au début des années 1930 pour infiltrer la droite radicale allemande, en nouant des relations avec l'ARPLAN (Arbeitsgemeinschaft zum Studium der Sowjetrussischen Planwirtschaft), une organisation hybride comprenant des communistes et des hommes de gauche (comme Karl Wittfogel, membre de l'École de Frankfort), mais aussi de nombreux nationalistes d'extrême droite (l'écrivain Ernst Jünger, par exemple) et même des membres du Parti nazi.

Autre trait original de la démarche de M. David-Fox : il ne durcit pas l'opposition entre ceux qui, comme André Gide après son voyage de 1936, basculent dans la contestation du régime soviétique et ceux qui, comme Romain Rolland ou Lion Feuchtwanger, restent fidèles à leur engagement en faveur de l'URSS. En fait, les rapports que rédigent les guides et les interprètes sur les uns et les autres pendant leurs séjours montrent qu'ils adoptent bien souvent le même ton critique vis-à-vis du système soviétique. Ces constats amènent l'auteur à reformuler la question du philo-soviétisme en sortant de la problématique de l'aveuglement ou de la naïveté. L'interrogation majeure pour lui est finalement celle de l'autocensure : pourquoi certains intellectuels en viennent-ils à dissimuler leurs critiques du régime soviétique ? Pourquoi d'autres les rendent-ils publiques ?

Pour répondre, M. David-Fox défend une pluralité explicative, mais insiste avant tout sur un facteur, selon lui négligé, à savoir les interactions entre les intellectuels occidentaux et leurs hôtes soviétiques : les projections que suscita l'expérience soviétique furent, on le voit, nourries des relations interpersonnelles nouées avec les responsables de la VOKS – qui appartenaient généralement aux anciennes élites bolcheviques ouvertes à l'Occident et plutôt admiratives de la culture occidentale (outre Arosev, Ilya Ehrenburg, Maxim Gorky

et alii, ceux que l'auteur nomme les « Stalinist Westernizers ») – et même parfois avec des dirigeants soviétiques de premier plan.

C'est, enfin, un renouveau historiographique que propose M. David-Fox en étudiant tout au long de son livre les effets « boomerang » de ces rencontres Est-Ouest : la façon dont les initiatives soviétiques à l'étranger furent constamment liées à des enjeux internes et influèrent, en retour, sur la formation du système soviétique stalinien est ici interrogée³. Les intellectuels étrangers reçus par Staline lui-même, en premier lieu Henri Barbusse qui rédigea une biographie autorisée du dirigeant, contribuèrent, par exemple, à l'émergence du culte de la personnalité en URSS : par leurs déclarations, ils confortèrent l'image d'un homme modeste, humble et simple, caractéristiques essentielles du culte stalinien de la personnalité. Autre exemple présenté dans l'ouvrage, celui des techniques de démonstration culturelle mises en œuvre pour imposer aux visiteurs étrangers la bonne lecture de la réalité soviétique : les vitrines du socialisme et les institutions modèles, présentées comme annonciatrices de la nouvelle société à venir, renvoyaient à une logique pédagogique, fondée sur des signaux, qui deviendra par la suite centrale dans le réalisme socialiste et la nouvelle culture stalinienne. Ainsi, avec cette attention au « nexus internal-international », l'ouvrage de M. David-Fox apporte non seulement une contribution essentielle à l'étude de la diplomatie culturelle soviétique et du philosoïétisme occidental, mais il ouvre aussi de nouvelles perspectives de recherche. Il invite à repenser l'histoire du stalinisme en dépassant les découpages historiographiques qui ont conduit à déconnecter, en partie, l'histoire interne de l'Union soviétique et l'histoire de ses relations internationales.

ISABELLE GOUARNÉ

1 - Pour le cas français, voir Sophie COEURÉ, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Éd. du Seuil, 1999 ; Rachel MAZUY, *Croire plutôt que voir ? Voyages français en Russie soviétique, 1917-1939*, Paris, Odile Jacob, 2002.

2 - Voir Sophie COEURÉ et Rachel MAZUY, *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en*

Union soviétique. 150 documents inédits des Archives russes, Paris, CNRS Éditions, 2011.

3 - Voir aussi les travaux d'Yves COHEN, notamment « Circulatory Localities: The Example of Stalinism in the 1930s », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 11-1, 2010, p. 11-45.

**Brigitte Studer
et Heiko Haumann (éd.)**

Stalinistische Subjekte: Individuum und System in der Sowjetunion und der Komintern, 1929-1953
Zurich, Chronos, 2006, 555 p.

Quel type de société procède du stalinisme ? Quelle est la nature des relations entretenues par les individus avec le système soviétique des années 1929-1953 ? Refusant, à la suite de l'école révisionniste, la thèse de l'« école totalitaire » d'un pouvoir unilatéralement répressif, exerçant son autorité de haut en bas sans initiative ni participation de la base, les vingt-deux textes rassemblés dans cet ouvrage collectif trilingue soulignent l'importance accordée par le pouvoir à l'approbation, la participation et la loyauté des individus. Le système stalinien, entendu comme une imbrication spécifique d'institutions – l'État, le parti et la police politique –, s'efforce d'impliquer par diverses pratiques le citoyen dans l'exercice du pouvoir. La particularité historique du stalinisme résiderait ainsi dans sa capacité à mobiliser d'une manière inédite – tant par l'étendue des personnes concernées que par l'intensité du processus – la subjectivité des individus. Si la question de la relation de l'individu au système est presque contemporaine de l'apparition du phénomène stalinien, elle a profité ces dernières années de l'accès à de nouveaux types de sources, du renouveau historiographique et de l'intérêt croissant suscité par les subjectivités au sein des sciences sociales depuis les travaux de Michel Foucault.

Longtemps perçue comme une société composée d'êtres silencieux et passifs, la société stalinienne révèle désormais, par le biais de ses archives, la récurrence et l'extrême variété des paroles individuelles et du discours de soi : documents autobiographiques, comptes rendus de séances de critique et d'autocritique, aveux, déclarations de loyauté, journaux privés

et collectifs, mémoires, rapports sur l'état de l'opinion publique. Mais nombre de contributeurs se demandent comment utiliser ces documents et quelle histoire donner à ces sources. La production surabondante de ce type de documents ne serait-elle pas en tant que telle l'événement historique qui doit concentrer l'attention des historiens, comme le suggère Yves Cohen ?

Au-delà de l'accès à de nouveaux types de sources provenant des archives ex-soviétiques et des nouvelles questions qui en résultent, la récente multiplication des ouvrages portant sur la quotidienneté stalinienne et la construction identitaire des camarades révèle l'importance du « tournant culturel » effectué par l'historiographie post-soviétique du communisme. Dans cette perspective, l'individu défini comme un « être culturel » se construit dans un univers mental dont on ne peut comprendre les ressorts si on se place dans la seule perspective du pouvoir, négligeant les pratiques individuelles et leur importance dans la construction de la subjectivité.

Chaque action sociale, même subordonnée au pouvoir, est marquée par un processus de négociation. Cette conception foucauldienne du pouvoir, entendu comme un réseau relationnel, requiert l'appropriation individuelle des normes et des valeurs du régime. Dans ces conditions, le stalinisme offre une vaste gamme d'instruments – mais aussi des marges de manœuvre – contribuant à la construction identitaire des personnes. Paradoxalement, « les personnes se fabriquent comme personne en tant que rouage d'une bureaucratie » dans un processus de co-construction réciproque (p. 179). Dans ce cadre général, explicité dans l'introduction, les approches restent extrêmement variées. Mais par-delà les changements d'échelle, les différences de perspective (locale, nationale, internationale), les types de relation (séduction, participation, répression) et les institutions concernées (le parti, l'entreprise, le juge...), c'est la question des transactions et des interactions entre l'individu et le système qui donne sa cohérence à l'ouvrage.

Une première série de communications est consacrée à différentes formes de mobilisation sociétale et aux réactions qu'elles suscitent dans la population. Si la société est perpétuellement mobilisée, et sur tous les fronts, la par-

ticipation des individus se fait néanmoins à des degrés divers, que l'on ne peut réduire à la seule alternative rejet/acceptation, et selon des critères sélectifs relevant souvent de l'intérêt individuel. Certes, il n'existe pas de résistance sous la forme d'un phénomène permanent et structuré, mais des réseaux de solidarité perdurent dans ce que Donald Filtzer qualifie de « société récalcitrante ».

La deuxième et la troisième partie de l'ouvrage contiennent des contributions portant sur le travail sur soi effectué par les individus dans le cadre du parti, qu'il s'agisse de dirigeants soviétiques, de cadres internationaux ou de simples militants étrangers. La construction identitaire du camarade passe en effet par une multitude de pratiques permettant à l'individu de s'approprier les valeurs souvent changeantes du régime et, à ce dernier, d'objectiver l'intériorisation de ces normes par les particuliers. Une composante fondamentale de cette identité est la vigilance révolutionnaire et l'importance de la construction de l'ennemi dans ce processus, comme le montre l'article de Claude Penner et Bernard Pudal consacré à l'anti-trotskisme.

La quatrième partie interroge le sujet stalinien dans son rapport aux différentes représentations du pouvoir. Les communications évoquent l'appropriation individuelle de l'espace officiel, les résistances culturelles contre la participation des femmes à la bataille de la production et l'impact d'une sous-culture de la jeunesse sur la redéfinition du soviétisme. Enfin, la dernière partie, qui commence par une réflexion méthodologique très fouillée de Heiko Haumann sur les récits autobiographiques, est consacrée à l'expérience de la violence en tant que mémoire individuelle et collective, les moments, les formes et surtout les silences de cette mémoire, ainsi que ses liens avec l'identité des sujets.

Une postface de Jutta Scherrer, évoquant la place de l'expérience communiste dans les manuels d'histoire russe et surtout la réduction du stalinisme à un « type culturel », clôt ce volumineux et stimulant ouvrage doté d'un appareil scientifique contenant une riche bibliographie, la présentation des auteurs, les résumés en anglais des contributions, une liste des sigles et un index des noms cités.

Malte Griesse

Communiquer, juger et agir sous Staline. La personne prise entre ses liens avec les proches et son rapport au système politico-idéologique Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2011, 536 p.

La perestroïka puis la chute de l'Union soviétique ont permis une grande ouverture des archives publiques et l'apparition d'archives privées qui avaient été longtemps conservées dans le secret. Une grande surprise a été la masse considérable de documents issus des très diverses pratiques de soi conduites à l'époque soviétique : celles-ci pouvaient être institutionnelles, comme les « autobiographies » réclamées par telle ou telle organisation ou les comptes rendus de séances d'autocritique, ou elles pouvaient être privées, comme les journaux, les mémoires ou les correspondances. Ainsi s'est formé un très riche courant d'« études de la subjectivité ». La thèse que Malte Griesse publie sous sa forme intégrale en est l'un des résultats les plus achevés. L'auteur a exploré tous les principaux gisements de ces sources et recueilli nombre de fonds restés privés. Il ne se contente pas d'avoir accompli cette moisson, ni d'avoir enquêté avec une grande patience pour suivre plusieurs pistes délicates, ni d'avoir interrogé des descendants, il prend une position particulière à la fois sur le fond et sur la méthode.

Sur le fond, M. Griesse s'emploie à montrer le caractère composite des subjectivités des citoyens soviétiques qui ont en personne participé à la révolution ou en sont parmi les premiers enfants. Il ne suit pas les auteurs qui s'intéressent à la seule subjectivité de l'adhésion au communisme ou à celle de l'aveu forcé dans le cours des répressions, mais il s'intéresse à des fonds qui montrent des processus, des évolutions, par exemple comment se forment les écarts entre le jeune révolutionnaire et l'homme mûr tiraillé entre les devoirs qu'il a contractés et le réalisme qui lui fait implacablement constater les dérives de son espoir. Comment ne pas partager ses réflexions en public et non seulement les confier à sa femme mais les élaborer dans la correspondance même que les époux entretiennent tandis que leurs fonctions les tiennent souvent éloignés l'un de l'autre ? Comment à la fois

risquer l'échange avec de proches camarades ayant vécu le même parcours révolutionnaire et n'y pas trop risquer ? La mise en lumière de ces variations de pratique est appuyée sur un parti pris méthodologique très fortement élaboré dont l'entreprise est malheureusement trop rare en histoire.

Outre les pratiques du travail sur soi de Michel Foucault généralement mobilisées dans ces études de la subjectivité, l'une des sources intellectuelles les plus fécondes auxquelles M. Griesse ait recours est la sociologie pragmatique, essentiellement représentée ici par Laurent Thévenot. Le « régime de proximité » dont L. Thévenot a élaboré le concept pour l'opposer à celui du public est l'un des principaux outils utilisés. Une autre proposition théorique est la pluralité des engagements qui permet de saisir la manière dont les personnes se composent délibérément dans les modalités diverses de leur présence dans leurs espaces d'activité. Une autre touche de la riche palette de M. Griesse, qu'il a l'art de faire fonctionner en harmonie avec toutes les autres, est empruntée à *La vie de l'esprit* de Hannah Arendt. Elle renvoie à la distinction entre la « multiplicité intérieure dans la pensée », lorsque la personne est seule, et sa cohérence qui doit se constituer et apparaître dans les diverses interactions « en compagnie ». Avec encore quelques autres repères intellectuels dont la découverte est passionnante, l'ensemble forme un appui considérable et souple en même temps pour l'analyse des cas très divers que le livre expose.

On pourrait certes juger qu'à la publication, M. Griesse aurait pu recentrer sa thèse sur les questions essentielles et alléger la reproduction parfois excessivement abondante des échanges et des journaux intimes. Mais la prolifération a également ses avantages, comme lorsqu'il expose des cas de non-usage de l'écrit au profit de la seule communauté formée par des regards échangés au cours de réunions ou de divers rassemblements, communauté non verbale et qui, de façon positive, peut se dire une communauté visuelle, celle-ci commençant et s'arrêtant là parce que tout usage d'une autre voie d'échange serait infiniment risqué.

L'expérience de lecture la plus frappante à laquelle l'ouvrage de M. Griesse nous invite

est l'exploration approfondie de fonds laissés par ces individus ou par ces familles qui se distinguent par l'enthousiasme révolutionnaire de leurs débuts et leur progressif éloignement du pouvoir bolchevique. C'est le cas tout aussi bien d'Arkadij Man'kov que du couple fascinant formé par Anna Kravčenko et Aleksandr Spunde. Quel est le régime des pratiques de soi d'une personne ou d'une famille réservée par rapport au pouvoir soviétique ? Voici ce que les études sur la subjectivité soviétique ne nous avaient pas encore donné à voir de façon aussi profondément méditée. Il fallait pour ça non seulement un point de vue et une grande curiosité documentaire, mais aussi la chance d'identifier des fonds qui se prêtassent à des études de longue durée (ce qui ne signifie pas, comme c'est le cas pour les journaux de Man'kov, qu'ils soient obligatoirement continus).

Ce long ouvrage nous procure encore des gains d'un autre ordre. L'on sait toujours mieux comment la propagande, soit la recherche d'effets par le verbe prononcé et écrit et par l'image dessinée, peinte et photographique, fixe et animée, était le mode principal de conviction de ce régime qui avait renoncé à l'usage des libertés civiles et même très largement à celui de la consommation des biens. Cet ouvrage confirme d'autres perspectives qui n'avaient pas été suffisamment fondées non seulement en sources mais en intelligence analytique. Il étudie de façon très convaincante de quelle façon l'ensemble du régime des pratiques de communication est affecté : il ne s'agit donc pas seulement de l'effet du langage ou des images, mais de celui des pratiques induites. En l'occurrence, devant le constat fait progressivement par l'état-major stalinien de l'impossibilité d'empêcher toute communication et devant la crainte de pratiques discursives ouvertes, en particulier dans l'élément même de la camaraderie que suppose le communisme, il s'est formé, dans le courant des années 1930, un compromis tacite sur l'opinion. Selon celui-ci, à condition de se soumettre en public aux règles d'une « façade », les personnes pouvaient se replier dans une sorte d'« émigration intérieure » qui contribuait par ailleurs à réhabiliter la famille nucléaire comme forme majeure de l'armature sociale.

Le propos de M. Griesse organise ainsi bien des constats spontanés sur le régime de pensée stalinien. C'est le cas de l'incroyable discrédit que l'« expérience discursive révolutionnaire », autrement dit la conversation entre camarades et tout autant entre amis, a subi dans le monde communiste et, il faut le préciser, non pas seulement lorsque les partis communistes étaient au pouvoir mais au sein même des partis staliniens de tous pays. Bien plus que les usines produisant des objets de faible qualité, Staline craignait le libre déploiement de la conversation.

Pour mieux comprendre ce que le communisme fut dans l'expérience générale du XX^e siècle, on suivra donc M. Griesse explorer les formes diverses de la construction de soi. Elles peuvent être classiquement, mais exacerbées dans la Russie révolutionnaire, celles de l'imitation de modèles héroïques vivants ou celles, non moins traditionnelles en Russie, de l'imposture qui vise à se faire passer pour un autre, et parfois même à ses propres yeux, pour mieux échapper au crible des critères de classe ou des actes de son passé. Elles peuvent être aussi, parmi d'autres encore, celles de la camaraderie amoureuse (ou de l'amour camarade) ou de la relation à deux construite dans la collaboration révolutionnaire.

Des essais comme celui-ci sont fondamentaux pour poursuivre un effort encore loin d'être abouti : comprendre ce que le communisme a fait au XX^e siècle, et donc au nôtre.

YVES COHEN

Igor Narsky et al. (dir.)

Sluhi v istorii Rossii XIX-XX vekov.

Neformal'naja kommunikacija i krutye povoroty rossijskoj istorii

Tcheljabinsk, Kamennyj pojas, 2011, 362 p.

Timothy Johnston

Being Soviet: Identity, Rumour, and Everyday Life Under Stalin

Oxford, Oxford University Press, 2011, 240 p.

Pendant longtemps, l'historiographie considéra la société soviétique comme régée par

la méfiance générale. Les dénonciations et l'usage des liens sociaux pour des répressions par ricochet, couplés à la représentation partielle et partielle des informations médiatiques, devaient cultiver la désinformation et l'ignorance. La méfiance entraîne forcément le manque de cohésion sociale, de solidarité et d'entraide. Ces deux ouvrages confirment cependant que la vision d'une société soviétique atomisée appartient bien au passé : les échanges sociaux de proximité avaient une importance capitale en Union soviétique, malgré le contrôle et la surveillance mutuelle.

Les deux livres cherchent à se saisir d'un phénomène aussi fuyant que les rumeurs. Bien que celles-ci aient profité d'un regain d'intérêt en sciences sociales depuis les années 1990, avec un important renouvellement méthodologique et conceptuel¹, une grande partie des approches de l'ouvrage dirigé par Igor Narsky notamment reste influencée par les travaux des pères fondateurs de la « rumeurologie² ». Les auteurs privilégient les discours sociaux et leurs fonctions au détriment de l'analyse des procédures de sociabilité par l'échange d'informations. Ils tentent de comprendre pourquoi la rumeur se diffuse, non comment les acteurs s'engagent dans la transmission des rumeurs. Le recueil postule dès l'introduction que les rumeurs constituent un moyen de diffuser des nouvelles dans le contexte des bouleversements sociaux. La tradition consistant à appréhender l'expérience soviétique comme une série continue de cataclysmes empêche de se détacher de la perspective anomique et de penser la rumeur dans le tissu des interactions quotidiennes ordinaires et routinières.

La structure même du recueil russe trahit ce penchant pour les interprétations psychologisantes et fonctionnalistes. Après une première partie méthodologique, l'ouvrage se consacre à la guerre, aux catastrophes et à la crise du pouvoir comme génératrices de rumeurs. Ces dernières apparaissent comme une réponse collective à une situation d'anomie, un moyen d'apaiser les angoisses. En effet, les interprétations collectives des événements participent aux constructions subjectives de la réalité. La troisième partie s'intéresse aux différents milieux sociaux qui génèrent et répandent des rumeurs, tandis que

la quatrième partie propose une classification des rumeurs en fonction de leur contenu (rumeurs laïques et religieuses). Le malaise des historiens face à cet objet de recherche se ressent dans quelques contributions qui fournissent un catalogue des rumeurs durant certaines périodes ou à l'occasion d'événements particuliers.

Certains articles du collectif, surtout ceux de la cinquième partie, ainsi que l'ouvrage de Timothy Johnston arrivent tout de même à dépasser l'approche anomique, en présentant les rumeurs comme des ressources pour l'action et des techniques de pouvoir capables de saper l'autorité du discours officiel (acheter des produits alimentaires de longue conservation pour affronter l'éclatement imminent de la guerre, provoquer des émeutes ou une panique, se mobiliser pour désobéir aux injonctions des autorités, etc.). Quelques auteurs insistent sur la reprise des rumeurs à succès par la presse (des informations sur les avancées de l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale, par exemple). Les médias qui relayent les rumeurs participent à leur propagation et à leur qualification en termes de « faits vrais » ou non. Cette interaction entre plusieurs sphères de circulation de l'information renvoie au souci des autorités à l'égard de ce qui est perçu comme des informations échappant au contrôle. Par ailleurs, les dirigeants se révèlent aussi colporteurs de rumeurs : faire circuler un bruit permet à Staline de vérifier la loyauté de son entourage tandis qu'après la mort du dictateur, la nouvelle direction « collégiale » se saisit des rumeurs sur la montée de la criminalité dans le pays à la suite de l'amnistie de mars 1953 pour en imputer la faute à son initiateur, le ministre de l'Intérieur Lavrenti Beria.

Refusant la dichotomie entre soutien et résistance au régime, T. Johnston insiste sur la capacité des Soviétiques à déployer des tactiques leur permettant de combiner des informations reçues des médias avec celles qui circulent par le bouche à oreille, afin de composer une vision cohérente du monde. En suivant un raisonnement construit selon un ordre chronologique, il insiste sur la capacité des rumeurs à conférer une cohérence à une série d'événements et au discours officiel contra-

dictoire (le passage du discours antihitlérien d'avant 1939 vers les critiques des puissances occidentales entre 1939 et 1941 ; puis la reprise de la critique des nazis et le rapport ambigu aux Alliés ; enfin le déploiement du discours de la guerre froide). Cependant, l'usage abusif du terme « bricolage » à ce sujet conduit à une schématisation et une simplification de la palette des représentations et des opinions des Soviétiques. Comme le recueil d'articles, le livre de T. Johnston souffre d'un penchant objectiviste suivant lequel la circulation des informations est associée à un phénomène de foule. D'autres termes utilisés par T. Johnston – « l'identité officielle soviétique » ou « mentalité » – sont révélateurs de cette vision surplombante de la société et deviennent un véritable obstacle pour traiter des positions divergentes des acteurs.

Face à ces difficultés méthodologiques et conceptuelles, on peut se demander si les sources dont l'historien de la Russie et de l'URSS dispose lui permettent de développer une approche située et transactionnelle de la transmission des récits. Est-il possible, avec la documentation disponible, d'appréhender les raisons d'agir, les motivations qui poussent les individus à transmettre les rumeurs ? La rumeur, phénomène oral, n'est accessible qu'à partir de traces écrites. Or sa fixation par écrit s'accompagne d'opérations de traduction qui, par définition, produisent de la rationalisation, des interprétations, des transformations, etc. Il faut notamment prendre en compte la nature et les visées des documents institutionnels qui fixent les rumeurs ; les rapports (*svodki*) de la police politique soviétique leur prêtaient une grande attention tout en les classant en trois catégories préconstruites : prosoviétiques, antisoviétiques et neutres. Cette façon de politiser les échanges informels, nécessaire aux autorités soucieuses de connaître l'état d'esprit de sa population afin de mieux la gouverner, peut devenir un piège pour le chercheur, tenté de suivre la logique des rapports officiels dans son étude. Une analyse systématique des sources judiciaires (les dossiers des accusés pour la diffusion des rumeurs indésirables) et personnelles (journaux intimes, mémoires, correspondances) devrait permettre de trouver des scénarios de la transmission des rumeurs

lors des actes de sociabilité, de découvrir les pratiques sociales de la prise de parole et de s'interroger sur les logiques d'action à l'œuvre dans ces processus. Il est donc nécessaire de déplacer la focale d'analyse pour arriver à une meilleure compréhension des dynamiques au sein des rapports sociaux en URSS et du rôle qu'y jouent les rumeurs.

LARISSA ZAKHAROVA

1 - Sur ce renouvellement, voir Philippe ALDRIN, « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Genèses*, 50-1, 2003, p. 126-141.

2 - Gordon W. ALLPORT et Leo POSTMAN, *The Psychology of Rumor*, New York, H. Holt, 1948.

**Nicolas Werth
et Alexis Berelowitch (éd.)**

*L'État soviétique contre les paysans.
Rapports secrets de la police politique :
Tcheka, GPU, NKVD, 1918-1939*
Paris, Tallandier, 2011, 794 p.

Les politiques visant la paysannerie sont un des aspects du système soviétique dont la connaissance a le plus bénéficié de l'ouverture des archives secrètes. Alexis Berelowitch et Nicolas Werth, par la qualité de leurs traductions et l'intérêt de leurs commentaires, rendent accessibles les travaux dirigés par Viktor Petrovitch Danilov (1925-2004), à qui ils rendent un hommage étayé. Ils reprennent ici un dixième des documents de l'ouvrage russe qui ne rassemblait lui-même qu'un dixième des archives déclassifiées : des « rapports » (*svoki*) de la police politique, qui réprime mais doit aussi renseigner en l'absence d'opinion publique¹. Ces rapports étaient systématiques, soit périodiques (hebdomadaires, mensuels), soit thématiques (« difficultés alimentaires », « état des déportations de koulaks »), et bénéficiaient de milliers d'« informateurs ». Rédigés par quelques dizaines de policiers, ils étaient destinés à un très petit nombre des plus hauts dirigeants du Parti-État. Les actes de langage des rapports sont multiples : ils peuvent compiler des « rumeurs » (p. 504), décrire la « situation politique » (p. 192), préconiser les mesures à prendre contre les familles des « koulaks »

qui ont quitté leur lieu de déportation, interpréter les mobilisations « antisoviétiques » de femmes (p. 359), comptabiliser les exécutés et déportés. Ils portent sur l'URSS ou une de ses parties : l'Ukraine, bien sûr, mais aussi le Kazakhstan ou les zones de déportation.

V. Danilov, historien spécialiste de la paysannerie, ne put commencer à éditer des documents que dans les années 1970 et ce n'est qu'avec la perestroïka qu'il put le faire largement et qu'il rassembla des chercheurs de plusieurs nationalités. Ce qui donna les cinq volumes de *Tragedia sovetskoi derevni 1927-1939*. Mais il a aussi publié des archives sur les Cosaques du Don de 1917 à 1921, sur le soulèvement paysan dans la région de Tambov en 1919-1921 ou sur Makno. Dans les années 1990, il batailla auprès du FSB (Service fédéral de sécurité de la Russie) où il put avoir accès aux archives classifiées pour une publication dont le premier volume paru en 1998 et le cinquième et dernier était prévu en 2012. *L'État soviétique contre les paysans* est un legs de cet engagement intellectuel.

L'ouvrage, dense, est divisé en trois parties ; chacune composée d'une introduction et de nombreux documents traduits. Une introduction d'ensemble présente les sources et les problèmes de lecture qu'elles posent, tout en rappelant le caractère central de la police dans le système soviétique. N. Werth a eu en charge les deux premières parties consacrées aux campagnes pendant les guerres civiles, à la Nouvelle politique économique (NEP) et au « séisme de la collectivisation » (1930-1934), tandis qu'A. Berelowitch a eu la responsabilité de la troisième partie (« De la famine à la guerre »). Mais sont présentés des éléments qui compliquent cette chronologie. Ainsi de la NEP. Pour la paysannerie, elle n'a pas commencé en 1921 : les violences du pouvoir n'ont pas cessé à ce moment – on le voit avec la saisie des objets du culte – et la brutalité contre le monde paysan a été relancée en 1927 quand, à la suite de la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, le régime a craint une guerre. Et il y a des continuités d'une période à l'autre : la « liquidation des koulaks en tant que classe » fit apparaître une population de paysans qui fuyaient leur lieu de déportation, où ils étaient soumis à un

travail forcé et qui, considérés comme une menace, furent ciblés au cours de la Grande Terreur. Celle-ci, grâce aux leçons tirées de la collectivisation, souvent chaotique, fut « parfaitement contrôlée et maîtrisée » selon la formule d'A. Berelowitch (p. 398). Dans les trois périodes, on trouve le déploiement de violences extrêmes, des famines et du cannibalisme (en 1922 et en 1933).

Cette chronologie s'inscrit dans une perspective plus large visible dans ses effets : les efforts des koulaks déportés pour retourner dans leur village montrent que celui-ci avait une réalité sociale plus prégnante que la division en trois classes (koulaks, paysans moyens, paysans pauvres) que les bolcheviks voulaient imposer. S'opposent deux sociologies. Pour l'une, les communautés paysannes constituent des groupes où les interactions ont des effets d'intégration. Pour l'autre, les clivages de classes priment et définissent un espace d'antagonismes, vision qui, poussée jusqu'à la mécanique, est celle des bolcheviks. Aussi ils ne peuvent ni saisir, ni accepter, le mouvement en cours dans la paysannerie depuis le début du xx^e siècle et qui a été théorisé par V. Danilov et Theodor Shanin : une lutte pour l'appropriation de la terre avec comme idéal une organisation communautaire. Cette « révolution paysanne » (p. 17) qui l'avait emporté en 1920 explique la distance qu'essaya de garder la paysannerie à l'égard des Rouges et des Blancs. Elle est confirmée par le refus, parfois violent, des prélèvements obligatoires sous contrainte armée, par la « résistance acharnée » (p. 314) à l'entrée forcée dans les kolkhozes et, une fois ceux-ci imposés, par des tentatives pour accroître la taille des lopins individuels.

Mais la résistance ou l'hostilité des paysans furent interprétées par les communistes comme la manifestation d'une loi qui voulait que la « contre-révolution » se dresse face aux coups de la révolution. Aussi les communistes ne pouvaient-ils pas comprendre, par exemple, que les croyances religieuses étaient un trait d'une culture qui faisait que des paysans organisaient des processions pour implorer la fin d'une sécheresse. Mais, à l'inverse, les rapports permettent de rejeter une vision de la violence paysanne comme s'inscrivant dans une tradition de « révolte » (*bunt*), de jacquerie

sanglante, même si l'on relève de grandes brutalités, antisémites notamment. Car, après la période révolutionnaire, les paysans n'opposent pas une résistance insurrectionnelle au pouvoir ni ne déploient largement la violence, au point même que la collectivisation produit une forme d'accablement, « désespoir plutôt que révolte » comme l'analyse N. Werth (p. 291).

Pourtant les rapports mettent l'accent sur l'« activisme » des koulaks (p. 387), disons sur un mode projectif. Ayant appliqué aux campagnes le schéma qu'ils voulaient universel de la lutte des classes, les communistes y retrouvent aussi leur identité inversée : des « activistes, contre-révolutionnaires koulaks » (p. 326) regroupés dans des « cellules koulaks » (p. 220) se livraient à de l'« anti-soviétisme » (p. 216). Le koulak est un monstre et un semblable (« activiste », « propagandiste ») qui a appris les leçons du bolchevisme en incitant au « défaitisme » (p. 218) à l'égard de son propre gouvernement (en 1928). Les communistes qui se sentent menacés par le « terrorisme koulak » (p. 221) comprennent, pouvons-nous dire, le monde à leur image dans une relation spéculaire, au principe de leur agressivité. Mais parfois les rapports parlent des paysans dans les termes de la zoologie plus que du militantisme politique quand ils stigmatisent les « saboteurs », *vrediteli*, qu'on pourrait rendre par « nuiseurs » (p. 713).

Cependant, sabotage et activités contre-révolutionnaire n'expliquaient pas les difficultés des politiques imposées d'autant qu'on ne pouvait invoquer l'absence d'enthousiasme des paysans moyens et pauvres dans la lutte contre les koulaks ou la dévastation humaine due aux famines. La police dénonce donc les « abus » de responsables, des communistes qui « sabotent » (p. 213), des « cadres » ivrognes (p. 636). Ce style de critique convenait au sommet du pouvoir puisqu'il renvoyait la responsabilité des échecs sur les exécutants. Et la dénonciation des « abus » occultait la brutalité extrême du processus, un terrorisme de masse ancré dans la certitude que les paysans représentaient un groupe dont la seule existence menaçait la révolution. Car au-delà des apports de l'ouvrage de N. Werth et A. Berelowitch, nous pouvons rappeler qu'en 1907 Lénine citait Karl Marx (*Le Capital*, L. IV, chap. XI

pour ériger, en référence pour la Russie et donc hors contexte, le « nettoyage des terres » de leurs paysans lors de la naissance du capitalisme dans l'Angleterre du XVI^e siècle. L'antagonisme avec les socialistes-révolutionnaires renforça chez les bolcheviks cette vision négative de la paysannerie engendrant l'angoisse d'une Vendée russe. La distinction entre les classes, dont la paysannerie aurait été constituée, était secondaire au regard du préjugé selon lequel les paysans étaient trop nombreux, arriérés, réactionnaires : les violences organisées contre la paysannerie, qui furent tragiquement exterminatrices, relèvent d'une hostilité principielle à l'égard du monde paysan qu'il fallait « épurer ».

DOMINIQUE COLAS

1 - *Sovetskaja derevnja glazami V. TCH. K., OGPU, NKVD, 1918-1939, dokumenty i materialy*, 4 vol., Moscou, ROSSPÈN, 1998-2012.

Alain Blum et Yuri Shapoval

Faux coupables. Surveillance, aveux et procès en Ukraine soviétique (1924-1934). L'exemple de M. Gruševskij et S. Efremov
Paris, CNRS Éditions, 2012, 348 p.

Après deux révolutions, huit changements de régimes politiques et une guerre civile ravageuse, un État ukrainien est né au début des années 1920. En le contemplant, le marquis d'Azeglio n'aurait sans doute pas manqué de noter qu'il ne restait plus qu'à faire des Ukrainiens. Des intellectuels nationalistes étaient à pied d'œuvre depuis une centaine d'années. Leur tâche était difficile. Sous l'Ancien Régime, la partie orientale des terres ukrainiennes appartenait à l'empire des tsars et avait une forte population russe avec une influence culturelle considérable imposée par la législation gouvernementale depuis les années 1870. Les contrées occidentales se situaient sur les marches de l'empire autrichien où la politique ethnique n'empêchait pas le développement d'un mouvement national. En Russie, la part des paysans dans la population dépassait les 80 % et environ 40 % des Ukrainiens étaient illettrés dans leur langue

maternelle, même en 1927. On se demande quel était le poids des patriotes par exemple à Kiev ou à Kharkov où ils composaient à peine un quart des habitants.

À partir des années 1840, les intellectuels firent énergiquement avancer la cause de la littérature ukrainienne ; malgré les brimades, ils étudièrent la culture populaire et tentèrent de démarquer l'histoire de leur pays de celles de la Russie et de la Pologne qui le dominaient depuis des siècles. Le nouvel État correspondait à l'Ukraine orientale et sa naissance ne facilita pas la tâche des intellectuels patriotiques. Soviétique, sa politique culturelle suivit les méandres de la politique nationale de l'URSS. Dans un premier temps, celle-ci favorisa la promotion de fonctionnaires originaires des républiques et des régions ethniques, mais la situation commença à se compliquer vers la fin des années 1920, surtout dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'Ukraine ne fut pas épargnée par la reprise en main radicale des milieux académiques de toute l'Union soviétique que les autorités initièrent au tournant de la décennie. La campagne est inséparable d'une obsession des intentions subversives que le pouvoir prêta aux cadres administratifs et techniques de l'économie nationale dont la majorité avait été formée avant la révolution et était considérée comme étrangère au régime.

La problématique de l'ouvrage d'Alain Blum et de Yuri Shapoval s'insère dans ce contexte. Ils décrivent le calvaire de deux savants ukrainiens, Mikhail Gruševskij et Sergei Efremov, les méthodes de la police secrète pour les surveiller et les persécuter, ainsi que les conditions dans lesquelles ils furent amenés à admettre des crimes contre l'État qu'ils n'avaient jamais commis. Mais le sujet est plus complexe. Le travail embrasse un large éventail de questions, du destin mouvementé de l'élaboration d'une historiographie nationale à celui de la création des institutions scientifiques en Ukraine, en passant par les conflits déchirant le petit monde universitaire et l'imaginaire de cet univers, créé par ceux qui l'espionnaient.

Gruševskij était l'auteur d'une œuvre abondante qui comprenait les treize volumes de la première histoire d'Ukraine qu'un professionnel ait rédigée. Plus modestes dans leur

envergure, les travaux d'Efremov portaient sur l'histoire de la littérature ukrainienne. Après de nombreux périples, les deux hommes devinrent des piliers de l'establishment académique de la république. Leurs ennuis commencèrent alors.

Leur vision du passé et de la culture de l'Ukraine ne s'harmonisait pas avec l'orthodoxie marxiste-léniniste. Mais ceci ne fut pas la principale raison de leurs malheurs. À côté de l'offensive contre les experts dits bourgeois, le régime se méfiait de leur passé et de leur rivalité acharnée, les conduisant à leur perte. L'historien et le spécialiste de la littérature militaient depuis longtemps pour la culture nationale : le premier dès les années 1890, l'autre, plus jeune, depuis le début du *xx^e* siècle. De plus, au cours des années troubles de 1917 à 1920, ils avaient appartenu à des partis opposés aux bolcheviks et, pour un court moment, à des organismes dirigeants de l'Ukraine indépendante. Ils s'étaient cependant tenus à l'écart des nationalistes extrémistes et des gouvernements anti-soviétiques. Mais Gruševskij avait passé quelques années comme émigré en Europe occidentale et les autorités du nouveau régime se méfiaient d'Efremov bien qu'il soit devenu vice-président de l'Académie des sciences d'Ukraine. À peine revenu de l'étranger, la police politique commença à surveiller étroitement Gruševskij, malgré son titre d'académicien de la république et, plus tard, d'URSS.

À la lecture de cet ouvrage, le chercheur étudiant les matériaux que les organes de sécurité archivaient dans les pays de l'Est découvre que la filature des polices communistes n'a en rien changé entre les années 1920 et les années 1980 : la même volonté de placer des indicateurs partout où la paranoïa du régime subodore des activités hostiles, la même manie de réunir le maximum d'informations, y compris sur les événements on ne peut plus anodins du quotidien, et surtout la même idée fixe qui fait construire des réseaux complexes de conspirateurs à partir de relations entre connaissances lointaines et de groupes d'amis, aussi vagues soient-ils ; la même incapacité à mettre au point des critères un tant soit peu précis afin de trier les données et la même propension à récupérer des renseignements complètement disparates et à les

transformer en accusations; la même conviction sincère de menaces obscures et le même empressement d'en produire des preuves recevables dès que les supérieurs en demandent; le même mélange d'une incertitude des autorités quant aux périls qui guetteraient le système avec un cynisme leur permettant de recourir à n'importe quel moyen pour combattre le peu d'ennemis avérés et les masses d'adversaires imaginaires.

A. Blum et Y. Shapoval montrent comment l'hostilité quelque peu absurde entre les deux protagonistes, les ambitions de Gruševskij de devenir président de l'Académie ukrainienne, l'obstination d'Efremov pour empêcher sa promotion, les clans qui se formèrent autour des rivaux, leurs intrigues, leurs discussions professionnelles et leurs conversations sur la cause ukrainienne ainsi que sur la situation en URSS devinrent des matières premières pour la police politique qui n'eut besoin que d'un signal venu d'en haut pour y trouver des complots enchevêtrés. Tout put être retourné contre eux, y compris leurs propos, pourtant judicieux, sur la nature paysanne de l'Ukraine et sur le danger que la politique agraire du régime représentait pour la culture rurale. Leurs organisations subversives, que la police créa de toutes pièces avec des organigrammes, mêlaient les conspirations omniprésentes, les éléments plus ou moins hétérogènes des dossiers de filature, les connaissances sur les associations et partis au sein de la population émigrée et les fantasmes bolcheviques sur un univers où tout le monde était suspect, même des camarades membres de la direction du pays.

Les aveux de Gruševskij et d'Efremov furent arrachés, contrairement à d'autres. La psychose du régime s'infiltrant dans le reste de la société, un accusé pouvait finir par entrer dans la logique bolchevique, reprendre à son compte les arguments de l'accusation et entrevoir le complot nébuleux dans lequel il était impliqué à son insu. Cela ne le sauvait pas; peu importe qu'il ait manifestement ignoré l'existence de l'organisation fantasmagorique dont seuls les inquisiteurs connaissaient le secret. Efremov fut condamné à mort en 1930, sentence commuée en dix ans de détention, et finalement fusillé en 1939. Gruševskij fut relâché après un court moment, brisé. Il mou-

rut en 1934 dans une sorte d'exil doré, enterré avec les honneurs.

Il est évident que leurs affaires eurent lieu dans une conjoncture spécifique, celle de la campagne contre les intellectuels prétendument saboteurs. Aucun des rapports de synthèse que la police politique envoya au Kremlin sur la situation dans le pays ne les mentionne au cours des années 1920, bien que ces documents contiennent des renseignements sur le monde académique. Efremov et ses méfaits supposés y sont évoqués des mois après son arrestation et le nom de Gruševskij ne fait jamais surface. Pendant longtemps, leurs cas eurent donc une importance locale. La seule intervention connue de Staline eut lieu au moment de la préparation du procès d'Efremov et de ses camarades d'infortune. Le leader suprême proposa qu'on inclût, parmi les accusés, des médecins qui aurait voulu tuer des patients communistes. Aucun ne fut finalement jugé dans l'affaire.

Autre fait intéressant, quoique peu surprenant: la police politique ne s'intéressa pas à l'influence sur les masses du mouvement de défense de la culture ukrainienne. Pour cause. La population n'avait pas exactement les mêmes préoccupations que les académiciens. Aujourd'hui encore, dans les régions orientales du pays, les habitants ne reconnaissent pas totalement leur identité ukrainienne.

Au-delà du grand intérêt de leurs analyses, A. Blum et Y. Shapoval ont le mérite de publier plus de 300 documents en traduction française, une mine d'informations pour l'historien de l'URSS aussi bien que pour le lecteur qui ne lit pas le russe ou l'ukrainien. L'éditeur en a intégré seulement dix-neuf dans le livre, le reste étant disponible sur internet.

GÁBOR T. RITTERSPORN

Steven A. Barnes

Death and Redemption: The Gulag and the Shaping of Soviet Society

Princeton, Princeton University Press, 2011, x-352 p.

Depuis que des études universitaires ont commencé à paraître sur le Goulag il y a plus de cinquante ans, la ligne directrice adoptée par

la plupart d'entre elles a été de dresser la chronique de tout ce que ce système comportait de mauvais : une mortalité élevée, une violence généralisée, une corruption endémique et la pratique de l'« esclavage ». Le Goulag est vu comme un pilier central du totalitarisme, un outil de gouvernement aux implications économiques et politiques, et le cimetière où des millions de victimes innocentes ont trouvé la mort. Ce présupposé se retrouve par exemple dans *L'archipel du Goulag*, le chef-d'œuvre en trois volumes d'Alexandre Soljenitsyne, mais il constitue également la ligne directrice de la majorité des études publiées depuis la chute de l'Union soviétique et l'ouverture de ses archives jusque-là maintenues sous scellés. Toutefois, une nouvelle génération d'historiens commence depuis peu à mettre en question certains éléments de cette interprétation traditionnelle, et à présenter une vision plus complète et plus nuancée du fonctionnement du Goulag. Dans les dix dernières années, Steven Barnes s'est affirmé comme l'un des principaux tenants de ce processus de révision.

Death and Redemption est une étude détaillée d'un camp de redressement par le travail, Karlag, situé près de Karaganda dans le Kazakhstan. Il examine également d'autres lieux de détention des environs, y compris des camps spéciaux. Les six chapitres du livre sont organisés chronologiquement : depuis le début des années 1930, avec le rapide développement du système soviétique des camps de travail, jusqu'au milieu des années 1950 et les premières réformes post-staliniennes. Les sources combinent de manière équilibrée témoignages et documents en provenance des archives locales de Karaganda et des fonds centraux d'Almaty et de Moscou.

Pour S. Barnes, le Goulag ne doit pas être vu comme une institution dédiée à la répression politique, mais plutôt comme un système pénal peuplé principalement de criminels de droit commun. En pratique, cela signifie que l'auteur examine de près la société des détenus et décrit en détail la manière dont la vie du camp était organisée et catégorisée. S. Barnes parvient ainsi à illustrer la complexité des réalités auxquelles les détenus, comme les administrateurs, faisaient face dans le système du Goulag. Cela signifie également que sont

étudiés précisément les différents niveaux administratifs de l'appareil du Goulag. Les officiers et les gardes du Goulag, comme le montre S. Barnes, ne sont pas unis autour d'une mission centrale : on observe parmi eux le même genre de guerres de territoire, de réseaux de favoritisme, de corruption et de divisions politiques que dans toutes les autres structures de gouvernance soviétique. Enfin, traiter le Goulag comme un système pénal permet d'interpréter plus finement l'idéologie punitive et correctrice. En URSS, l'idéologie était une question sérieuse : S. Barnes montre que ce fait était aussi manifeste dans le Goulag que partout ailleurs.

Cette conception du Goulag comme microcosme de la société soviétique, où les événements, les institutions et les rapports font écho à ceux qui existent hors des barbelés, doit beaucoup à Soljenitsyne, comme le reconnaît volontiers S. Barnes. Toutefois, ce dernier voit le Goulag non seulement comme un phénomène exclusivement négatif et répressif, mais aussi comme un système positif et constructif. Ce système n'était certes pas moral, mais il opérait au sein d'un système éthique qui lui était propre et qui avait du sens pour ceux qui l'appliquaient. De fait, l'un des apports les plus importants de l'ouvrage est le parti pris de l'auteur qui n'hésite pas à poser cette question (et bien sûr à y répondre) : pourquoi les autorités soviétiques ont-elles dépensé une telle quantité d'énergie et de ressources « pour reproduire au sein du Goulag le système social et culturel soviétique » ? En d'autres termes, pourquoi n'ont-elles pas tout simplement éliminé les prisonniers, soit en les exécutant soit par le biais du travail forcé, et employé les ressources qui leur étaient consacrées à d'autres priorités importantes, en tête desquelles l'industrialisation rapide ? Pourquoi tant d'efforts pour tenter de convertir les prisonniers en bons citoyens soviétiques ?

Et pourtant, ces efforts étaient bien réels. Depuis les sessions d'endoctrinement politique jusqu'aux slogans peints dans les baraquements, depuis les cours d'alphabétisation jusqu'aux spectacles musicaux, la vie au Goulag était organisée autour du nouvel *ethos* soviétique. Pour certains, comme Soljenitsyne, ce processus de rééducation n'était qu'une

farce, une parodie de bolchévisme que les prisonniers se contentaient d'ignorer ou de manipuler à leur avantage. Sans ignorer les réactions de ce type, S. Barnes considère le processus de rééducation comme une preuve tangible du fait que le Goulag représentait non seulement les peurs du socialisme soviétique, mais aussi ses rêves et ses espoirs. En effet, il voit le Goulag comme un chaînon essentiel pour comprendre dans toute leur complexité les tensions inhérentes à la vision du monde soviétique et, plus précisément, à la conception de la justice criminelle dans une société soviétique. S'écartant significativement des chercheurs qui l'ont précédé, S. Barnes soutient que l'importance de la rééducation n'a pas disparu avec la Grande Terreur mais, au contraire, que celle-ci a continué à jouer un rôle central dans le fonctionnement des Goulags pendant toute l'époque stalinienne.

L'aspect le plus important de l'*ethos* socialiste et de la vie au Goulag est le travail. Celui-ci représente à la fois l'instrument premier de la rééducation et l'indication que le détenu est prêt à retourner à une vie productive hors des barbelés. Ceux qui échouaient à cette épreuve essentielle ne pouvaient avoir leur place dans la société soviétique – ils étaient condamnés à mourir. Pour reprendre S. Barnes, « dans les conditions très dures du Goulag, les impuretés du corps social devaient soit être purifiées [et revenir au corps politique] soit être éliminées [par la mort] » (p. 14). Le plus important ici est le fait que ces deux options – la mort ou la rédemption – étaient toutes deux acceptables dans la vision du monde soviétique. La coexistence de la violence meurtrière et de la correction n'est pas une contradiction mais un idéal. Il ne s'agit pas d'une perversion du socialisme ou d'une sorte de déviance staliniste : c'était la manière dont le socialisme devait être construit. Et de fait, des millions de citoyens soviétiques furent fusillés ou tués à la tâche dans les camps du Goulag, ou abandonnés à leur mort dans les « camps spéciaux ». Mais plus nombreux encore furent ceux qui survécurent à leur emprisonnement et retournèrent à la société soviétique, après avoir été en théorie « reforgés » ou « rééduqués ».

Dans la pratique, les choses n'étaient pas si nettes : S. Barnes pousse peut-être un peu

loin la dichotomie mort/rédemption en attachant étroitement la survie à la rééducation. Les prisonniers du Goulag disposaient d'autres issues que la rééducation et la libération, ou bien la résistance et la mort. Certains prisonniers pouvaient accepter et se soumettre à la rééducation, accomplir des tâches parfois herculéennes, et tout de même périr dans les camps des suites de la malnutrition, d'un accident de travail, de maladie ou des violences exercées par les gardes ou par d'autres prisonniers. De même, il était possible de résister ou d'être complètement indifférent à la rééducation et d'être quand même remis en liberté. En effet, la principale cause de mise en liberté sous Staline, comme le reconnaît S. Barnes, était simplement l'expiration de la sentence. En d'autres mots, sans que ne soit effectuée aucune évaluation finale de la correction accomplie au long de leur incarcération, le régime staliniste relâchait dans la société des criminels vaincus. Ni mort, ni rédemption, pourrait-on dire.

Les deux derniers chapitres apportent une contribution importante à notre compréhension du Goulag dans l'après-guerre. Sa description détaillée des camps spéciaux et de leur divergence par rapport au modèle habituel des camps de redressement par le travail constitue un développement particulièrement intéressant. L'existence de ces camps, qui ne présentent aucun intérêt économique, est expliquée par S. Barnes comme s'inscrivant dans l'« effort soviétique de longue date visant à classifier la population en catégories encore plus précises » (p. 184). Sa description très détaillée des révoltes qui ont eu lieu dans le camp suite à la mort de Staline est également d'un grand intérêt. L'argument peut-être le plus provocant est cependant l'idée selon laquelle le Goulag du début des années 1950 n'a pas connu de crise. De nombreux historiens ont vu dans les émeutes et les réformes de l'après-Staline, ainsi que dans la montée de la violence et la baisse de la productivité du début des années 1950, la preuve que le Goulag stalinien ne pouvait durer. Avec justesse, S. Barnes répond que ce jugement se fonde presque uniquement sur les événements extraordinaires de 1953-1955 et ne correspond

pas aux réalités de 1951-1952. Selon S. Barnes, si Staline avait vécu dix ans de plus, le Goulag ne se serait pas soulevé ni n'aurait été réformé. Il s'agissait en fait d'un système stable de travail forcé, de punition et de rééducation.

JEFFREY S. HARDY

Traduction de VALENTINE LEYS

Miriam Dobson

Khrushchev's Cold Summer: Gulag Returnees, Crime, and the Fate of Reform after Stalin
Ithaca, Cornell University Press, 2009,
VIII-264 p.

Miriam Dobson livre avec cet ouvrage la première thèse forte sur la décennie libératrice en URSS (1953-1964). Pendant cette période, plusieurs millions de détenus et d'exilés furent rendus à la vie civile. Depuis les travaux d'Elena Zubkova, on sait que leur retour suscita de nombreuses réactions négatives dans la population. D'une plume précise et élégante, M. Dobson déploie un propos riche et vigoureux pour expliquer ce paradoxe : la direction khrouchtchévienne, en brisant ou inversant, dès 1953, les motifs essentiels de l'« imaginaire politique » formé sous Staline, se mit à dos une partie des Soviétiques. Les redéfinitions progressives du « héros » et de l'« ennemi » permirent certes à une partie des anciens détenus de rendre acceptable leur autobiographie – les beaux chapitres 2 et 7 sont consacrés à ce changement capital. Pourtant, dans le dialogue épistolaire et médiatique qui s'engage dès la mort de Staline entre le pouvoir et les citoyens sur la signification des réformes du système répressif, une population angoissée par l'arrivée d'anciens détenus porteurs de la contre-culture du Goulag expriment leur incompréhension et leur déception face aux révélations et réévaluations du stalinisme assénées par les successeurs de Staline. De cet échange naît une politique pénale et sociale hésitante et souvent contradictoire. M. Dobson écarte la vision traditionnelle de la vie politique du Dégel comme un jeu entre conservateurs et réformistes. À l'exemple des heurs de la politique pénale, elle montre comment les Soviétiques

influaient, par voie épistolaire, les « agendas politiques fluides » (p. 157).

M. Dobson ne s'attarde guère sur les aspects administratifs, judiciaires et sociaux du retour et de la réinsertion des anciens détenus. Son attention est toute entière tournée vers les déplacements discursifs propres au Dégel. L'étude des plaintes envoyées par les Soviétiques aux rédactions et aux administrations a déjà tradition dans les recherches soviétiques, depuis les travaux de Sarah Davis, Sheila Fitzpatrick et Golfo Alexopoulos. À leur suite, M. Dobson engage un dialogue fin avec les auteurs de ces lettres et pétitions. La force de son texte est de tracer les évolutions discursives chez des groupes sociaux très différents : les anciens détenus, eux-mêmes très divers (criminels professionnels ou habituels, petits délinquants, anciens détenus politiques, etc.) ; les « honnêtes citoyens » offusqués par les « comportements asociaux » des anciens zeks ; et les discours des officiels de tout rang, juristes ou fonctionnaires du parti. Elle a rassemblé, outre les articles de presse, un corpus impressionnant constitué, d'une part, d'ego-documents épistolaires, mémoriels et autobiographiques et, d'autre part, de rapports administratifs, policiers et judiciaires provenant de dizaines d'instances du pouvoir du niveau le plus modeste jusqu'à Nikita Khrouchtchev, glanés dans un grand nombre de centres d'archives de Moscou et de province.

Le livre est découpé de manière chronologique. Une première partie montre que la grande amnistie de mars 1953, la libération des survivants de « l'affaire des blouses blanches » et l'arrestation du ministre de l'Intérieur Lavrentii Beria, toutes mesures présentées par le Comité central comme participant au « rétablissement de la légalité socialiste », provoquèrent le trouble dans la population. Le même scénario se produisit avec le discours de Khrouchtchev à la tribune du XX^e congrès en février 1956 : en attaquant Staline et en héroïsant des personnalités naguère diabolisées, le Premier secrétaire « sema la confusion » (p. 102).

La deuxième partie porte sur les années entre le XX^e et le XXII^e congrès (1956-1962), période que M. Dobson place pertinemment sous le signe de la « panique morale » (Stanley

Cohen). La peur de la « contagion » et de la « perversion de la jeunesse » fut motrice pour constituer les anciens détenus en menace pour les valeurs et l'ordre social. Or Khrouchtchev s'essaya au même moment à un profond renouvellement des politiques répressives : il relança l'utopie rééducative en affirmant que tous les criminels étaient réinsérables à condition d'une authentique repentance et d'une aide non moins réelle de la société ; et il ressuscita plusieurs institutions tombées en désuétude qui donnaient à des formations sociales hors de l'État-parti pouvoir d'interpeller, de juger et même d'exiler les « parasites », c'est-à-dire celles et ceux qui ne se pliaient pas aux normes de la conformité sociale. De manière inattendue, la population a vu dans ces mesures une forme de laxisme, de retrait régaliennement bénéficiant aux criminels, et non pas l'occasion de se saisir de l'application de certains pouvoirs judiciaires et policiers.

Pour M. Dobson, l'indignation épistolaire est bien le moteur du revirement de Khrouchtchev dès 1960. Dans un grand reniement, le Premier secrétaire impose un virage à 180 degrés sur la politique pénale et fait voter une série de lois draconiennes qui auront des conséquences fatales pour les condamnés et les détenus. À partir de là, les slogans de la « légalité socialiste » et de l'« humanisme », dont Khrouchtchev s'était fait le porte-parole dès 1953, changent de sens en épousant la cause de la défense sociale, et non plus celle de l'équilibre des procédures judiciaires et de la retenue répressive.

Dans une troisième et dernière partie M. Dobson livre une nouvelle interprétation du XXII^e congrès du parti en 1961. On y prête d'habitude peu d'attention : Khrouchtchev n'y fit pas de nouvelles révélations fracassantes, il se contenta de répéter et d'approfondir ce qu'il avait dit cinq ans plus tôt sur Staline. M. Dobson montre pourtant que l'enjeu était énorme pour la direction politique : alors que Khrouchtchev annonçait le prochain passage du socialisme au communisme, il fallait intégrer les grandes répressions dans la trajectoire eschatologique du parti et de la société. Le Premier secrétaire attribua à Staline le rôle historique de « frein » (*tormoz*) dans le développement du parti, et son corps

fut en conséquence retiré du mausolée qui symbolisait son compagnonnage et sa filiation avec Lénine.

Quant aux anciens détenus, ils étaient libres de réinterpréter leur vie dans le cadre officiel délimité pendant les débats du congrès : communistes fervents, ils avaient été injustement chassés du parti, jugés et incarcérés sous la férule de Nikolaï Ejov (*ejovshchina*) en 1936-1938. Leur foi communiste intacte les avait aidés à supporter les tribulations pénitentiaires. Elle fut récompensée dans les années 1950 par la libération, la réhabilitation et la réintégration au parti, qui à leur tour appelaient expressions de reconnaissance et renouvellement des promesses de loyauté. M. Dobson a retrouvé les mémoires écrites selon cette « trame de la mort et de la résurrection » (p. 207), soigneusement collectées par le Comité central.

M. Dobson souligne l'impact stabilisateur du nouveau récit lénifiant fourni par Khrouchtchev : « Pour la première fois depuis les obsèques de Staline, les chefs du parti produisirent une mise en scène résolue et rassurante, qui trouva un écho émotionnel dans le public » (p. 197). Mais très peu d'anciens détenus correspondaient à ce canevas héroïque modelé sur la biographie d'un mort comme Iona Iakir et d'un vivant comme Alexei Snegov. D'où, sans doute, le succès d'*Une vie d'Ivan Denissovitch*, en 1962, où Alexandre Soljenitsyne raconte une tout autre histoire : un nombre bien plus grand d'anciens détenus pouvaient se reconnaître dans le prisonnier Ivan Choukhov, soldat d'extraction paysanne aux manières frustrées. Pourtant, chez M. Dobson, la réaction des lecteurs montre surtout les limites de l'entreprise discursive stabilisatrice de Khrouchtchev. L'argot des camps qui perle dans la nouvelle publiée en 1962 a choqué et dégoûté de très nombreux lecteurs, tous acquis pourtant à la cause de la déstalinisation et de la nécessité de parler publiquement des camps : la « vulgarité » de l'expression (*pochlost'*, opposée à la « distinction », la *kul'turnost'*) est le principal reproche dans les lettres. Pas sûr pourtant qu'on doive, comme M. Dobson, normaliser ce choc esthétique chez le lectorat du premier Soljenitsyne en y cherchant confirmation de la « panique morale » qu'elle décrit par ailleurs.

Pour montrer les limites de la solution khrouchtchéviennne présentée au XXII^e congrès, M. Dobson recourt également au cas de Joseph Brodsky, à l'époque tout jeune écrivain à Leningrad, persécuté par l'activiste Iakov Lerner pour son mode de vie non conformiste et finalement envoyé en exil comme « parasite ». Pourtant, ce cas illustre assez mal le propos de M. Dobson : non seulement Brodsky n'est pas poursuivi parce que son mode de vie serait influencé par des pratiques venues du Goulag, comme ces jeunes qui, au même moment, entonnent des couplets pénitentiaires et rêvent d'odieus tatouages, dont M. Dobson décrit les déboires avec la justice ; mais surtout, même si les défenseurs de Brodsky ont évoqué 1937 dans leurs pétitions de libération, il est difficile de voir dans la loi anti-parasites une résurrection des pratiques pénales typiques de la Grande Terreur, verticales et souvent secrètes. Tous les juristes, même les plus conservateurs, étaient très méfiants, voire totalement hostiles, à cette loi anti-parasites, qui était une marotte ancienne du seul Khrouchtchev et fut abolie après sa démission. Brodsky fut assez rapidement libéré de cet exil et n'est pas une victime du durcissement pénal qui frappe par exemple, au même moment, les « spéculateurs ».

Dans le grand nombre d'exemples que M. Dobson analyse avec précision, on peut discuter de l'interprétation de telle ou telle scène. Mais ces bisbilles ne sont qu'expression du plaisir et de l'intérêt qu'on a à la lecture de ce verbe ample, qui sait rendre la texture délicate du quotidien et des sentiments. L'approche « culturaliste » fine et sensible de M. Dobson restitue au Dégel sa plurivocité et reconstitue le dialogue dans lequel la nouvelle direction politique et la société scellaient des compromis toujours renégociés.

MARC ELIE

**Alain Blum, Marta Craveri
et Valérie Nivelon (dir.)**

*Déportés en URSS. Récits d'Européens
au Goulag*

Paris, Éd. Autrement, 2012, 311 p.

Alexandre Soljenitsyne, Varlam Shalamov,
Evgeniia Ginzburg : les noms de certains sur-

vivants du Goulag sont connus dans le monde entier grâce aux romans, à la poésie et aux récits qu'ils ont écrits après leur remise en liberté. Les plus célèbres de ces personnages sont des citoyens soviétiques et, dans le cas des trois auteurs cités ci-dessus, des hommes et des femmes d'origine russe ou juive. Cependant, toutes les victimes du système pénal stalinien n'étaient pas soviétiques. Le Goulag avait une dimension internationale : on y enferma des étrangers venus volontairement travailler en URSS dans les années 1930, des prisonniers de guerre et – c'est le sujet de ce livre – des hommes et des femmes qui se trouvèrent pris dans la vague de répression qui suivit le Pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 et l'annexion de vastes portions de territoire en Europe centrale et de l'Est. Leurs histoires ne sont bien sûr pas inconnues. Cependant, le Goulag est considéré comme faisant partie de l'histoire russe, ou du moins soviétique, de même que le nazisme est associé à l'histoire allemande. Pourtant, tout comme le nazisme, le Goulag fait partie de l'histoire de cette bande d'Europe centrale que Timothy Snyder a récemment appelée les « terres de sang » (*bloodlands*)¹. Comme le remarque l'un des directeurs de l'ouvrage, il s'agit d'une histoire qui concerne non seulement la Russie mais aussi l'Europe élargie d'aujourd'hui.

Cet intéressant livre d'histoire orale retrace l'histoire de quelques-uns des millions d'Européens déportés au Goulag après 1939. En plus des articles d'introduction, le livre contient treize chapitres écrits à partir d'entretiens oraux et est accompagné d'un CD en contenant des extraits dans leurs langues d'origine – ukrainien, allemand, tchèque, polonais, anglais, russe, hongrois, roumain et lituanien – et accompagnés d'un enregistrement en français.

Le volume est construit avec soin. Dans le premier chapitre, on fait la connaissance de Jan Bohdan et de plusieurs autres jeunes hommes venus d'une région de la Russie subcarpatique qui faisait partie, dans l'entre-deux-guerres, de la Tchécoslovaquie, avant d'être envahie par l'armée hongroise en 1939. Les jeunes gens furent interceptés alors qu'ils traversaient la frontière vers l'URSS pour trouver du travail

et échapper au fascisme. Ce récit d'ouverture apporte donc une perspective inattendue : nos premiers prisonniers étaient en train d'essayer d'*entrer* illégalement en URSS plutôt que de s'en échapper, bien que, dans cet entretien, au moins l'un des hommes insiste sur le fait qu'ils n'étaient pas eux-mêmes communistes. Le dernier entretien du livre est celui de Bogdan Klimtchak, né en 1937 en Galicie, autrefois une région de l'empire austro-hongrois avant de faire partie de l'Ukraine soviétique. Arrêté initialement pour avoir critiqué l'invasion soviétique de Budapest en 1956, son passage par les camps fit de lui un nationaliste ukrainien passionné et l'un des seuls prisonniers à rester derrière les barreaux quasiment jusqu'aux derniers jours de l'Union soviétique.

Entre les deux, on entend l'histoire d'hommes et de femmes qui, lorsqu'ils étaient enfants ou adolescents, furent arrachés à leur domicile dans toute l'Europe de l'Est et déportés pour la dure vie des camps et des colonies soviétiques en Sibérie, en Asie centrale ou dans d'autres environnements hostiles. Les récits présentés ici partagent certains points communs : les voyages dans des conditions intolérables, entassés dans des wagons à bestiaux, la faim, la brutalité du labeur auxquels ils étaient contraints. Mais parce que les participants aux entretiens ont été encouragés à parler de leur vie avant et après leur emprisonnement, le lecteur bénéficie d'un aperçu de la destinée unique de chaque individu. Certains appartenaient à des classes considérées comme « étrangères », d'autres étaient accusés de collaboration avec les occupants allemands (ou étaient les enfants de ceux accusés de ce crime), d'autres encore venaient de familles juives (dont une partie était déjà en fuite à l'arrivée des occupants soviétiques). La vie après le Goulag varie aussi très fortement : les auteurs du livre ont le mérite d'avoir examiné en profondeur cette dimension, souvent absente ou insuffisante dans les récits de survivants. Dans un des chapitres par exemple, on découvre deux hommes aux origines très similaires mais ayant fini dans des endroits très différents. Henry Welch, né en 1933 dans une famille juive aisée de Łódź, a passé la plus grande partie de la guerre au Tadjikistan

lorsque sa mère a refusé la « passeportisation » soviétique ; Iser Šliomovičius est né dans une famille juive de Kaunas quatre ans après Welch et a passé la guerre dans la région de l'Altaï. Tous deux étaient juifs et échappèrent à l'Holocauste grâce à la répression soviétique. Après la guerre, Welch émigra d'abord en Israël, puis au Brésil, puis aux États-Unis et enfin en Italie où il établit une entreprise internationale. Šliomovičius voyagea moins : il étudia à Tomsk – faisant le choix pragmatique d'étudier la mécanique plutôt que la littérature, sa véritable passion – et ne retourna à Kaunas que dans les années 1960. Pour d'autres, le retour dans le pays natal s'avéra encore plus difficile. Iaroslav Pogarski attendit jusqu'au milieu des années 1960 pour quitter la Sibérie. Il déménagea à Kiev pour commencer une nouvelle vie près de la famille de sa femme mais pour un temps il vécut comme un *homzh* (un sans domicile fixe), vivant au jour le jour de menus travaux manuels. Son rêve de devenir professeur d'art ne se réalisa jamais. Klára Hartmann, une orpheline hongroise, n'avait personne chez qui revenir ; elle se trouva pendant plusieurs années prise dans un mariage violent et malheureux. D'autres récits sont plus nuancés. Andreï Ozerovskii, né à Loutsk, resta au Kazakhstan après sa remise en liberté en 1954, à l'âge de quarante ans. Il décrit l'hostilité avec laquelle les personnes revenant des camps étaient accueillies, surtout de la part des jeunes membres du Komsomol qui travaillaient sur les « terres vierges ». Mais plus tard il devint mineur, une profession qui lui apporta beaucoup de fierté et de satisfaction.

L'histoire orale est à la fois fascinante et problématique. Les historiens qui la pratiquent doivent faire face à des tendances opposées : d'un côté, le désir de laisser parler l'interviewé, de raconter son histoire telle qu'il la voit ; de l'autre, le désir de contextualiser et d'interpréter ces expériences pour le lecteur. Les contributeurs de *Déportés en URSS* parviennent remarquablement bien à équilibrer ces enjeux contradictoires. Chaque chapitre raconte l'histoire de la personne interrogée de manière plus ou moins chronologique, de son enfance à son arrestation, son emprisonnement et/ou son exil, jusqu'à sa vie après la

remise en liberté. Cependant, les auteurs ne forcent pas la matière biographique pour en faire un récit cohérent et sans interruption, et attirent au contraire l'attention du lecteur sur le processus même de l'entretien : les moments de pause, les silences, les thèmes auxquels l'interviewé revient toujours. Les personnes interrogées parlent des choses qui ont de l'importance pour elles : pour Adam Chwaliński, c'est le travail de bûcheron qu'il a accompli avec une telle fierté, à tout juste onze ans ; pour Stella Kowacz, c'est un vêtement qui lui a servi de lien avec sa famille dans sa ville natale de Lvov et lui a permis de recréer « une fiction de normalité » puis, avec la venue de l'adolescence, de découvrir sa propre féminité ou, plus prosaïquement, de marchander (p. 61). Les interprétations fournies ne noient jamais le témoignage lui-même mais offrent sur celui-ci un éclairage subtil qui invite à la réflexion. Les auteurs ne cherchent pas à imposer des conclusions d'ensemble sur l'histoire du Goulag ou de la déportation durant la guerre à partir d'un ou de plusieurs entretiens, mais au contraire parviennent à extraire la signification de chaque entretien. Comment la personne raconte-t-elle son histoire ? Quelle est la signification qu'il ou elle donne à cette histoire ? Welch, par exemple, raconte son histoire avec aisance, avec « beaucoup d'ironie et d'émotion » (p. 84), considérant même sa déportation comme une chance qui les a protégés lui et sa famille du génocide nazi. En revanche, Šliomovičius, dont la vie après la guerre a été très différente, trouve l'entretien éprouvant ; et pourtant, une fois lancé, il découvre que sa vie – dont il pensait qu'elle ne pourrait intéresser personne – est remplie de souvenirs très riches.

En conclusion, cet ouvrage est original et émouvant. Particulièrement bien écrit, il peut être accessible – et intéressant – pour un public de non-spécialistes, tout en apportant matière à réflexion pour les chercheurs qui s'intéressent au Goulag, à la déportation et au souvenir.

MIRIAM DOBSON

1 - Timothy SNYDER, *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, Londres, Bodley Head, 2010.

**Michael Geyer
et Sheila Fitzpatrick (dir.)**

*Beyond Totalitarianism: Stalinism and
Nazism Compared*

New York, Cambridge University Press,
2009, IX-536 p.

De retour au pays, après avoir été relevé de son commandement en Corée pour avoir outrepassé son devoir de réserve et plaidé en faveur d'une stratégie aventuriste fondée sur le recours à l'arme atomique, le général Douglas MacArthur n'en reçoit pas moins un accueil triomphal à New York. Devant le Congrès, il tient un discours à la mesure du personnage : « Les vieux soldats ne meurent jamais. Ils ne font que s'éteindre », déclare-t-il. On peut se demander s'il n'en est pas des « vieux concepts » comme des « vieux soldats ». À la nuance près que certains d'entre eux, loin de s'éteindre, sont de véritables phénix. Formalisée dès les années 1930, à son apogée aux heures chaudes de la guerre froide, la notion de totalitarisme demeure jusqu'à aujourd'hui incontournable dans les imaginaires, mais aussi dans le discours intellectuel. Il suffit de lire *À l'épreuve des totalitarismes*, la dernière publication de Marcel Gauchet, pour mesurer combien une certaine histoire des idées accorde toujours du crédit au concept de totalitarisme, ainsi qu'à des notions qui lui sont corrélées et ne sont pas moins sujettes à caution, comme celles de « masses » ou de « religion séculière »¹.

Réunissant des spécialistes éminents, *Beyond Totalitarianism* a donc déjà pour mérite de clouer un peu plus encore le cercueil d'un concept obsolète, dont l'histoire aurait d'ailleurs mérité un article à part entière. La discipline historique, rappellent Michael Geyer et Sheila Fitzpatrick dans l'introduction, affiche désormais une « posture post-théorique et post-totalitaire » (p. 8) pour cerner les réalités nazie et stalinienne. Après d'autres, l'ouvrage veut rouvrir à nouveaux frais l'épineux dossier de la comparaison entre les deux régimes qui ont fait du XX^e siècle l'âge des extrêmes². Les grands progrès réalisés depuis une décennie ou deux par les historiens du nazisme, mais également du stalinisme, sont invoqués pour justifier une dizaine de longs

articles comparatistes. Chacun d'entre eux a été écrit à deux voix par un spécialiste du nazisme et un spécialiste du stalinisme, de manière à faire dialoguer deux historiographies qui ne le font pas suffisamment encore. L'enjeu de ce projet éditorial, soigneusement balisé par une série de réunions préparatoires, était d'écrire une histoire qui délaïsse la question de la nature idéologique et/ou religieuse des régimes dits totalitaires, qui se méfie des constats trop généraux pour mener une réflexion sur « la nature et les dimensions du projet social qui a émergé de ces deux régimes » (p. 16), pour privilégier une histoire des pratiques. « *Governance* », « *Violence* », « *Socialization* », « *Entanglements* », telles sont les quatre rubriques structurant l'enquête. Mais, pour les auteurs, il n'était pas question de couper le nazisme et le stalinisme des histoires nationales dans lesquelles ils s'inscrivent. La mise en regard de ces deux phénomènes visait à procurer un éclairage novateur sur l'histoire du XX^e siècle dans son ensemble. Comme le soulignent Katerina Clark et Karl Schlögel dans leur contribution sur les perceptions mutuelles entre les deux pays, il s'agissait moins de comparer que de « reconstituer les contextes, les interactions, les transferts entre histoires 'nationales' dans le cadre de la civilisation européenne » (p. 401). On le voit, l'objectif était ambitieux. En dépit de contributions souvent enrichissantes, il ne nous semble pas avoir été totalement atteint.

On peut ainsi regretter les limites de la démarche comparatiste mise en œuvre, constater le manque d'analyses relevant de l'histoire économique et sociale *stricto sensu*. Certes, dans *Beyond Totalitarianism*, la société est loin d'être absente. Son évocation en arrière-plan est fréquente. Mais il s'agit d'une toile de fond rarement considérée pour elle-même, dans un ouvrage qui fait la part belle aux questionnements relevant de l'histoire politique, de l'histoire du pouvoir, de la violence, etc. – autant de thématiques, il est vrai, centrales. La comparaison entre les régimes nazi et soviétique, menée par Yoram Goralzki et Hans Mommsen, convainc globalement en rappelant leurs modes de fonctionnement très différents, en soulignant que l'État stalinien a su domestiquer la dynamique du parti au ser-

vice de la construction de l'État tandis que dans le cas nazi, la dynamique mobilisatrice a au contraire pris le dessus, le parti nazi n'étant aucunement en mesure de conférer une unité aux structures étatiques. L'État stalinien aurait ainsi été mieux adapté au défi de la guerre totale que la polycratie nazie gangrenée par la « partification » de ses structures. On peut toutefois se demander si le degré d'inefficacité de l'État hitlérien n'est pas exagéré³.

Même lorsque les individus sont au cœur du questionnement, comme dans la subtile analyse, proposée par S. Fitzpatrick et Alf Lüdtke, de l'impact des régimes nazi et soviétique sur la dissolution et la constitution de liens sociaux, observés à l'échelle de la vie quotidienne, c'est d'abord dans leur rapport à l'État, dans leur capacité à s'identifier à des régimes intrusifs qui, incontestablement, ambitionnent de s'immiscer jusqu'au cœur de la vie privée et sociale. Mais n'y aurait-il pas eu place pour une histoire de la société et de la vie quotidienne considérées en tant que telles et non pas uniquement dans leur dimension relevant d'une histoire du pouvoir ? Même si on concéderait que la distinction a quelque chose d'artificiel. En clair, comment vivaient, dans leur existence la plus banale, les employés de Berlin ou les artisans de Memmingen, les fonctionnaires de Moscou ou les ouvriers d'Orel ? Une étude comparée des modes de vie, des niveaux de consommation et des pratiques de loisirs aurait sans doute permis de problématiser une question essentielle, celle du décalage de développement et de niveau de vie, d'ailleurs évoquée en passant par de nombreux auteurs, entre les sociétés allemande et soviétique dans les années 1930. De même, un article soulignant les différences profondes entre l'économie allemande sous le nazisme, qui reste une économie capitaliste même si elle se teinte de dirigisme, comme d'autres économies capitalistes à la même époque, et l'économie soviétique, qui renvoie à un bouleversement beaucoup plus profond des structures économiques et sociales, aurait également permis de poser plus clairement la question du dépassement de la comparaison germano-soviétique au profit d'éclairages plus transversaux, interrogeant d'un côté la société allemande sous le nazisme à la lumière des

évolutions rencontrées par d'autres sociétés développées en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord, reliant de l'autre la société soviétique à la problématique du développement et de la modernisation de sociétés encore majoritairement rurales en périphérie des sociétés les plus avancées.

En dépit des intentions proclamées en introduction et des critiques adressées au paradigme totalitaire, *Beyond Totalitarianism* n'échappe donc pas totalement au piège d'une comparaison germano-soviétique trop fermée sur elle-même, isolant le nazisme et le stalinisme d'un contexte plus large dont la mobilisation paraît pourtant essentielle pour saisir leur nature au-delà d'un simple inventaire de leurs similitudes et différences. Peter Fritzsche et Jochen Hellbeck ont beau souligner, avec justesse, que l'idéal de l'homme nouveau, décliné suivant des modalités différentes dans l'Allemagne nazie et la Russie stalinienne, s'enracine dans un horizon de crise de la société libérale et bourgeoise qui dépasse de loin ces deux seuls pays, ils ne disent rien, ou presque, du fascisme. C'est pourtant dans l'Italie mussolinienne que la quête de l'homme nouveau a été la plus intense. On pourrait également évoquer des régimes plus autoritaires que fascistes, du Portugal de Salazar à l'Espagne de Franco en passant par la France de Vichy⁴. Se profile donc un autre horizon de problématisation, celui qui (ré)inscrit le nazisme dans la grande famille des régimes fascistes et autoritaires. Dans *Beyond Totalitarianism*, par moments, la comparaison semble encore partiellement tributaire du paradigme totalitaire en réduisant la réflexion à un tête-à-tête classique, exclusif et assez contestable entre des régimes nazi et soviétique décontextualisés. Un travers dont sont toutefois conscients bien des contributeurs. David L. Hoffmann et Annette F. Timm remarquent fort à propos que la politique nataliste soviétique partage beaucoup de points communs avec ce que l'on peut observer dans d'autres pays de l'entre-deux-guerres. En revanche, le pouvoir soviétique rejette une approche eugéniste de la politique de santé publique qui est au contraire centrale dans le régime nazi, mais joue également un rôle non négligeable aux États-Unis et en Suède. Sur les questions

d'eugénisme et de politique familiale, les limites d'une simple comparaison germano-soviétique sont particulièrement criantes.

De ce point de vue, la contribution de Christian Gerlach et Nicolas Werth sur la violence apparaît stimulante. Après avoir mis en garde contre une comparaison qui se contenterait de mettre en regard deux idéaux-types schématiques des violences nazie et soviétique, après avoir souligné la diversité des instances la mettant en œuvre, les deux auteurs insistent, notamment à propos du nazisme, mais également à propos du stalinisme, sur l'implication des responsables de niveau intermédiaire, sur le rôle joué par des administrations longtemps ignorées et, plus globalement, sur l'implication de très nombreux individus. Ils préconisent d'analyser la violence dans un cadre global dépassant l'étude de ses manifestations, présentent l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne comme des « sociétés extrêmement violentes », des « cas extrêmes » au sein d'un groupe qui rassemble également l'empire ottoman tardif, plusieurs États est-européens dans la zone d'influence nazie, le Cambodge des années 1970, l'Indonésie après 1965, la Colombie sur l'essentiel du XX^e siècle et les États-Unis au XIX^e siècle. Par contraste, les analyses de Jörg Baberowski et Anselm Doering-Manteuffel sur la terreur et la dimension multi-ethnique des empires nazi et soviétique apparaissent moins convaincantes par leur volonté de mettre en évidence de nombreux points communs entre les deux régimes. Il nous paraît schématique d'affirmer que les « régimes stalinien et national-socialiste ont tous les deux conduit des guerres d'anéantissement contre des ennemis intérieurs et extérieurs, ennemis qu'ils ont classifiés en termes de race, de classe, de nation » (p. 219). Il nous paraît même contestable d'avancer que la « terreur de masse était une variante soviétique de la 'Solution finale' » (p. 213), que seul le gigantisme de l'espace soviétique, qui permettait de concentrer les exclus dans la lointaine Asie centrale, a dissuadé les « bolcheviks » de l'« anéantissement physique complet de leurs ennemis imaginés » (p. 227). Comme le soulignent Christopher R. Browning et Lewis H. Siegelbaum, la réalisation des utopies nazie

et stalinienne a pris des formes très différentes, y compris dans les manifestations de violence à très grande échelle. Le système soviétique avait la maîtrise organisationnelle pour exterminer des groupes ethniques entiers, mais il ne l'a pas fait, rappellent C. Gerlach et N. Werth. Enfin, dans le troisième article qui place la violence au cœur de la réflexion, Mark Edle et Michael Geyer analysent la monstrueuse guerre germano-soviétique comme une interaction particulièrement mortifère entre deux systèmes engagés dans des logiques de radicalisation et de brutalisation extrêmes. S'ils ont le mérite de proposer l'une des premières lectures croisées du conflit, on peut là aussi regretter certaines formulations un peu schématiques, notamment pour caractériser le lien entre guerre et extermination des juifs, et un certain enfermement dans le huis clos germano-soviétique, sans références à d'autres expériences de violence extrême, sur d'autres fronts ou lors d'autres conflits.

Au total, il est difficile de rendre compte de la diversité d'un ouvrage qui, en dépit de son caractère inégal, rouvre intelligemment le dossier de la comparaison des régimes nazi et stalinien. Il manque une conclusion qui aurait conféré plus d'unité à un assemblage d'articles assez disparates, défendant des lectures assez contrastées de leur objet. Plusieurs contributions, notamment celles sur l'homme nouveau ou les perceptions mutuelles des deux régimes, relèvent plus d'une histoire des idéologies et des idées que des pratiques. Il n'y a pas non plus d'homogénéité dans le formatage des articles, certains affichant un caractère plutôt programmatique, d'autres s'astreignant à un effort de synthèse plus explicite. Mais les hypothèses explorées ou esquissées dans *Beyond Totalitarianism* suggèrent un prolongement à l'ouvrage, qui pourrait s'intituler *Beyond Comparison*, avec l'ambition, au-delà de la seule comparaison germano-soviétique, de contextualiser plus explicitement le nazisme et le stalinisme dans les flux et les interconnexions de l'histoire européenne et occidentale.

JEAN SOLCHANY

2 - Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1999; Ian KERSHAW et Moshe LEWIN (dir.), *Stalinism and Nazism: Dictatorships in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

3 - Sven REICHARDT et Wolfgang SEIBEL (dir.), *Der prekäre Staat: Herrschen und Verwalten im Nationalsozialismus*, Francfort-sur-le-Main/New York, Campus Verlag, 2011.

4 - Marie-Anne MATARD-BONUCCI et Pierre MILZA (dir.), *L'homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004.

Laurence Duchaine-Guillon

La vie juive à Berlin après 1945, entre Est et Ouest

Paris, CNRS Éditions, 2011, 462 p.

Laurence Duchaine-Guillon propose, dans une version abrégée de sa thèse de doctorat, un beau panorama de la « vie juive » à Berlin après 1945. L'étude porte précisément sur la période allant de l'immédiat après-guerre à la réunification allemande. Elle analyse la présence juive dans les deux Berlin de la guerre froide en s'efforçant de mener une « histoire intégrée », selon le concept développé naguère par Christoph Klessmann¹, qui s'est largement imposé. Il consiste à dépasser l'histoire comparée des deux Allemagnes pour en saisir les imbrications et les transferts, même s'il s'agit d'une « histoire intégrée asymétrique » en raison du conditionnement – le plus souvent sur le mode du rejet et de la démarcation – et de la plus grande dépendance de la RDA vis-à-vis de la RFA. Une telle histoire implique de comprendre les logiques et les réalités des deux États allemands. On hésitera cependant à suivre l'auteure quand elle écrit « qu'il importe de considérer chacune des deux voies allemandes comme tout aussi légitimes l'une que l'autre » (p. 36). La triple unité de temps (la guerre froide), de lieu (Berlin) et de thème (les juifs) de ce travail rend l'approche intégrative particulièrement fructueuse. L'auteure a pleinement raison de considérer le Berlin de ces années comme « un des meilleurs champs d'expérimentation de l'histoire intégrée » (p. 422).

1 - Marcel GAUCHET, *À l'épreuve des totalitarismes, 1914-1974*, Paris, Gallimard, 2010.

Cependant, dans un souci louable d'offrir au lecteur un aperçu actuel de la situation, L. Duchaine-Guillon retrace en conclusion les grandes lignes de l'évolution de la vie juive à Berlin au cours des vingt dernières années : les problématiques ont été chamboulées par l'effondrement du bloc soviétique et l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de juifs d'ex-URSS en RFA. Elle s'interroge sur la possibilité de parler d'intégration, dans la mesure où le flux des arrivants submerge en nombre la communauté autochtone, ne parlant souvent pas la même langue et ne partageant pas les mêmes critères identitaires. Elle souligne cependant combien Berlin est en train de devenir l'un des plus grands et des plus actifs centres juifs d'Europe. « Terre maudite » (p. 22) et « pays des meurtriers » (p. 419) en 1945, l'Allemagne et sa capitale redeviennent des centres d'immigration juive venue de Russie, mais aussi d'Israël ou des États-Unis. Le temps est venu de ce qui fut longtemps considéré comme l'« impossible retour ». Donner une autre image de la relation entre les Allemands et les juifs, montrer que leur longue histoire commune n'a pas été absolument brisée par la Shoah, tel est l'un des objectifs de ce livre. Et il importait de souligner que la renaissance juive ne datait pas seulement de 1990, mais qu'elle prenait sa source dans des communautés, des institutions et une vie culturelle qui avaient su reprendre progressivement depuis 1945.

S'appuyant sur l'exploitation des archives et de la presse des communautés juives berlinoises de l'Est et de l'Ouest (les archives des ministères de l'Intérieur de RFA et de RDA auraient été une autre source à prendre en compte), sur une bibliographie inégalement répartie qui reflète l'état historiographique de la question, et des témoignages/récits de vie, l'auteur a clairement structuré son ouvrage en cinq chapitres alternant les approches chronologiques et thématiques, les perspectives démographiques, institutionnelles, politiques et socioculturelles. Elle a su également varier les échelles entre la micro-histoire et le cadre plus global de l'histoire politique et idéologique de la guerre froide (le chapitre 4 en particulier). Certains passages sont certes un peu schématiques, notamment quand l'auteur

retrace les grandes étapes de la « double mémoire allemande », l'instrumentalisation des juifs dans la guerre froide par les deux États allemands ou la question fondamentale des DP's (personnes déplacées) juifs dans l'immédiat après-guerre. Sur ces grandes questions de relations internationales et de politiques nationales, les références bibliographiques sont parfois succinctes. L'auteure est plus à l'aise dans l'aire berlinoise.

Suivant une perspective diachronique, L. Duchaine-Guillon rappelle de manière indispensable la très grande diversité de destin des juifs à Berlin dans l'immédiat après-guerre : seule une minorité d'entre eux étaient directement des survivants de la Shoah, c'est-à-dire des rescapés des camps de concentration. La majorité avait échappé à la déportation parce qu'ils étaient des conjoints de non juifs, parce qu'ils avaient réussi à survivre à Berlin dans la clandestinité absolue ou bien venaient d'ailleurs, souvent de Pologne ou d'URSS, et se retrouvaient à Berlin dans les camps de DP's. Mais c'est bien la place des absents (près de 56 000 juifs berlinois assassinés et 90 000 exilés) qui est prééminente dans l'ancienne capitale du Reich. L'auteure met ensuite en évidence la césure de 1953. La vague d'antisémitisme en RDA, écho direct de la politique de Staline en URSS, entraîne immédiatement le départ vers l'Ouest de la ville de plusieurs centaines de juifs jusqu'alors installés dans les quartiers sous contrôle soviétique : ils partent de « l'autre côté » alors qu'une grande partie d'entre eux avait cru initialement que l'antifascisme, dont se paraient les autorités est-allemandes, et l'Armée rouge, qu'ils avaient considérée en libératrice au printemps 1945, étaient les garants de leur sécurité. C'est en 1953 que la communauté juive de Berlin, unie jusque-là malgré la division étatique de 1949, se scinde en deux, bien avant la construction du Mur en 1961 et bien avant la rupture des liens au sein de la communauté protestante (en 1969) !

Dans l'optique socioculturelle, l'auteure aborde de façon classique mais à bon escient la question de la recomposition de la ou des communauté(s) et identité(s) juives en termes de ruptures et de continuités, de re-construction (restaurative) ou de re-naissance (innovante),

de division entre « juifs de l'Est » et « juifs de l'Ouest » à Berlin (p. 20), voire de « guerre froide juive »². La situation est complexe, ambiguë et mêle éléments anciens et nouveaux. Malgré le fossé croissant qui sépare les deux communautés berlinoises, des questionnements communs demeurent et des évolutions parfois similaires sont observables, comme la volonté des juifs des deux Berlin de s'intégrer à « leur » société allemande. L'auteure souligne combien ce sont les groupes les plus éloignés de la religion juive qui se sont trouvés en situation d'avoir à préserver l'héritage et à repenser l'articulation entre judéité et germanité.

Enfin, on a apprécié le souci de l'auteure de définir et critiquer les notions floues de communautés ou d'identités juives, ce qui l'a amenée à préférer la notion de « vie juive ». Si l'on aurait souhaité un bilan plus synthétique des apports et des difficultés de l'histoire intégrée appliquée aux juifs berlinois en conclusion, cet ouvrage limpide et bien écrit vient combler une lacune de la recherche.

CORINE DEFRANCE

1 - Entre autres, voir Christoph KLESSMANN et Peter LAUTZAS (éd.), *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Problem*, Bonn, BPB, 2006.

2 - Stefan MEINING, *Kommunistische Judenpolitik. Die DDR, die Juden und Israel*, Münster, LIT, 2002.

Mark Edele

Soviet Veterans of the Second World War: A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991
Oxford/New York, Oxford University Press, 2008, 334 p.

Tant à l'époque moderne que contemporaine, l'armée a toujours été fortement présente en Russie, imprégnant tout à la fois l'État et la société. L'époque du stalinisme, qui a vu la mise en œuvre d'un gigantesque programme de réarmement, accéléra ce processus de militarisation, qui culmina finalement au cours de la guerre contre le III^e Reich. Mark Edele s'est attaché à étudier l'héritage humain de la

Grande Guerre patriotique en Union soviétique, proposant une histoire sociale des vétérans de l'Armée rouge. L'auteur ne se contente pas d'analyser, comme le titre pourrait le laisser penser, les tentatives d'organisation de ces soldats. Il nous donne à lire une histoire de la sortie de guerre soviétique en étudiant les processus de démobilisation et de réintégration sociale des soldats mobilisés entre 1941 et 1945. Le livre se compose de trois parties : dans un premier temps, M. Edele traite de la question du retour des soldats à la vie civile. Puis, il explique pourquoi les vainqueurs de la guerre ont été plus ou moins sacrifiés par le pouvoir soviétique. Dans une dernière partie, il met en lumière le long processus de création d'une association de vétérans et la transformation progressive de ce groupe en une « communauté en quête de reconnaissance » (*entitlement community*) dans les dernières décennies de l'URSS.

L'étude de M. Edele démarre au lendemain de la guerre, l'auteur esquissant un panorama très réussi de ces quelques mois caractérisés par la démobilisation et le retour à la maison de millions d'hommes et de femmes. Il décrit de façon convaincante le chaos du retour, les vaines tentatives pour rapatrier en Union soviétique le butin de guerre, l'inefficacité et l'impuissance de l'État, rapidement dépassé par l'ampleur de la tâche. Dès 1945 apparaissent les premières lignes de tension d'un conflit qui allait marquer la relation des vétérans à l'État soviétique. Alors que les soldats démobilisés attendaient du gouvernement qu'il leur offre un retour rapide à la normalité et une position privilégiée au nom des services rendus à la patrie, le Parti-État freina leur réintégration. Dans le même temps, la propagande officielle se plaisait à souligner qu'aucun autre pays ne s'occupait aussi bien de ses vétérans que l'Union soviétique ! Dans les faits, les soldats démobilisés rencontraient bien des difficultés dans une société d'après-guerre marquée par la pénurie, le manque de logements ou l'absence de prise en charge des soins médicaux. Cette tension entre les exigences des vétérans, les « vérités » de la propagande et les réalités quotidiennes caractérisa, jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, la position sociale des anciens combattants. À

l'appui de sources riches et d'études de cas de quelques trajectoires individuelles, l'auteur réussit à rendre palpable et compréhensible l'expérience de ces millions d'individus : leur fierté née de leur contribution personnelle à la victoire, leur déception devant le manque de reconnaissance, leur colère face à la misère dans laquelle ils devaient vivre. Les *frontoviki* étaient bien des héros frustrés.

Dans une deuxième partie, l'auteur s'attache d'abord à décrire le statut juridique et la position sociale des invalides de guerre. L'État stalinien se refusa à leur accorder un statut particulier et les contraignit à reprendre le travail, recrutant y compris les soldats lourdement blessés au nom de la reconstruction du pays. Les prisonniers de guerre en Allemagne constituaient un autre groupe au statut particulièrement difficile. Sous Staline, ils étaient considérés comme des traîtres, stigmatisés et mis au ban de la société. Leur réhabilitation par les successeurs du dictateur s'effectua non sans hésitation et ne fut finalement reconnue qu'à l'époque de la perestroïka. M. Edele complète son vaste panorama par une étude de la façon dont quelques vétérans ont utilisé leur statut après 1945 pour leur carrière, atteignant, pour certains, des positions de pouvoir *via* l'enseignement supérieur ou d'autres institutions.

Dans une dernière partie, l'auteur analyse les tentatives pour mettre sur pied une organisation de vétérans et la lente affirmation d'une communauté en quête de reconnaissance. De façon très convaincante, il montre combien le pouvoir soviétique se méfiait de toute forme d'auto-organisation au sein de la société. Cette attitude de blocage explique les échecs répétés des vétérans à créer une association. Un premier groupe fut constitué par le pouvoir mais avait juste vocation à être placé sur le devant de la scène à des fins de propagande pacifique à destination de l'étranger. Là encore, M. Edele montre le quant-à-soi des vétérans, bien plus intéressés par l'obtention de droits que par la participation à la propagande d'État. En fin de compte, les anciens combattants, en tant que groupe social, ont profité à partir des années 1970 de la modeste émergence d'un État-providence, obtenant non seulement de plus en plus de décorations mais également quelques droits sociaux.

En somme, M. Edele livre une contribution majeure à l'histoire sociale soviétique de la sortie de guerre, caractérisée par une belle qualité d'analyse et d'écriture. En outre, il réussit à réinscrire les vétérans de la Seconde Guerre mondiale dans l'histoire militaire russe de longue durée, en rappelant que les attentes déçues envers l'État n'étaient pas une spécificité de la période soviétique. Il montre de façon convaincante que, même dans une dictature communiste, un groupe social comme celui des anciens combattants, qui ne partageaient tout au plus que l'expérience de la guerre, pouvait exercer une forte pression sur le pouvoir et a su mener un combat en partie victorieux pour sa reconnaissance.

JAN C. BEHRENDIS

Jay Rowell

Le totalitarisme au concret.

Les politiques du logement en RDA

Paris, Economica, 2006, 335 p.

La critique des approches typologiques prédominantes en sciences politiques, sur laquelle s'ouvre l'ouvrage de Jay Rowell, redonne une actualité à la critique, qui semblait révolue, adressée après 1989 à la catégorie de « totalitarisme » alors courante pour marquer la spécificité des régimes politiques d'Europe de l'Est. Seul le titre en garde la trace, car le propos de l'auteur, qui vise une discipline à laquelle il se rattache, désigne surtout les effets de ces approches sur l'historiographie du communisme, qui s'est constituée depuis la « chute du mur de Berlin ». En posant l'existence de différences irréductibles entre régimes communistes et démocraties pluralistes, ces approches ont orienté les recherches sur des objets empiriques, qui réifièrent cette séparation : travaux sur la répression ou la surveillance, ou bien sur ce qui incarnait le monopole du pouvoir comme le parti ou la police.

Sur la RDA, considérée comme le régime d'Europe de l'Est le plus achevé de ce point de vue, la bibliographie réunit aujourd'hui de nombreux travaux de qualité, qui donnent cependant, selon J. Rowell, une vue unilatérale des États et sociétés communistes.

Si leurs auteurs soulignent unanimement que le régime est-allemand resta dépourvu de toute légitimité populaire, ce trait distinctif n'explique pas comment il parvint à rendre les comportements si conformes aux attentes du régime ; telle est la question centrale qui a guidé la recherche de J. Rowell. Ni la coercition, ni la répression, dont il ne s'agit nullement de minimiser l'importance, n'ont pu produire l'accommodement des individus au régime. Pour le comprendre, loin du présupposé sur l'autonomie de ces sociétés – vision substituée un peu hâtivement, dans les travaux des années 1990, à celle des sociétés totalitaires –, l'auteur adopte une démarche de sociologie politique pour « restituer les interactions et les pratiques concrètes qui ont fait exister le régime, en le pensant comme une configuration d'institutions, de règles, de normes, de savoirs et savoir-faire » (p. 10). En RDA, où ce secteur fut très tôt un quasi-monopole de l'État, les politiques du logement constituent un terrain empirique privilégié pour étudier, à partir des rapports « ordinaires » entre individus et autorités, la capacité du régime à agir sur les comportements individuels autrement que par la contrainte, soit par l'incitation et l'arrangement avec les règles. C'est en effet une bureaucratie étendue qui fournissait, en l'absence de régulation par le marché et par le droit, les instruments de cette mise en forme, mais aussi des espaces de contact et d'interaction entre individus et agents de l'État.

Le point remarquable de cette recherche réside dans la manière dont son auteur gère la tension entre, d'un côté, un objet circonscrit qui, situé au croisement de logiques sociales, politiques et économiques, lui permet d'étudier les relations de pouvoir dans un État communiste et, d'un autre côté, l'étude de la mise en problème de ce thème dans l'agenda politique de la RDA. La première partie du livre en retrace les étapes et révèle qu'en dépit des destructions massives des villes, au lendemain de la guerre, aucun corpus idéologique défini ne permettait de dessiner les contours de ce que devait être une politique de logement socialiste. Celle-ci fut l'objet de controverses entre groupes concurrents – architectes, urbanistes, économistes, etc. –, chacun revendiquant un savoir, et donc une compétence, sur

la ville et proposant, par des moyens cognitifs propres, des solutions à un problème défini du logement.

Construire « des palais pour les ouvriers », tel est le patrimoine architectural légué par les régimes communistes, alignés au lendemain de la guerre sur la politique grandiose des projets staliniens. J. Rowell, dans un chapitre passionnant, retravaille ce dossier : rejetant les grilles explicatives habituelles sur la mégalomanie des dirigeants ou les injonctions de Moscou, il entreprend une enquête sociologique fine pour suivre dans les arcanes des instances dirigeantes l'ascension des architectes qui vont, pendant presque dix ans, donner à la politique du ministère de la Reconstruction, créé en 1949, une finalité esthétique anachronique face à l'ampleur des besoins. Suivant les transactions entre différents groupes d'intérêts au sein de l'État, il explique cette singularité du régime est-allemand, née de leur accord, qui conduisit à attribuer à des administrations différentes les compétences pour la construction et celles pour l'attribution des logements. C'est ainsi que le logement devient tardivement un problème social dans un pays où les besoins étaient considérables. Mais avant de s'inscrire sur l'agenda politique, un premier coup d'arrêt est donné au milieu des années 1950 aux projets des architectes ; les considérations d'ordre esthétique sont critiquées et, au nom de la rationalité économique, sont lancés les vastes programmes de construction des grands ensembles standardisés. Si le parc des logements double, il ne suffit pas encore à satisfaire les demandes et ce n'est pas avant les années 1970 que celles-ci deviennent une catégorie légitime de l'action politique, suite à l'émergence d'un nouveau groupe d'experts sur la ville, celui des sociologues, qui s'empare de la question. Si J. Rowell adopte donc un premier axe chronologique pour décrire les politiques du logement en RDA, c'est à rebours de toute trame évolutive. Il s'intéresse aux transformations qui marquent celles-ci et s'interroge sur ce qui détermine le changement dans les politiques publiques d'un État où il n'y a pas d'expression légitime de la demande sociale.

La deuxième partie du livre, consacrée à la politique d'attribution des logements, qui n'était pas du ressort du ministère de la

Construction, renverse une autre vision erronée du régime est-allemand, celle de son centralisme, vision qui s'est longtemps maintenue faute de travaux s'intéressant aux instances périphériques. À partir d'un district particulier, celui de la ville de Leipzig, l'auteur fait ressortir ce fait frappant : durant les premières années du régime, il n'existait pas d'administration centrale spécialisée sur cette question et la régulation des demandes était faite à l'échelle des administrations locales. Le décret qui en donna en 1955 une première formulation nationale unifia pour une grande partie les expériences locales. Cette échelle d'observation permet aussi à J. Rowell de saisir les tensions autour des différentes logiques d'attribution des logements, dont la pénurie restait endémique, entre, d'un côté, celle des entreprises soutenues par l'État qui selon le principe méritocratique conduisait à privilégier la main-d'œuvre qualifiée et, de l'autre côté, celle des autorités locales qui, en vertu d'un principe égalitaire, définissait d'autres catégories prioritaires parmi les populations les plus nécessiteuses. Dans ce contexte, on comprend comment les outils administratifs – critères sociaux, seuils statistiques, etc. – servaient dans des stratégies d'objectivation des besoins.

Dans une dernière partie, le livre traite des rapports des individus avec les administrations en charge de l'attribution des logements, à partir d'une source remarquable constituée par les courriers que tout citoyen du régime était autorisé à adresser aux dirigeants politiques et autorités administratives pour transmettre plaintes et requêtes (*Eingaben*). Ces fonds documentaires volumineux – par ailleurs déjà exploités par d'autres historiens – sont exceptionnels, souligne J. Rowell, en ce qu'ils permettent d'appréhender non pas un discours privé sur le régime, mais la socialisation politique des citoyens est-allemands. En effet, dans ces rapports avec l'administration, pour faire aboutir favorablement sa demande, chaque particulier mettait en œuvre un savoir-faire issu des expériences quotidiennes multiples de ses rapports avec l'État, et qui consistait autant à jouer sur les failles et dans les interstices du système que dans la mise en forme d'un cas singulier par l'appropriation

des catégories de la bureaucratie. J. Rowell a exploité de manière exemplaire un échantillon de ces *Eingaben*, et montre comment un pouvoir, en l'occurrence celui d'un État sans forte assise légitime dans la population, était finalement incorporé dans les pratiques individuelles.

Le livre de J. Rowell peut être qualifié d'ouvrage référence à plusieurs titres. Par son thème tout d'abord, celui des politiques du logement, qui touche plus largement celui des politiques sociales menées par les États communistes. Ces politiques, progressistes et ambitieuses du point de vue de la protection sociale, furent rapidement connues mais discréditées au fur et à mesure que les économies des régimes de l'Est s'enlisaient dans le bourbier de la planification. Pourtant, la question que posent ces programmes sociaux, qui apparaissent en parallèle aux politiques des États-providence occidentaux, ne s'épuise pas dans le défi de leur ampleur. Elle renvoie à celle soulevée par l'auteur dans sa critique des typologies politistes qui, en posant une séparation radicale entre les deux types d'État, dessinent les espaces pertinents pour leur connaissance et leur assignent des méthodologies spécifiques. La recherche de J. Rowell vient contredire ce postulat méthodologique en montrant l'apport des outils de la sociologie politique à l'étude d'un État communiste, sans pour autant réduire le pouvoir à un degré de coercition ou à une question d'ingénierie sociale. Mais la question du lieu où se loge la différence entre les deux États, autrement dit le lieu du pouvoir, à laquelle répondait la philosophie politique avec le concept de totalitarisme, sans satisfaire les sciences sociales, reste encore ouverte.

MORGANE LABBÉ

Greg Castillo

Cold War on the Home Front: The Soft Power of Midcentury Design

Minneapolis, University of Minnesota Press, 2010, xxiv-278 p.

Consacré au design, l'ouvrage de Greg Castillo s'inscrit dans le champ foisonnant – en parti-

culier dans la littérature anglo-saxonne – des études sur la culture de la guerre froide. Depuis une dizaine d'années, ces dernières ont embrassé, outre les terrains américains et ouest-européens initialement envisagés, les sociétés communiste, soviétique et est-allemande notamment, enrichissant une histoire culturelle transnationale qui reconstitue maintes circulations et interactions en deçà et au-delà de l'opposition Est-Ouest. La réflexion sur le design comme projet et arme idéologique, menée ici dans une démarche croisée qui aspire à intégrer la perspective des deux camps, participe également d'une histoire culturelle renouvelée de l'habitat urbain. La politisation intense de la vie domestique européenne après la Seconde Guerre mondiale et l'accroissement du rôle de l'État dans la définition du « bon logement », vecteur de production de citoyens conformes par le biais d'une esthétisation de la vie quotidienne, sont autant de tendances documentées dans les travaux issus de ce champ que l'on retrouve dans le texte de G. Castillo¹.

Historien de l'architecture, celui-ci s'intéresse aux discours politiques du design à partir de débats professionnels qui entourent des changements institutionnels et esthétiques dans les deux Allemagne en cours d'« américanisation » et de « soviétisation » et à partir de quatorze expositions dédiées à l'univers domestique, observées principalement dans ce même espace au cœur de la guerre froide. Ces manifestations portent des noms suggestifs, en écho d'Ouest en Est et d'Est en Ouest. À l'exposition américaine organisée en 1952 à Berlin-Ouest, « Nous vivons une vie meilleure », qui cite le slogan soviétique « Produire plus pour vivre mieux », répond à Berlin-Est en 1953 « Vivre mieux – habiter plus joliment ». Maisons américaines dotées de cuisines modernes et appartements communistes fournissent la matière de ces songes domestiques pour des familles idéales qui empruntent aux vocabulaires du style international et du néo-classicisme stalinien pour nourrir les subjectivités du « citoyen consommateur cosmopolite de l'Ouest » et du « prolétaire cultivé de l'Est ». Le fameux « *kitchen debate* » qui opposait en 1959 Nikita Khrouchtchev et Richard Nixon lors de l'Exposition nationale américaine de

Moscou, l'une des manifestations étudiées ici, fut précédé d'une décennie de mobilisation des registres de la consommation (au service de l'anticommunisme américain) et de la culture (central dans la rhétorique soviétique dénonçant les États-Unis comme une super-puissance militaire brutale, sans culture). Servie par de nombreuses illustrations, la démonstration est ordonnée selon un plan chronologique.

Les modalités spécifiques de rupture avec la culture moderniste du logement de l'époque de Weimar, à la faveur de l'insertion des deux Allemagne dans des ensembles géopolitiques opposés, sont finement examinées. À la dénonciation réaliste-socialiste du formalisme et de l'abstraction en RDA à partir de 1950 correspond, en RFA, une mise à distance de l'ascétisme du modernisme allemand, au profit d'une valorisation de l'abondance, associée au style de vie américain. G. Castillo place cette évolution dans la durée plus longue du design allemand qui a pour repères la création de Deutscher Werkbund en 1907 et du Bauhaus en 1919. Il montre que les experts et les industriels sollicités par les fonctionnaires américains en charge des expositions, censées à la fois populariser une culture étatsunienne et contribuer à la formation du nouveau citoyen ouest-allemand, sont fréquemment des exilés allemands installés aux États-Unis et issus, comme Walter Gropius, du Bauhaus ou liés à ce courant. Si l'on regrette une relative absence du versant soviétique de cette histoire – nonobstant la proximité de l'avant-garde allemande avec le constructivisme et, pour certaines de ses figures, avec les promesses du communisme –, cet étirement de la séquence pertinente par-delà les jalons chronologiques de la guerre froide suggère des enchevêtrements plus complexes de temporalités politiques, sociales et culturelles.

Les formes d'intervention de l'État dans la diffusion d'une culture spécifique du logement montrent un contraste – attendu – des relations de pouvoir à l'Ouest et l'Est, avec une domination de l'idéologie officielle dans le monde soviétisé. En revanche, le rôle joué dès la fin des années 1940 par le Museum of modern art permet à G. Castillo d'évoquer ce que d'autres auteurs ont appelé la privatisation de la diplomatie culturelle américaine. Ainsi,

le directeur du département de design industriel du musée, Edgar Kaufmann Jr., fervent défenseur du style international sur la scène américaine, est également membre de la commission des expositions du plan Marshall. En outre, la compagnie de mobilier moderne Knoll International, créée par Hans Knoll, émigré allemand lié au Bauhaus, fournit les pièces de l'exposition « Nous vivons une vie meilleure ». S'il reste marginal dans la culture partagée du logement aux États-Unis, le style international devient ainsi hégémonique au début des années 1950 dans les expositions américaines en RFA et plus largement en Europe. Ce succès ne renvoie pourtant pas à une préférence esthétique des idéologues et des décideurs politiques, promoteurs de la doctrine de l'abondance. Des acteurs multiples venus du monde du design et de l'industrie, se mouvant sur des scènes imbriquées, participent à la diffusion du style international redéfini comme un emblème des valeurs américaines, voire comme la marque d'une identité « atlantique » partagée, dès lors que sa présence en RFA est interprétée comme un retour aux sources.

Esquissant de nombreuses pistes, tant l'habitation-projet participe d'univers sociaux multiples – politique, économique, esthétique et domestique –, l'ouvrage de G. Castillo souffre néanmoins d'une faiblesse théorique. Le concept de *soft power* forgé dans le champ des relations internationales par Joseph Nye Jr. n'enrichit pas la compréhension des usages du design par la diplomatie culturelle américaine et les responsables politiques soviétiques. La lecture de la réaction néoclassique en RDA et en Union soviétique manque d'épaisseur sociale et sépare excessivement les mondes du parti et des professionnels du design, de l'architecture et des industries du bâtiment, sous-estimant l'hétérogénéité de ces univers, la multi-positionnalité de leurs acteurs et les horizons d'attente plus ou moins partagés. En outre, l'absence de sources de langue russe affaiblit une démarche d'histoire croisée. Ainsi, le récit de la visite effectuée aux États-Unis, en 1955, par une délégation soviétique dirigée par le ministre des Constructions à l'invitation d'une association d'industriels du logement, construit exclusivement à partir des

échos de la traversée dans la presse américaine et des sources secondaires, échoue à éclairer les divers registres de l'interaction résumée à la fascination soviétique pour la technique américaine. On regrette également une vision peu problématisée de la consommation, nourrie par une historiographie de l'« américanisation » de l'Europe qui élude les appropriations selon les normes vernaculaires² et une approche téléologique et linéaire du rôle de celle-ci dans le monde soviétisé. À l'instar d'autres travaux sur l'Est, ce livre place la consommation à l'origine de l'échec du communisme, annoncé dès la fin des années 1950 par le renoncement soviétique à la définition d'un régime propre de supériorité.

S'il échoue à entrecroiser les différents registres de l'histoire – politique, sociale, culturelle et des techniques – qu'aurait pu inspirer son objet, l'ouvrage de G. Castillo est riche en informations issues d'archives américaines déclassifiées depuis peu et offre un éclairage élégant sur le design d'une époque de polarité idéologique qui fut aussi un temps de reconstruction.

ANTONELA CAPELLE-POGĂCEAN

1 - Paul BETTS et David CROWLEY (éd.), n° spécial « Domestic Dreamworlds: Notions of Home in Post-1945 Europe », *Journal of Contemporary History*, 40-2, 2005. Pour le design en Allemagne de l'Ouest, voir Paul BETTS, *The Authority of Everyday Objects: A Cultural History of West German Industrial Design*, Berkeley, University of California Press, 2004.

2 - Victoria DE GRAZIA, *Irresistible Empire: America's Advance Through Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2005.

**David Crowley
et Susan E. Reid (éd.)**

*Pleasures in Socialism: Leisure and Luxury
in the Eastern Bloc*

Evanston, Northwestern University Press,
2010, VII-348 p.

D'un triptyque, ce volume constitue le troisième panneau, central s'il en est. *Pleasures in Socialism* représente en effet l'aboutissement

d'un programme de recherche esquissé à la fin des années 1990 et visant à offrir des vies quotidiennes et des économies morales des socialismes un rendu plus contrasté. Au moment où les éditeurs ouvrirent ce chantier, les trajectoires des États d'Europe centrale et orientale avaient cessé d'être déduites, comme par décalque, de celle de l'URSS ; le partage des savoirs gravé au temps de la guerre froide (l'Ouest relevant de sciences sociales à ambitions théoriques, l'Est d'une soviétologie se réclamant des aires culturelles, le reste du monde d'une anthropologie jugée par d'aucuns a-théorique¹) commençait à être réfuté.

Le but de l'ouvrage est de comprendre « dans quelle mesure une étude du plaisir peut contribuer à notre compréhension historique du 'socialisme réellement existant' » (p. 3). La notion de « plaisir », hâtivement définie, sert surtout à articuler les deux axes autour desquels les contributions sont distribuées, les loisirs et le luxe envisagés comme traces indiciaires du plaisir. La trame argumentative des coordinateurs peut être résumée en quelques assertions familières : premièrement, les visées des élites socialistes n'ont jamais épuisé les vécus des citoyens ; le bonheur encadré échappe partiellement au cadre, exigeant l'adoption d'une focale centrée sur les pratiques de subjectivation. Deuxièmement, l'on ne saurait réduire l'effondrement final du bloc socialiste à un effet mécanique des pénuries, pas davantage voir dans l'amélioration de l'approvisionnement à partir des années 1960 un achat de l'acquiescence. Enfin, les sociétés est-européennes, projetées comme égalitaires, restèrent socialement stratifiées, la consommation constituant l'un des sites d'observation des inégalités, anciennes et nouvelles.

Dans cette perspective, l'examen du luxe n'est pas dépourvu de valeur heuristique : prisme à travers lequel interroger les filiations entre le communisme et les ordres antérieurs (aristocratiques et/ou bourgeois), ce thème aurait pu se prêter à une exploration du rôle des « mises en objet » dans la revendication et l'attestation des identités sociales, éclairant conjointement les mutations sociales sous le communisme et les conditions d'énonciation de la différence dans des régimes se réclamant d'une idéologie égalitariste. Heureusement

maniée, la notion de luxe peut devenir tangente à celles de prodigalité/frugalité, d'ostentation publique/discrétion, interrogeant les définitions du juste, de la bienséance comme des ordres de préséance. Pourtant, une fois notée l'observation selon laquelle les contours du « luxe » sont historiquement définis – des changements dans la sphère de la production et de l'offre tendant à reclasser en biens plus ordinaires des produits anciennement identifiés comme luxueux –, le lecteur reste sur sa faim.

Si on s'accorde volontiers à penser avec David Crowley et Susan Reid que « les objets sont loin d'être muets » (p. 9), l'on aurait aimé en apprendre davantage sur la multitude des médiations et des transports, des bricolages et des échanges, à travers lesquels les diverses classes de biens furent fabriquées et appropriées. L'examen des « vies sociales » et des « biographies culturelles » des objets, allusivement évoqué en référence à Arjun Appadurai et Igor Kopytoff, aurait produit des effets de connaissance précieux en des sociétés où ingéniosité humaine et art de la récupération servent non seulement à pallier les déficits mais aussi à assigner une identité sociale et culturelle aux biens. Plus fondamentalement, une restitution de ces cheminements aurait permis d'affiner la notion du luxe, jugement de valeur et non propriété intrinsèque des choses, au-delà de définitions faisant saillir les notions de prix, de rareté ou de raffinement des produits et, timidement, les parcours d'acquisition (Anna Tikhomirova).

Amputés d'une réflexion sur les « politiques de la valeur » (Jean-Pierre Warnier), la plupart des chapitres restent peu disert sur les luttes de classement dont le luxe fut le terrain. Par-delà l'évocation de la préciosité des biens importés de l'Ouest, rares sont les écrits sensibles à la part de la monstration ou *a contrario* de l'euphémisation des pratiques dans la revendication d'un statut social ; ils n'étudient pas davantage ce que cette revendication doit à l'avant. Le passé *ante* communiste est en effet régulièrement traité de manière cursive, dans une éliision des trajectoires biographiques ayant chevauché la rupture entre avant/après ou des tactiques de « reprise-déplacement-réfutation » des échelles de

valeur anciennes par les élites sociales émergentes. À quelques exceptions notables (celle, par exemple, des fourrures de l'intelligentsia soviétique étudiées par A. Tikhomirova, où choix des peaux, des vêtements et des coupes, trajectoires d'accès et usages trahissent les clivages entre capitale et périphérie, villes et campagnes, élites récentes ou non), les sociétés demeurent souvent duales (élites *vs* consommateur ordinaire) sans qu'il soit possible de saisir la variété des strates intermédiaires, les effets des mobilités sociales et, plus encore, les définitions concurrentes du prestige social mobilisées en public et/ou en privé (appartenance à la classe dirigeante du parti et de la nomenklatura, diplôme, urbanité policée, voire ancienne lignée...).

Ce manque d'épaisseur sociologique tient peut-être aux sources utilisées, pauvres en archives privées (à l'exception de György Péteri). Écritures bureaucratiques, professionnelles et journalistiques sont trop souvent scrutées de manière à attester les contradictions entre « discours officiels » et réalités sociales. L'analyse très fine que propose Katherine Lebow des pratiques (contre)culturelles dans les milieux ouvriers de Nowa Huta pendant les années 1950 a pourtant montré tout le parti que l'on pouvait tirer de tels matériaux : dessinant les contours d'une sous-culture musicale et vestimentaire qui, contrairement au mouvement des *Stilyagi* en URSS, concerne des milieux populaires récemment déracinés de leurs campagnes, elle offre une déclinaison polonaise (*kultura*) des enjeux de la *kul'turnost'* soviétique. Comment ne pas regretter, par ailleurs, que les remarquables sources visuelles reproduites dans l'ouvrage (photographies, couvertures de magazines, affiches publicitaires, etc.) aient été reléguées au statut d'illustrations peu documentées et commentées ?

Enfin, le choix de la focale (essentiellement des études monographiques, parfois à des échelles micro-sociales) limite la possibilité d'apprécier les territoires imaginés ou parcourus des biens signifiés. Assurément, certains espaces s'imposent presque d'évidence, ainsi de l'Ouest – absence omniprésente tenant lieu d'aune de mesure, de concurrent, parfois aussi de partenaire. Toutefois, il eut été fructueux d'interroger les contours de cet « Ouest », voire

de questionner la pertinence des découpages géopolitiques de la guerre froide pour circonscrire les imaginaires et pratiques du luxe : une « haute culture », une civilité européenne, dont l'Union soviétique, héritière de la Russie impériale, a pu se sentir partie prenante, ne fut-elle point opposée à la consommation et à la culture de masse des États-Unis² ? La prise en compte d'espaces de circulation régionaux, antérieurs au socialisme (les terres anciennement austro-hongroises par exemple), aurait pu enrichir la saisie des historicités singulières au sein de « blocs » hétérogènes. Non moins stimulant aurait été un traitement systématique des acteurs institués en « médiateurs d'occidentalité » : songeons à la Yougoslavie qui représenta pour maints Roumains ou Bulgares une « fenêtre » sur l'Occident (voire une de ses déclinaisons locales), ou encore à l'Algérie ou la Libye dont ingénieurs, médecins et infirmiers est-européens rapportèrent au début des années 1980 magnétoscopes et autres biens de consommation occidentaux. Leur insertion dans le récit aurait permis d'offrir une lecture plus méticuleuse, parce que globale, des productions imaginaires et matérielles du socialisme consommé.

Trois pistes de réflexion méritent toutefois d'être suivies. La démarche ethnographique retenue par Narcis Tulbure afin de donner à voir une Olténie des années 1980 dans laquelle la consommation d'alcool, moment volé aux heures ouvrées comme à la vie familiale, par des ouvriers « commutant » (*commuting*) entre usine urbaine et domiciliation villageoise, offre plusieurs attraits. Elle inscrit d'abord les loisirs alcoolisés dans des vies totales, où les délassements sont tributaires des modalités du travail. Elle fait ensuite saillir la matérialité de sociabilités de taverne où se négocient identité masculine, respect de soi et échanges de faveurs. Surtout, les arts de la boisson y offrent un point de vue sur une société que l'industrialisation et la rurbanisation sont en train de bouleverser.

À qui s'intéresse aux modes de production d'un art de soi élitaire en régime communiste, la contribution de G. Péteri sur « l'économie politique et morale » du divertissement cynégétique en Hongrie propose quant à elle une analyse élégante, qui n'est pas sans évoquer le

travail précurseur de Vincent Pelosse³. Sensible à la différenciation des statuts et conduites au sein d'une nomenklatura elle-même hiérarchisée, sa recherche sur les clubs de chasse éclaire l'investissement par les dignitaires communistes d'un loisir associé dans les imaginaires sociaux – les leurs y compris – à l'aristocratie et à la *gentry* terriennes, ainsi que la contribution des élites nobiliaires et des lignées de garde-chasse (qui y monnayaient leur propre insertion dans l'ordre socialiste) à la transmission de ces savoir-faire. Cette « passion » instituée aux confins du ludique et du politique se signale en outre dans des matérialités normées : l'acquisition d'un permis de détention d'armes, l'accès aux meilleures munitions, l'autorisation de pratiquer la chasse au gros ou aux petits gibiers, la définition des quantités de chair animale revenant au chasseur, etc. Le choix de cette entrée éclaire par surcroît la symbolisation du pouvoir, les invitations en munificence sur les terres les plus giboyeuses fournissant simultanément une attestation du rang et une ressource relationnelle à l'échelle du bloc est-européen. La singularité du socialisme s'y dit enfin, au regard de l'entre-deux-guerres, dans la très sélective publicité accordée à cet habitus de classe, le pouvoir de (se) montrer dessinant les contours d'un entre soi. Tout au plus peut-on regretter que l'auteur n'ait pas davantage insisté sur la dimension croisée des solidarités entre élites dirigeantes forgées au cours des parties de chasse et qu'il n'ait pas exploré plus avant les origines, significations et incidences de l'ouverture des domaines à une clientèle étrangère fortunée (occidentale avant tout).

Cette voie connectée, Larissa Zakharova l'emprunte, quittant les rivages des territoires étatiques pour apprécier le luxe dans ses circulations transnationales. Sa contribution sur la mode en Union soviétique et, plus particulièrement, sur les voyages de Christian Dior dans les mondes de la couture soviétique dessine un foisonnement de mobilités aux recouvrements partiels, celles d'abord des grands couturiers soviétiques visitant les ateliers Dior à Paris ou leur représentation aux États-Unis, celles des collections ensuite, exposées à Moscou devant des publics choisis, celles enfin de tissus parfois illégalement introduits

en URSS par la médiation de marins bulgares. Le périmètre des circulations ne se limite toutefois pas au franchissement des frontières étatiques, il parcourt les terres de la Fédération, les robes se faisant photographies dans la presse féminine, fictions cinématographiques aux actrices resplendissantes, inventivité d'épouses habiles à broder ou sollicitant des couturières privées. C'est à cette seule condition – la restitution des objets dans la plénitude de matières et de savoir-faire, de corps et choses entremêlés, de fabrique et d'usages – qu'une exploration des arts de faire luxe et/ou plaisir en Europe de l'Est pourra effeuiller les espaces-temps des « socialismes réels ».

NADÈGE RAGARU

1 - Narcis TULBURE, « Introduction to Special Issue: Global Socialisms and Postsocialisms », *Anthropology of East Europe Review*, 27-2, 2009, p. 1-18.

2 - Sur cette « culture européenne de guerre froide », voir Annette VOWINCKEL, Marcus M. PAYK et Thomas LINDENBERGER (éd.), « European Cold War Culture(s)? An Introduction », *Cold War Cultures: Perspectives on Eastern and Western European Societies*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 1-22.

3 - Vincent PELOSSE, « Qu'est-ce qui faisait chasser la nomenklatura ? », *Communications*, 55-2, 1992, p. 157-171.

Deborah A. Field

Private Life and Communist Morality in Khrushchev's Russia

New York, Peter Lang, 2007, x-147 p.

Cet ouvrage de l'historienne Deborah Field s'inscrit pleinement dans la dynamique des recherches sur l'histoire soviétique depuis l'ouverture des archives au début des années 1990, en tant qu'il explore les limites et les paradoxes de l'emprise de l'État soviétique sur la société. Il se situe ainsi à l'intersection de plusieurs champs de recherche florissants centrés sur la vie quotidienne, notamment dans ses dimensions matérielles, sur les problématiques liées à la famille et à la sexualité, et qui ont en commun leur intérêt pour ce qui semble

échapper aux normes officiellement proclamées, pour l'informel, l'invisible, l'intime. Ces thématiques, souvent abordées en ce qui concerne les premières décennies du régime soviétique, commencent à peine à émerger pour la période khrouchtchévienne. L'auteur choisit d'aborder ces questions à partir de la notion de « vie privée », qui n'est pas sans poser problème, comme l'exprime l'historien russe Yuri Afanassiev cité en introduction : « je me souviens de cette époque [...] Il n'y avait pas de vie privée. » En effet, cette notion de ce qui est « privé » (*private* ou *privacy*) par opposition à ce qui est « public » ne trouve pas d'équivalent unique en russe : on le traduit par *chastnyi* en référence notamment à la propriété privée – et il s'agit alors d'un faisceau de significations bannies par l'idéologie soviétique officielle – ou bien par *lichnyi* en référence à la vie « personnelle » ou encore « affective », « intime » – des notions qui pouvaient au contraire, à certaines conditions, être promues par les discours officiels.

D. Field prend donc appui sur une littérature émergente qui aborde « par des biais détournés » la question de la *privacy* en contexte soviétique, notamment les travaux d'Oleg Kharkhordin sur l'« individuel » et le « collectif » à l'époque stalinienne¹, desquels découle une définition du privé comme « tout ce qui doit être dissimulé » (p. 3). Considérant que le « privé » en tant qu'espace intérieur, imaginaire, est « relativement inaccessible », l'auteur se donne pour objectif de traquer ses manifestations dans « les idées, les intérêts et les buts dont l'origine est extérieure à l'État, qui dérivent des individus » (p. 4). C'est donc bien une piste, qu'il s'agit de suivre, celle de « la recherche [*pursuit*] du bonheur, du confort et du plaisir pour un individu et sa famille ou ses proches amis, même quand elle entre en conflit avec l'idéologie officielle et les exigences [*needs*] sociales » (p. 6.).

Se concentrer sur la région de Moscou sans prétendre à la représentativité pour toute l'URSS permet à l'auteur de solliciter un vaste ensemble de sources primaires provenant des archives de ministères, de tribunaux, de conseils de quartier et de tribunaux populaires, complétées par des sources médiatiques et littéraires, et des entretiens d'histoire orale.

L'ouvrage met donc en scène de nombreux acteurs qui, en contexte d'interaction avec les institutions soviétiques, selon les situations et marges de manœuvre dont ils disposent, respectent et utilisent les règles du jeu de façon sélective.

Le premier chapitre aborde les discours officiels sur la « moralité communiste » et la place qu'y occupe la « vie privée » – avec notamment le rejet de la *meshchanstvo*, soit des comportements « petit-bourgeois », « égoïstes », mais aussi leur aspect utopique et leurs contradictions. Le deuxième chapitre est consacré aux questions des conditions de logement, des conflits, de la surveillance mutuelle mais aussi des solidarités qui se développaient dans les appartements communautaires, qui restent encore la règle malgré le programme massif de construction de logements séparés pour chaque famille, lancé en 1957. Puis il est question des discours sur l'amour et la conjugalité, dans leur version officielle qui promeut la stabilité et la responsabilité, la conformité entre les comportements individuels et les besoins collectifs, mais aussi dans leur version littéraire, « romantique », qui n'est plus désormais censurée, et qui présente l'amour comme une force imprévisible et incontrôlable, qui peut légitimer l'adultère par exemple. Un autre chapitre est consacré au contexte matériel et discursif de la sexualité, et notamment aux avortements qui sont le premier moyen de limitation des naissances, faute de contraception et d'éducation sexuelle. C'est ensuite le divorce qui est abordé, du point de vue des évolutions des pratiques, de la législation et de la jurisprudence. Enfin, le dernier chapitre prend pour objet les questions liées à l'éducation des enfants, et notamment la manière dont l'État tente avec plus ou moins de succès d'influer sur celles-ci, *via* des discours de vulgarisation pédagogique et l'intervention de divers organes locaux censés mettre en œuvre des mécanismes de contrôle social horizontal.

L'un des apports les plus importants de l'ouvrage est de montrer comment, avec la déstalinisation et l'abandon de la terreur, l'État cherche à développer des formes d'exercice du pouvoir moins brutales et moins coercitives, plus subtiles et plus efficaces. Il ne s'agit

pas de promouvoir les libertés individuelles ou le principe de non-intervention dans la sphère privée, mais bien de parvenir à réguler les comportements de façon plus systématique. L'exemple de l'avortement est à ce titre tout à fait révélateur : si l'État renonce à l'interdire en 1955 (après qu'il ait été légalisé en 1918 puis de nouveau criminalisé en 1936), ce n'est pas pour promouvoir la maternité choisie, mais par pragmatisme ; en même temps qu'elle est largement transférée aux professions médicales, la régulation de la vie sexuelle et reproductive des femmes reste primordiale, mais elle repose désormais davantage sur des mécanismes d'incitations et surtout de dissuasion (discours de stigmatisation, pratiques médicales violentes...).

De plus, l'auteur repense de façon tout à fait stimulante l'idée d'une coupure entre l'État et la société qui se serait creusée de plus en plus, du Dégel à la Stagnation. Elle montre qu'entre les politiques publiques et la vie quotidienne, un troisième niveau d'analyse est incontournable : celui des professionnels chargés de mettre en œuvre ces politiques. Concernant le divorce par exemple, les évolutions de la jurisprudence précèdent largement celles de la loi, dans un contexte où les juges ne sont pas plus enclins que les plaignants à se baser sur la « moralité communiste » mais, au contraire, considèrent que l'État ne peut pas tenter d'intervenir dans le domaine des relations conjugales comme dans d'autres domaines de la vie sociale et qu'il n'y a aucun sens à obliger un couple à rester marié contre son gré.

Enfin, l'auteur examine la manière dont le régime est confronté à ses contradictions : de nombreux « problèmes sociaux » qui auraient dû disparaître au fur et à mesure de la construction du communisme persistent. Ainsi, dans les faits, il n'était pas possible d'accuser l'État de ne pas garantir l'accès à des conditions de logement décentes, à la culture et aux loisirs, aux moyens modernes de limitation des naissances, etc., mais, au contraire, on avait tendance à rendre les individus responsables des « défaillances systémiques ». L'État tentait de détourner l'attention du problème des conditions de vie en mettant en avant des problèmes de moralité, d'« inadéquations individuelles »

(p. 63), dans des discours accusateurs (« *of blame* ») auxquels participaient activement les professionnels.

Malgré les apports incontestables de cet ouvrage, son travail autour de la notion de « vie privée » laisse un certain nombre de questions sans réponses. En effet, D. Field en adopte une définition suffisamment large pour pouvoir être adaptée au contexte soviétique et évacue ainsi la question de son ancrage dans la montée en puissance de la bourgeoisie ou *middle class*. Or, au final, cette idée de « sphère privée » qu'il faudrait protéger de l'intervention étatique en URSS ne semble se donner à voir qu'en creux, quand il s'agit pour les autorités de lutter contre des comportements jugés contraires aux intérêts de la société ou, à l'inverse, quand les individus résistent à l'intervention, délimitant par là un domaine inaccessible aux autorités. Mais existait-il en Russie, où la bourgeoisie était encore peu développée à la veille de la révolution, *a priori* une « sphère privée » que l'État soviétique menaçait, voire cherchait à anéantir, et que les individus défendaient ? Comme l'ont montré différents travaux portant sur la famille et la sexualité en URSS, le caractère problématique du concept de « vie privée » n'est pas une pure invention bolchévique, mais s'enracine en partie dans les normes sociales paysannes de l'*obshchina* (communauté rurale) et du *dvor* (unité domestique), dont les pratiques ont pu être transférées et transformées dans les institutions soviétiques². Approfondir cette généalogie aurait pu permettre, par exemple, de mieux comprendre l'hésitation entre « individuel » et « personnel » d'une part, « familial » et « domestique » d'autre part, qui caractérise la notion de « privé » telle que D. Field la voit apparaître.

MONA CLARO

1 - Oleg KHARKHORDIN, *The Collective and the Individual in Russia: A Study of Practices*, Berkeley, University of California Press, 1999.

2 - Voir, par exemple, Igor KON, *Seksual'naya kul'tura v Rossii: Klubnichka na berezke*, Moscou, Vremia, [1997] 2010 ; Wladimir BERELOWITCH, « Les débuts du droit de la famille en RSFSR : pourquoi et comment », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 22-4, 1981, p. 351-374.

Sergei I. Zhuk

*Rock and Roll in the Rocket City:
The West, Identity, and Ideology in Soviet
Dnepropetrovsk, 1960-1985*
Washington/Baltimore, Woodrow Wilson
Center Press/The Johns Hopkins
University Press, 2010, xvii-440 p.

Pour évaluer l'imperméabilité de la société soviétique aux influences occidentales lors du socialisme tardif (1964-1984), Sergei Zhuk a choisi un terrain d'études original : Dnepropetrovsk, ville fermée de 1959 à 1987, qui abritait l'usine Ioumach, principal producteur de missiles pour tout le bloc soviétique, et dont sont issus plusieurs grands dirigeants de l'Ukraine postsoviétique, tels Leonid Koutchma et Ioulia Timochenko. Dans l'historiographie, les villes fermées sont généralement traitées comme des enclaves de privilégiés dont l'accès à des biens de consommation rares assurait la loyauté¹. Les études sur la consommation dans l'URSS post-stalinienne ont jusqu'à présent essentiellement porté sur les grandes villes (Moscou, Leningrad, Kharkov) visitées par des touristes étrangers. En revanche, les villes fermées n'ont jamais été étudiées du point de vue de leur exposition aux influences occidentales. Y examiner les dynamiques socioculturelles représente donc une nouveauté historiographique.

Contrairement à ce que peut faire croire son titre, ce livre n'aborde pas seulement l'écoute du rock and roll, mais aussi toutes sortes de pratiques quotidiennes liées à l'Occident (lecture d'auteurs ou visionnage de films occidentaux) et interdites par les autorités (participation aux cultes religieux des sectes, expression du nationalisme ukrainien, recours au marché noir pour se procurer des enregistrements de musique interdite ou des livres rares). L'objectif est de saisir l'impact de ces pratiques sur les formations identitaires soviétiques et postsoviétiques dans ce laboratoire social et culturel que fut Dnepropetrovsk. En s'inscrivant dans le courant des *cultural studies*, l'auteur cherche à comprendre pourquoi le pouvoir soviétique a perdu la bataille idéologique. Selon la thèse centrale du livre, la consommation de la culture de masse occiden-

tale a commencé à saper les fondements de la civilisation soviétique bien avant la perestroïka.

L'ouvrage est structuré en quinze chapitres et trois parties, qui suivent l'ordre chronologique : les années 1960 du jazz et du rock and roll qui touchent les milieux élitistes, les années 1970 du hard rock et de l'occidentalisation massive, le début des années 1980 avec la disco, la campagne contre les punks et l'entrepreneuriat des activistes du Komsomol. Il s'appuie sur des sources d'archives locales (rapports du KGB) et centrales, les bibliothèques des bibliothèques (pour évaluer les goûts des lecteurs), la presse, les journaux intimes et plus d'une centaine d'entretiens.

Les vecteurs et les procédés de circulation et d'adaptation au contexte local des produits culturels occidentaux constituent un des thèmes transversaux de l'ouvrage. La fermeture reste relative, car les habitants de villes fermées ont le droit de voyager en URSS, voire en Occident. Ils deviennent ainsi des intermédiaires dans la circulation des artefacts culturels et des pratiques, et construisent une hiérarchie des lieux en fonction de l'accès que ceux-ci offrent aux biens rares (pays capitalistes, démocraties populaires, républiques baltes, Lvov, Moscou, Leningrad). Le bricolage et l'amateurisme radiophoniques permettent de capter les stations de radio étrangères et d'écouter ainsi la musique à la mode ou encore des émissions à caractère religieux en russe. L'auteur insiste sur le phénomène de la « fixation culturelle » : l'atmosphère de la ville fermée contribue à ce que les jeunes exagèrent la signification culturelle des produits importés et construisent une image idéalisée de l'Occident.

La perspective qui manque à cet ouvrage est celle des politiques culturelles, qui permettrait de comprendre les limites du permis et du possible dans la consommation de la culture de masse occidentale. Comment se fait-il que le studio soviétique Melodia ait sorti dans les années 1960 certaines chansons des Beatles et des Rolling Stones (sans toutefois indiquer le nom des groupes, remplacé par la mention « Chansons anglaises populaires »), tandis que la musique d'autres groupes de même tendance était uniquement accessible au marché noir ? Est-ce que l'acceptation d'une partie du

répertoire musical occidental en vogue était liée à la lutte contre la spéculation ? Pourquoi *Fantômas*, avec Louis de Funès, et quelques westerns américains devinrent des films cultes en URSS, tandis que les westerns spaghetti n'eurent aucun succès ? Comment les appréciations officielles influençaient-elles les goûts du public et *vice versa* ?

Le système idéologique soviétique était capable d'intégrer certains éléments de la culture de masse occidentale, certes avec un retard considérable : une station de radio soviétique transmettait des extraits de rock en proposant aux auditeurs de les enregistrer sur leurs magnétophones. On pourrait supposer que l'État cherchait à contrôler et à canaliser la circulation de la musique occidentale et qu'il suscita, par ce biais, un plus large intérêt pour cette musique en sapant toutes les mesures répressives. Mais nous ne voyons pas à partir de quels critères se faisait la sélection. Si, dans le cas des films occidentaux, l'auteur évoque l'argument du succès commercial, on aimerait savoir comment ce succès pouvait être évalué en amont par les experts chargés de la sélection et de l'achat des films étrangers. Les consignes floues et contradictoires de Moscou déroutaient les idéologues et les agents conservateurs du KGB de Dniepropetrovsk qui, afin de savoir quelle musique pouvait être autorisée, dévoraient les articles de musicologues sur le rock occidental publiés dans la presse pour les jeunes. Une analyse de l'attitude officielle envers la culture occidentale, des mécanismes de la censure, du travail de ces experts, de leurs marges de manœuvre et de négociation, aurait sans doute permis de mieux comprendre l'échec de l'URSS dans sa bataille idéologique contre l'Occident.

L'auteur souligne à plusieurs reprises la corruption morale des gardiens de l'ordre et des idéologues soviétiques : les activistes du Komsomol et les fonctionnaires du KGB étaient impliqués dans le trafic de disques et de cassettes, dansaient sur des morceaux interdits lors de fêtes privées et chapeautaient les restaurants et les clubs qui organisaient des soirées dansantes pour la jeunesse. Les rapports du KGB qui déplorent l'influence nuisible de l'Occident étaient adressés à la direction du Comité du parti, dont les membres participaient aux « crimes » décrits dans les rapports.

Il semble que ces documents s'inscrivent davantage dans un projet de surveillance de l'état d'esprit de la population que dans une démarche policière de criminalisation. Si S. Zhuk s'était intéressé aux enjeux de ces rapports, il aurait pu mieux définir le caractère du régime.

Cette forme de dépolitisation et de subversion ne serait-elle pas une conséquence du contrat social du socialisme tardif ? En donnant à consommer, les dirigeants se retrouvèrent dans une impasse et ne purent pas refréner les désirs consuméristes. Finalement, la guerre idéologique en question se révèle factice : personne ne semble plus croire aux valeurs officielles du socialisme soviétique, même si beaucoup le prétendent. Cette vision téléologique, un écueil de plusieurs travaux fondés sur les entretiens qui ont tendance à voir de la dissidence partout, occulte la possibilité pour un Soviétique d'avoir plusieurs engagements qui peuvent paraître contradictoires : l'écoute de la musique étrangère et la lecture des aventures écrites par des auteurs occidentaux du XIX^e siècle pouvaient aller de pair avec la croyance au socialisme et la défense des idéaux communistes. L'évolution de l'idéologie et de la culture officielles, leur capacité à prendre en compte la demande sociale et à multiplier les emprunts à la culture occidentale, ne serait-ce que parce que la logique économique du profit primait sur les considérations idéologiques, permettaient aux individus de trouver de la cohérence entre leurs divers engagements.

LARISSA ZAKHAROVA

1 - Voir, par exemple, Tamara KONDRATIEVA (dir.), *Les Soviétiques. Un pouvoir, des régimes*, Paris, Les Belles Lettres, 2011.

Anne E. Gorsuch

All This is Your World: Soviet Tourism at Home and Abroad After Stalin
Oxford, Oxford University Press, 2011,
222 p.

Moins de quinze ans séparent le dernier livre d'Anne Gorsuch de la note critique intitulée « Taking the History of Tourism Seriously »

de l'historien John Walton, parue en 1997¹. Ce dernier y constatait que le tourisme n'occupait qu'une place marginale dans la recherche en histoire et concluait sur une note programmatique : réévaluer l'apport de l'histoire du tourisme et intégrer cet objet d'étude aux champs d'investigation historique. Tâche en voie d'accomplissement puisque cet objet constitue, depuis la fin des années 1990, le pivot de plusieurs travaux. S'inscrivant dans ce renouveau historiographique, l'ouvrage d'A. Gorsuch couronne un travail de plusieurs années sur l'histoire du tourisme en Union soviétique. En 2003, elle contribua au numéro de la revue américaine *Slavic Review* consacré au tourisme et au voyage en URSS. En collaboration avec Diane Koenker, autre spécialiste de la question, A. Gorsuch dirigea l'ouvrage *Tourism: The Russian and East European Tourist under Capitalism and Socialism*, publié en 2006². Un des nombreux mérites de cette contribution fut de tenir compte, comme son titre l'indique, de la Russie impériale, décloisonnant ainsi une histoire qui gagne à être étudiée comparativement dans le temps comme dans l'espace.

L'ouvrage sur le tourisme soviétique en URSS et en Europe de l'Est et de l'Ouest s'inscrit dans cette approche. Si A. Gorsuch se concentre sur l'ère khrouchtchévienne, elle situe son analyse dans un contexte plus large tenant compte de l'entre-deux-guerres, de l'époque stalinienne après 1945 et de l'URSS sous Leonid Brejnev. Elle articule également son propos au croisement de l'histoire du pays après Staline, du tourisme et de la mobilité et d'une histoire culturelle des relations internationales. Les références de l'auteure reflètent d'ailleurs cet objectif. A. Gorsuch fait habilement dialoguer des travaux issus des *cultural studies* et des *tourism studies* avec ceux de sa discipline. Si certains regretteront que l'ouvrage soit peu axé sur la théorie, il n'en demeure pas moins une contribution fondamentale sur le sujet grâce à la conceptualisation originale de questions portant à la fois sur l'identité soviétique, la position de l'URSS dans le monde et le rôle du tourisme à cet égard, mais aussi grâce à la diversité des fonds d'archives employés (Russie, Estonie, Hongrie, Angleterre et États-Unis).

Divisée en six chapitres, la monographie suit le parcours d'un touriste soviétique qui découvrirait d'abord son pays puis le monde, commençant par le tourisme en URSS entre 1945 et 1953, pour se déplacer ensuite en Estonie soviétique, en Europe de l'Est et finalement dans l'Europe capitaliste, où l'auteure analyse les éléments « performatifs » du tourisme soviétique et les pratiques de consommation. Enfin, A. Gorsuch interroge les rôles que jouent les films soviétiques dans la construction intellectuelle des Soviétiques de l'Ouest et dans la formation de l'identité soviétique vis-à-vis de cet « Ouest » imaginaire.

Ce qui intéresse l'auteure au premier chef est d'explorer ce qu'être soviétique voulait dire après Staline. Elle cherche à comprendre en quoi le tourisme fabrique ou non un lien social et tisse des appartenances. Le tourisme, en raison de sa propension à l'échange, au mouvement et à l'hyperbole descriptive ou normative, se révèle tout à fait pertinent pour évaluer ce que signifie « être soviétique ». Un mois après la mort de Staline, dix-huit membres de l'équipage d'un cargo soviétique accosté à Rouen se rendent à Paris, alors qu'une telle expédition aurait été impensable avant cela. « Quelque chose avait changé, la nature de ce changement reste à explorer » écrit A. Gorsuch à la fin du premier chapitre (p. 48), et c'est ce qu'elle fait admirablement bien dans le reste de l'ouvrage en expliquant la routinisation d'un phénomène qui demeure l'exception jusqu'au milieu des années 1950.

Le tourisme soviétique est un projet d'État, une ambition et une arme dans un contexte de coexistence pacifique. Cela n'est cependant pas uniquement un projet officiel. Possédant son autonomie propre, il génère, comme les rapports de voyage officiels, les récits de voyage (tels celui de Victor Nekrasov) ou les mémoires (comme ceux de Mikhaïl German) le démontrent, des narrations nuancées et contradictoires qui illustrent les ambiguïtés du Dégel sous Nikita Khrouchtchev. Cette situation et les ambiguïtés associées aux déplacements de loisir sont étudiées avec brio à travers une série de rapports différentiels dont les teintes varient selon les époques ou les destinations.

Au temps de Staline, la dichotomie est claire : le tourisme national est salubre et privilégié. Sous Khrouchtchev, l'URSS embrasse la modernité du voyage, car celui-ci présuppose désormais de « quitter ce qui est familier pour un endroit différent » (p. 55). A. Gorsuch développe à ce sujet une analyse fine du tourisme soviétique en Estonie. Une différence, celle de l'Ouest, même si elle est filtrée et contenue, peut être vécue par un voyage en Estonie. Les aspects matériels (la présence de certains biens de consommation et de vêtements étrangers) et visuels du voyage (l'héritage occidental du vieux Tallinn et les cafés) peuvent faire vivre une expérience occidentale aux touristes soviétiques. Dans la période post-stalinienne, la tension entre deux objectifs parfois en contradiction, celui d'un tourisme aux desseins politiques en opposition à celui tourné vers la recherche du plaisir (*purposeful vs pleasurable tourism*), illustre un autre champ différentiel où les permissivités du Dégel deviennent difficiles à gérer pour l'État soviétique, même s'il fait sien certains aspects de la modernisation capitaliste.

L'Europe de l'Est, présentée officiellement comme une version cadette de l'URSS, représente un autre lieu où s'articule une disparité. Contraire à l'horizon d'attente suggéré par les discours officiels, la visite des pays satellites offre toutefois aux touristes soviétiques un aperçu de « ce que l'Union soviétique pourrait devenir dans le futur » en raison des avancées technologiques de ces pays et de la présence de biens de consommation rares ou absents en URSS (p. 80). Si ce type de voyage comportait le risque de miner l'enthousiasme des Soviétiques envers leur pays, le seul fait de pouvoir voyager représentait aux yeux de certains une démonstration de confiance de la part du régime. Les effets euphoriques du pari de l'ouverture des frontières ont cependant eu leurs limites, et l'auteur y revient dans sa conclusion en faisant référence à l'historien Vladislav Zubok. Elle écrit : « Si la possibilité de voyager à l'étranger illustre en 1961 une Union soviétique réformatrice, le voyage est [...], durant les années 1970, le plaisir désespéré et addictif d'une élite intellectuelle mécontente chez soi » (p. 190).

Une myriade de nouvelles ambivalences s'associe au voyage en Europe de l'Ouest et

le rôle du touriste soviétique y devient plus complexe. Il est à la fois, explique A. Gorsuch, « un interprète de la supériorité soviétique, un étudiant de l'histoire européenne et un consommateur » (p. 131). Une des originalités de cet ouvrage est l'analyse des fonctions « performatives » du tourisme soviétique. Cette approche fait non seulement dialoguer, même si brièvement, le livre avec celles empruntant au *performance turn* des études touristiques, mais propose aussi un angle nouveau pour étudier l'expérience touristique en Europe de l'Ouest. L'auteur argue que le tourisme soviétique y était « explicitement théâtral et qu'il était prévu que les touristes restent dans leur personnage en tout temps » (p. 108). Une des tâches des touristes est d'incarner l'internationalisme de l'identité soviétique post-stalinienne. Le citoyen soviétique doit être cultivé et au fait des avancées de la civilisation occidentale. Le shopping est certes intégré à l'expérience touristique, mais le maître mot est la modération. Certains lieux, comme le café, incarnent l'idéal international, mais les distributeurs de soda ou les lieux où des rencontres sexuelles peuvent survenir illustrent des valeurs cosmopolites, donc condamnables. Les films analysés dans le dernier chapitre tiennent, dans ce contexte, un rôle éducatif : celui d'établir une distinction entre le proscrié (le cosmopolitisme) et le souhaitable (l'internationalisme).

La monographie d'A. Gorsuch offre une histoire sociale et culturelle des voyages de tourisme sous Khrouchtchev qui ne s'enferme pas dans des explications causales. L'étude embrasse les contingences historiques, les stratégies d'évitement et la complexité des relations entre, d'une part, les citoyens soviétiques devenus un moment touristes, les institutions d'État et les agences de tourisme et, d'autre part, les pratiques touristiques qui ont connu plusieurs transformations à l'époque où se situe le cœur de l'ouvrage, c'est-à-dire la période entre la mort de Staline et la mise à l'écart de Khrouchtchev. Il s'agit en somme d'un ouvrage brillant, nuancé et inspirant pour ceux et celles travaillant sur la région, mais aussi sur l'histoire du tourisme, de la consommation, de la diplomatie culturelle et de la guerre froide.

1 - John K. WALTON, « Taking the History of Tourism Seriously », *European History Quarterly*, 27-4, 1997, p. 563-571.

2 - Anne E. GORSUCH et Diane P. KOENKER, *Turizm: The Russian and East European Tourist under Capitalism and Socialism*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

Igor V. Narsky

Fotokartočka na pamât': semejnye istorii, fotografičeskie poslaniâ i sovetское detstvo (Avtobio-istorio-grafičeskij roman)

Tcheliabinsk, Ėnciklopediâ, 2008, 515 p.

Le lecteur qui se saisit du dernier livre de l'historien russe Igor Narsky a tout intérêt à s'attarder sur sa couverture. Non seulement parce que le titre de l'ouvrage, *Une photo pour mémoire. Histoires familiales, messages photographiques et enfance soviétique (Un roman autobiographique)*, mérite une halte, mais aussi parce qu'il sera sans doute amené à revenir à de nombreuses reprises sur les images qui l'ornent. La présentation visuelle du livre est en effet un manifeste en soi : sur la première de couverture, figure la photo de l'auteur à l'âge de sept ans, tandis que la quatrième le représente quarante ans plus tard, au moment où commençait ce projet. Les 500 pages qui séparent ces deux photos sont avant tout une tentative de relier les deux « moi », de faire converger et confronter leurs réalités.

Si dans le précédent ouvrage important de l'auteur, consacré à l'histoire sociale de la révolution et de la guerre civile dans l'Oural¹, seule la préface comportait des éléments autobiographiques, I. Narsky revendique ici une démarche résolument personnelle et subjective qui le place au centre du livre à plusieurs titres : en tant qu'un des principaux personnages, mais aussi comme créateur de sources qui lui servent à écrire cette histoire. Cette subjectivité est revendiquée et devient parfois provocatrice quand, par exemple, il reconnaît avoir inventé quelques épisodes ou présente son ouvrage comme « lieu de la mémoire familiale » qui s'adresse avant tout à ses proches (p. 447).

L'ambition du livre va cependant bien plus loin. La photographie d'enfance prise en 1966 à Gor'kij (aujourd'hui Nijni-Novgorod), ville où l'auteur passait ses vacances d'été chez ses

grands-parents, n'est qu'un point de départ, une « porte vers un long voyage à travers le passé » (p. 477). Ce voyage nous plonge dans les années 1960 de la province soviétique, un monde d'enfance avant tout – rempli de détails de la vie quotidienne, vus ici à travers un prisme lyrique – mais qui renvoie en permanence à des époques plus lointaines, souvent tragiques, à travers les récits et les biographies des membres de la famille et grâce à la présence des photos et objets porteurs d'un passé familial. Ce sont justement les traces d'un passé prérévolutionnaire qu'identifie I. Narsky sur le cliché de 1966. Combinant une analyse visuelle avec une enquête de terrain visant à reconstruire le contexte de sa création, l'auteur parvient à la conclusion que cette image fut construite selon les canons visuels de la fin du XIX^e siècle, mettant en scène un langage corporel et des codes vestimentaires antérieurs et donc étrangers à la culture soviétique. Ce décalage s'expliquerait notamment par la personnalité du photographe et l'implication des grands-parents. L'enquête menée autour de l'image permet donc à la fois de reconstruire des pans entiers de la mémoire individuelle et familiale (selon un procédé bien connu des chercheurs menant les entretiens biographiques et utilisant les images comme déclencheurs des souvenirs), de montrer la complexité de l'interprétation des photographies en tant que source historique, d'esquisser une série d'essais originaux sur l'histoire et la pratique de la photographie en Russie et en URSS et, enfin, de conclure sur une idée d'ordre plus général qui souligne la cohésion et l'importance de la famille en tant qu'institution sociale face aux bouleversements du XX^e siècle russe.

Au-delà de l'analyse de cette photo, c'est l'ensemble du livre, articulé autour de l'histoire de la famille de l'auteur et nourri par les souvenirs de ses nombreux membres, qui conduit à une telle conclusion. La photo du garçon n'est en effet qu'un prétexte, un fil qui permet de commencer à dérouler l'histoire, très vite multiple, impliquant un changement fréquent de thèmes, échelles, approches et sources – parmi lesquelles les ego-documents restent néanmoins dominants. Ce « kaléidoscope », mot utilisé dans le titre d'une partie, détermine la structure complexe de l'ouvrage.

Celui-ci s'articule autour de plusieurs axes transversaux : mémoires d'enfance de l'auteur, histoire de ses proches reconstituée à partir des récits et d'autres ego-documents, « journal de terrain » rédigé durant le projet et retravaillé par la suite, informations aidant à comprendre le contexte historique (par exemple, essais sur la vie quotidienne et l'enfance soviétiques), synthèses résumant les approches pratiquées par les sciences humaines à l'égard de l'image, d'Erwin Panofsky au « tournant visuel », enfin, problèmes de la mémoire familiale. La plupart de ces axes sont développés sous forme de courts essais, dispersés au sein des trois parties. Conscient des difficultés que peut présenter une telle dispersion, l'auteur mentionne la possibilité de lire son ouvrage en ne suivant qu'un seul axe, reconstitué à travers ses différents fragments (des emblèmes spécifiques qui ouvrent chaque fragment et d'autres astuces facilitent l'identification de différents axes).

Alors que chacun des sujets ou genres pratiqués ici est bien connu des spécialistes, voire du grand public (comme la prose autobiographique, très populaire en Russie), leur rassemblement au sein d'un même ouvrage représente une grande nouveauté, qui n'a probablement pas de précédent. En effet, ainsi que le glisse l'auteur, son projet peut être considéré comme « une expérience ambitieuse de construire un 'photo-texte', une tentative de dépasser le cadre des genres traditionnels, de tester le potentiel cumulé des messages textuels et visuels » (p. 280).

Cette démarche résolument expérimentale fait la richesse du livre mais suscite également questions et réserves. L'élément le moins réussi est probablement ce que l'auteur appelle son « journal de terrain ». Il s'agit plus précisément d'une série de textes autobiographiques racontant son travail, ses rencontres avec les collègues et plus généralement sa vie, essentiellement professionnelle, durant la réalisation du projet. Si l'idée de publier un tel journal, pratique extrêmement rare chez les historiens, apparaît tout à fait séduisante, sa réalisation est peu convaincante, avant tout parce qu'il s'agit non pas de matériaux bruts, mais d'un texte retravaillé et surchargé de détails dont l'intérêt pour la compréhension de sa démarche reste à démontrer. Les développements autour des

cinq axes restants compensent largement les critiques suscitées par le « journal de terrain ». Chacun présente des éléments riches, résultat d'un travail de recherche approfondi et d'analyses intelligentes. On peut cependant regretter la faible intégration de l'ensemble, tant du point de vue de la forme – le lecteur a parfois le tournis à passer à de multiples reprises des sèches synthèses historiographiques aux descriptions lyriques des jeux dans la cour d'enfance de l'auteur – que du fond, les possibilités de dialogue entre différents axes n'étant pas toujours exploitées. Beaucoup de pistes auraient pu être développées, notamment pour croiser la riche matière (auto)biographique avec le contexte historique. Les pages où I. Narsky le fait, en assumant davantage son rôle d'historien, nous semblent les plus intéressantes. Elles lui permettent en effet de tester les approches abondamment présentées dans le livre et de projeter des lumières originales sur l'histoire russe et soviétique, abordant plusieurs questions sous un angle novateur, ainsi, par exemple, du fonctionnement de la mémoire familiale dans la société soviétique ou des trajectoires des juifs en URSS.

C'est là qu'alors se rencontrent les deux personnages des photos de la couverture : « un enfant qui ne doute pas qu'il vit dans le 'meilleur pays du monde' et un homme mûr qui porte en lui, entre autres, la connaissance de ce qui est arrivé à cet enfant et à ce pays » (p. 484).

EMILIA KOUSTOVA

1 - Igor V. NARSKY, *Žizn' v katastrofe: budni naseleniâ Urala v 1917-1922 gg.*, Moscou, ROSSPÈN, 2001.

**Valérie Pozner
et Natacha Laurent (dir.)**

Kinojudaica. *Les représentations des Juifs dans le cinéma de Russie et d'Union soviétique des années 1910 aux années 1980*
Toulouse/Paris, La Cinémathèque de
Toulouse/Nouveau monde éditions, 2012,
585 p.

Cet ouvrage réunissant les actes d'un colloque tenu en 2009 a les qualités et les défauts de

ce type de recueil : la plupart des articles témoignent de recherches réelles et approfondies ; en revanche, le champ annoncé par le titre est loin d'être couvert, tandis que la logique réunissant les articles paraît parfois très souple.

Les responsables de cette publication sont connues pour leurs travaux sur le cinéma russe et soviétique. Natacha Laurent a publié l'un des meilleurs livres existant sur le cinéma stalinien, *L'œil du Kremlin*¹, et elle est déléguée générale de la cinémathèque de Toulouse dont les liens avec son homologue russe, GosFilmofond, sont anciens. Valérie Pozner est une spécialiste du cinéma des années 1910-1920-1930. Dès l'introduction, elles exposent clairement leur cadre méthodologique : elles entendent se situer au carrefour de l'histoire culturelle du cinéma, de l'histoire des juifs et de l'histoire sociale et politique ; contextualiser les films et, pour cela, explorer de front archives cinématographiques et archives papier ; enfin, s'intéresser non pas à ce que serait un « cinéma juif », mais aux représentations des juifs dans des films russes et soviétiques – des fictions, des documentaires ou des films d'animation – afin de repérer quels traits et éléments y sont mis en évidence.

Leur recueil inclut une filmographie, version abrégée d'un travail mené en Ukraine par Vladimir Mislavski, et treize articles regroupés selon cinq thématiques, séduisantes mais *de facto* un peu factices. En effet, deux axes sont très clairement privilégiés : d'une part, les années 1910 à 1930 et, d'autre part, la Shoah et ses représentations ultérieures. Deux des trois articles que signe V. Pozner sont ainsi de riches synthèses sur le cinéma et les juifs, d'abord entre 1910 et 1918, puis à la fin des années 1920. Elle montre que les « sujets juifs » apparaissent parce qu'il y a un public juif, passionné par le cinéma dès les années 1903-1905, et que ces sujets sont réellement « à la mode » de 1910 à 1914. Elle relève les genres, les personnages et les thèmes abordés (dont celui de l'émancipation, voire de l'assimilation), et note que cette production aborde certains sujets ailleurs tabous, tels que l'avortement. Puis elle explore la façon dont, à la fin des années 1920, le cinéma est utilisé pour lutter contre l'antisémitisme, revenu en force avec la crise économique.

Ces synthèses sont d'autant plus précieuses que beaucoup de ces films ont aujourd'hui disparu et ne peuvent être approchés que par leurs résumés. Elles sont heureusement complétées par quatre articles au moins. Claire Le Foll explore le cinéma biélorusse des années 1920 et 1930, et l'on découvre que celui-ci s'oppose, face au thème juif, à un certain « chauvinisme grand-russe » (p. 92 et 108). Éric Aunoble étudie la façon dont la « commune juive » est montrée par le cinéma, de 1927 à 1939, alors que « les anciens *Luftmenschen* se transforment en agriculteurs compétents » (p. 182). Alexandre Ivanov, pour sa part, s'intéresse à un documentaire consacré au Birobidjan et destiné à être projeté à l'Exposition universelle de Paris en 1937. Oleg Budnitski se penche sur la mise à l'écran des *Récits d'Odessa* d'Isaac Babel.

Le deuxième axe est celui de la Shoah et de ses représentations. Oksana Bulgakova facilite la transition en comparant deux films réalisés en URSS à la fin des années 1930 à une œuvre nazie, *Le juif Süß*, et un long-métrage américain *Tempête mortelle*. Jeremy Hicks souligne ensuite, à juste titre, que, si le tribunal de Nuremberg s'est servi du cinéma pour prouver les crimes nazis, l'historiographie s'est souvent intéressée aux réalisations américaines, et non soviétiques, bien que les documentaires soviétiques sur les atrocités nazies méritent attention. Enfin, Vanessa Voisin analyse un film tourné en 1962-1963, *Au nom des vivants*, évoquant le procès, tenu à Krasnodar en 1963, de tortionnaires d'un SonderKommando. Elle s'interroge sur les raisons de cet intérêt renouvelé, en URSS, pour le châtement des criminels de guerre.

Chacun des deux axes principaux du recueil est également abordé à travers l'étude approfondie d'un film : deux articles analysent le contenu, la production et la réception de *Frontière* (1933-1935), d'une part, et des *Insoumis* (1945), d'autre part, dont la scène de massacre est jouée en décors réels à Babi Yar.

Malgré la richesse et l'intérêt de cet ouvrage, des manques criants apparaissent. Il n'est ainsi pas question de la représentation des juifs dans les fictions des années 1950 à 1980 et V. Mislavski ne cite d'ailleurs que trois films de fiction – dont deux non distribués

et un distribué vingt ans plus tard – pour la période allant de 1946 à 1981. Outre l'article de V. Voisin, seul un article s'intéresse à cette période, celui, très personnel, de Maria Maiofis qui, écrivant à la première personne du singulier, voit dans les « animaux métaphysiques » des « projections socioculturelles de l'image du Juif dans le cinéma d'animation » (p. 441). Pourquoi pas, mais n'y avait-il vraiment que cela à étudier sur cette période ?

Il n'est ainsi pas question de *La commissaire* d'Alexandre Askoldov (1967-1968), le seul long-métrage de l'époque qui, basé sur un récit de Vassili Grossman, évoque explicitement la Shoah et l'associe aux espoirs soulevés – ou pas – par la révolution. Il n'est pas question non plus du *Destin d'un homme*, alors que Sergueï Bondartchouk y souligne, en 1957, la spécificité du sort réservé aux juifs par les nazis et ose notamment un plan prolongé sur la fumée sortant de la cheminée d'un camp. Il est dommage, aussi, de n'avoir pas réfléchi à *L'erreur d'un résident* (1968), dans lequel l'un des personnages regarde, semble-t-il, *Au nom des vivants*. Le réalisateur Véniamine Dorman ne cherchait-il qu'à confirmer l'équation « collaborateurs des services secrets occidentaux = nazis », ou voulait-il aussi glisser quelque chose de plus personnel ? L'un des personnages, certes furtif, de *Tema* (1979) de Gleb Panfilov évoque un juif se préparant à émigrer. Plus généralement, si les juifs semblent peu présents dans les films de la Stagnation, cette quasi-absence ne devait-elle pas être analysée, en prêtant attention à l'implicite, au sous-entendu et à la langue d'Ésope ?

Par ailleurs, puisque N. Laurent consacre un article entier à Mikhaïl Romm, personnalité certes marquante, d'autres réalisateurs, voire « travailleurs du cinéma », ne méritaient-ils pas aussi d'être plus longuement étudiés, à commencer par Sergueï Eisenstein et Leonid Trauberg ? Le grand acteur Solomon Mikhoëls n'est qu'effleuré, le scénariste Alexeï Kapler oublié. Des chercheurs se sont déjà penchés sur certaines de ces questions, et il est surprenant qu'ils n'aient pas été associés à ce travail : ils l'auraient, sans aucun doute, considérablement enrichi. Citons Gabrielle Chomentowski dont une partie des travaux porte spécifiquement sur le cinéma juif soviétique, Boris

Czerny, spécialiste de la culture juive russe, Martine Godet qui vient de publier un livre fondamental sur la censure dans le cinéma soviétique², Kristian Feigelson, Jasmine Jacq, Ada Ackerman, entre autres. Disons qu'il manque un autre colloque et un deuxième tome à ce *Kinojudaica*.

CÉCILE VAISSIÉ

1 - Natacha LAURENT, *L'œil du Kremlin. Cinéma et censure en URSS sous Staline, 1928-1953*, Toulouse, Privat, 2000.

2 - Martine GODET, *La pellicule et les ciseaux. La censure dans le cinéma soviétique, du Dégel à la perestroïka*, Paris, CNRS Éditions, 2010.

Kristin Roth-Ey

Moscow Prime Time: How the Soviet Union Built the Media Empire that Lost the Cold War

Ithaca, Cornell University Press, 2011, IX-315 p.

En mars 1971, dans son discours au XXIV^e congrès du parti communiste, Léonid Brejnev avait affirmé que « le socialisme a fait des Soviétiques des artisans de leur culture » (cité p. 3). Reprenant ce dogme officiel, Kristin Roth-Ey étudie le développement d'une « culture soviétique de masse ». Forcée par les hommes et les femmes de la génération de Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire de 1953 à 1964, et d'Ekaterina Fourtseva, ministre de la Culture entre 1960 et 1974, héritée des années 1930 et construite par opposition à la culture de masse occidentale, cette culture de masse apparaît comme une création originale, forgée non seulement par le Parti-État, mais aussi et sans doute surtout par « la base », soit l'ensemble des institutions et des hommes des « échelons inférieurs ». Incapable de rivaliser avec l'Occident, cette culture rencontre cependant un succès en URSS, avant de connaître, en raison de ses contradictions, « un échec riche en succès » (p. 1).

Le travail de K. Roth-Ey, loin d'être pionnier¹, se situe au confluent de l'histoire sociale et de l'histoire des médias, dans un territoire historiographique relativement nouveau qu'on pourrait appeler « la guerre froide vue d'en

bas ». K. Roth-Ey appartient à une génération de chercheurs qui a cherché à exploiter l'accès aux archives soviétiques pour tenter de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la fabrication et la réception de la culture publique². Elle se focalise sur les médias audiovisuels – le cinéma, la télévision et la radio –, dont l'impact, affirme-t-elle, fut crucial pour la constitution d'une culture de masse proprement soviétique. K. Roth-Ey étudie ces vecteurs culturels dans leur globalité, s'efforçant de mettre en évidence l'ampleur « impériale » de la politique culturelle soviétique à son apogée dans les années 1950-1970 (« l'ère du *prime time* »). L'effort de recherche documentaire est remarquable : l'auteur s'est non seulement plongée dans les archives de Moscou, mais aussi dans celles de Kiev et de Budapest, sans oublier l'indispensable dimension orale avec un important corpus d'entretiens.

Dans les premiers chapitres, K. Roth-Ey décrit avec force détails le fonctionnement de l'industrie du cinéma après la guerre et la consommation des films – soviétiques et étrangers –, apportant des compléments utiles à un domaine par ailleurs relativement bien connu³. On découvre que le cinéma soviétique post-stalinien, bénéficiant pourtant d'atouts importants et d'un contexte favorable, ne peut accéder au statut de premier cinéma du monde, ce dont il ne cesse de se targuer, et se trouve perpétuellement relégué au rang de cinéma périphérique. À l'inverse, le succès du film *made in USSR* est bien réel, et si les spectateurs soviétiques préfèrent, dans leur masse, les films de divertissement « pur », ce n'est pas nécessairement en raison d'une quelconque « infiltration du cinéma bourgeois » (refrain permanent des idéologues du parti et du Komsomol), mais parce qu'ils disposent à la fois d'une tradition riche et d'une culture cinématographique nouvelle dans laquelle ils peuvent puiser.

Les chapitres sur la fabrique et l'impact de la télévision et de la radio soviétiques, domaines moins connus, montrent aussi, à leur manière, comment la culture de masse s'est progressivement éloignée du primat idéologique pour se focaliser sur le divertissement. Les contradictions entre impératifs idéologiques, logique de compétition avec l'Occident et

logique commerciale – la popularité d'une émission, ça compte, même en URSS – finissent par se résoudre le plus souvent aux dépens des premiers. La guerre froide, comprise au sens de course avec l'Occident, fait que l'on mesure ses succès, comme en Occident, par le nombre de postes radio et de télévision. L'infiltration de l'Occident par le biais de la radio, affirme K. Roth-Ey, doit autant, sinon moins, à la capacité de pénétration de l'ennemi de guerre froide qu'à la capacité des institutions soviétiques à « s'auto-subvertir » : ainsi, c'est pour paraître « civilisé » et « rattraper l'Occident » que les postes radio à ondes courtes, pourtant capables de capter les stations occidentales brouillées par le KGB, furent produits, et ce, dans des quantités astronomiques (p. 138-139).

L'ouvrage de K. Roth-Ey, ambitieux et très riche, peut donner au final une impression d'inachevé. Ainsi, le livre se clôt sur un épilogue (étrangement, l'ouvrage ne comporte pas de conclusion) centré autour du film *Moscou ne croit pas aux larmes* (1979), dont le succès illustre, pour l'auteur, la réussite de « l'empire médiatique » soviétique : faut-il comprendre par là qu'après 1980, la culture de masse soviétique n'évolue plus et que la guerre froide est déjà perdue ? Qu'en est-il alors du cinéma de la perestroïka gorbatchévienne, dont le fossé d'avec *Moscou ne croit pas aux larmes* est au moins aussi grand que celui qui sépare ce film aux accents de mélo hollywoodien des productions les plus sclérosées de l'ère stalinienne ?

Cette absence de conclusion témoigne de la difficulté à parler d'un « succès » pour la culture de masse soviétique. S'il ne fait pas de doute que cette dernière a bel et bien existé, fruit d'une « modernisation conservatrice » pour reprendre l'expression d'Anatoli Vichnevski⁴, rien ne prouve que son succès (relatif : des instruments de mesure plus précis manquent pour une véritable sociologie des publics dans les années 1950-1970) n'ait été dû essentiellement qu'à un contexte de quasi-autarcie et de climat économique en dégradation constante – la société soviétique glane tout ce qui peut lui parler d'un Ailleurs (fantastique ou pseudo-réel), y compris sous la forme de succédanés, d'où le succès d'un film comme *L'homme-amphibie* (1962). Encore une fois, quelques éléments tirés de la période gorbatchévienne,

mais aussi de la période postsoviétique, auraient pu permettre d'affiner l'hypothèse de départ; sans parler du fait que la préférence affichée pour le cinéma « escapiste » n'a rien d'une nouveauté issue de l'après-guerre et qu'elle peut être vue comme un retour aux goûts des années 1920⁵.

Ces remarques n'enlèvent rien au mérite de K. Roth-Ey qui nous rapproche du quotidien des Soviétiques à l'époque de Khrouchtchev et de Brejnev, fait de privations, mais aussi de moments de bonheur et de joie. L'auteur a également le mérite de faire œuvre d'empiriste et de ne pas se fonder sur des théories à la mode, dont les historiens américains de la société soviétique ont encore tendance à abuser.

ANDREÏ KOZOVÏ

1 - Richard STITES, *Russian Popular Culture: Entertainment and Society Since 1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992; Andreï KOZOVÏ, *Par-delà le mur. La culture de guerre froide soviétique entre deux détetes*, Paris, Éd. Complexe, 2009.

2 - Sur cette notion, voir Jeffrey BROOKS, *Thank you, Comrade Stalin! Soviet Public Culture from Revolution to Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

3 - Voir, par exemple, Josephine WOLL, *Real Images: Soviet Cinema and the Thaw*, New York, I. B. Tauris, 2000.

4 - Anatoli VICHNEVSKI, *La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*, Paris, Gallimard, 2000.

5 - Denise J. YOUNGBLOOD, *Movies for the Masses: Popular Cinema and Soviet Society in the 1920s*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

Cécile Vaissié

Les ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS, 1944-1986
Paris, Belin, 2008, 515 p.

Après s'être intéressée aux dissidents russes¹, Cécile Vaissié a consacré son nouvel ouvrage à ceux qui appartenaient aux deux camps en Union soviétique, sans qu'il y ait une démarcation claire : ils étaient hommes de pouvoir

et militants littéraires, ils fonctionnaient « à l'intersection des champs politique et littéraire » (p. 17). En décrivant ces relations entre littérature et politique en URSS dans la période de 1944 à 1986, l'auteur combine deux perspectives, historique et institutionnelle d'un côté et biographique de l'autre. Elle présente la vie et l'activité de onze écrivains qui occupaient les positions les plus importantes dans trois associations d'écrivains (l'Union des écrivains soviétiques ou CCCP, l'Union des écrivains de Russie et l'Organisation des écrivains de Moscou). Le monde du pouvoir en URSS, y compris celui des écrivains, est un monde masculin, ce que confirme la photographie représentant l'ouverture du VII^e congrès des écrivains soviétiques (le 30 juin 1981).

La formule de Staline de 1932 selon laquelle les écrivains doivent devenir les « ingénieurs de l'âme humaine » illustre bien l'objectif de l'ouvrage qui est de montrer comment la littérature ou plutôt les écrivains peuvent fonctionner au service d'un pouvoir politique totalitaire. C'est la CCCP qui est devenue l'incarnation la plus visible de ce fonctionnement et en même temps l'outil entre les mains du pouvoir. En URSS, il fallait être membre de ce syndicat pour « être considéré comme un authentique auteur » (p. 34). C. Vaissié montre que l'existence de la CCCP était fondée sur une contradiction : elle devait veiller à ce que la création littéraire décrive exactement la réalité et à ce que les écrivains soient proches des travailleurs, or la littérature, soumise aux injonctions idéologiques, s'éloignait de plus en plus de la réalité et les écrivains membres de l'union formaient progressivement une caste de privilégiés.

C. Vaissié remarque que l'existence de la CCCP était « une trahison des traditions littéraires de Dostoïevski, Tolstoï et Tchékhouv », qui avait été fondée sur le postulat de « défendre les opprimés contre les puissants », tandis que la règle de fonctionnement de la littérature des écrivains soviétiques était de toujours soutenir le pouvoir, incarné par le parti communiste, quitte à « transformer un camp stalinien en joyeux chantier » (p. 111). Ainsi, les dirigeants de la CCCP ne peuvent pas être considérés comme des intellectuels, « puisque ce concept sous-entend un libre choix des opinions expri-

mées », ni comme les héritiers de l'intelligentsia russe qui « devaient éclairer le peuple et critiquer le pouvoir » (p. 38). L'auteure montre que les trois missions principales exercées par la CCCP entre 1934 et 1991 consistaient à « sélectionner, orienter et contrôler les gens de lettres pour que ceux-ci se conforment aux buts et fonctions attribués à la littérature par le Parti » (p. 33). Ainsi, cette organisation, au lieu de défendre les écrivains, s'occupait essentiellement de l'oppression de ceux qui osaient être écrivains authentiques.

Les règles de fonctionnement de la littérature en URSS, établies dans les années 1920 et 1930, sont restées, en principe, inchangées jusqu'à l'époque de Mikhaïl Gorbatchev et de la perestroïka. Le livre montre donc plutôt la continuité (1934-1986) que la rupture ou des changements visibles dans la période post-stalinienne. Les congrès des écrivains soviétiques successifs ont été le signe visible de cette continuité. Chaque congrès, organisé « dans le Grand Palais du Kremlin, en présence des dirigeants de l'État et du Parti » (p. 439), donnait lieu aux déclarations de « fidélité inconditionnelle des écrivains au Parti » (p. 225). Lors du V^e congrès en 1971, Nikolai Tikhonov a exprimé cette attitude très clairement : « Les travailleurs de la littérature et de l'art soviétiques sont éduqués par le Parti communiste. [...] Leur destin créatif est inséparable des intérêts de la Patrie socialiste. »

Pendant plus de cinquante ans, à partir du premier congrès en 1934 jusqu'au VIII^e congrès en 1986, les règles de nomination aux postes de direction au sein de la CCCP sont restées inchangées. À la tête de l'Union des écrivains, il y a toujours eu un candidat désigné par le parti communiste. Plus exactement, la décision appartenait à quatre niveaux hiérarchiques du parti : le numéro un de l'Union soviétique, le Bureau politique du Comité central, la section du Comité central chargée de l'agitation (l'AgitProp) et les comités locaux du parti. En outre, après 1956, le rôle croissant revenait au KGB qui infiltrait le milieu des écrivains et décidait de son destin.

L'auteure fait clairement ressortir un principe immuable : la qualité de la création littéraire est inversement proportionnelle à la place occupée dans la hiérarchie littéraire officielle.

C. Vaissié montre qu'en URSS, parmi « les conditions de la réussite littéraire », il n'y avait « ni le talent ni la productivité » (p. 229). Cette réussite était garantie par une création idéologiquement correcte, conforme à la ligne du parti et totalement soumise aux décisions du pouvoir communiste, ce qui signifiait la privation consciente de la liberté de l'acte créatif et de l'activité sociale. Il n'est donc pas étonnant que C. Vaissié souligne à plusieurs reprises qu'au regard de la valeur littéraire de l'activité des ingénieurs des âmes en chef, « il ne reste plus grand-chose de leurs livres » (p. 20). Alexei Sourkov (« hyène douceâtre » et « le porte-parole du Comité central et du KGB », p. 213), Léonid Soboliev (« un sale type », p. 208) ou Guéorgui Markov (un des « principaux chantres du culte de Brejnev », p. 384) sont les symboles les plus visibles de « la suprématie de la médiocrité » qui « ne sera ébranlée, en URSS, que dans les années 1987-1988 » (p. 69). Il en est de même pour le succès d'un auteur qui, pour ses « pseudo-livres », a reçu le prix Lénine de la littérature et s'appelait... Léonid Brejnev.

Afin de fonctionner correctement, le principe de « la suprématie de la médiocrité » devait s'accompagner de son pendant : la stigmatisation de tous ceux qui s'opposaient à la soumission de la littérature aux objectifs idéologiques et au pouvoir politique. Cette exclusion pouvait se faire par l'extermination physique (dans les années 1937-1939, seize membres de la présidence du premier congrès de l'Union des écrivains sur 37 sont morts par suite des purges et un tiers des 571 délégués ont été victimes de la répression, les ordres d'arrestation ayant été signés à l'époque par Alexandre Fadéïev), par l'expulsion de la CCCP accompagnée parfois de l'exil (par exemple, Alexandre Soljenitsyne en 1969 et après 1974), par la prison (Joseph Brodski en 1964 ou Andreï Siniavski et Iouri Daniel en 1965 ; pendant le XXIII^e Congrès du parti en mars 1966 Mikhaïl Choukhov a dit que les deux écrivains, en tant que traîtres, méritaient d'être fusillés), par la persécution et la pression psychologique (par exemple Boris Pasternak qui, sous menace d'être expulsé d'URSS, a renoncé au prix Nobel en 1958 et est décédé dix-huit mois plus tard) et, au mieux, par

l'interdiction de publier qui frappait de très nombreux écrivains. La stigmatisation était souvent dirigée contre les ingénieurs des âmes en chef mais alors ils se soumettaient à la procédure dite *prorabotka* qui consistait à faire une confession publique de ses péchés selon le mécanisme « Péché – Confession – Expiation – Rédemption » (p. 57).

Cependant, le livre de C. Vaissié ne dessine pas un tableau en noir et blanc avec, d'un côté, les ingénieurs des âmes en chef, les apparatchiks littéraires soumis sans équivoque au pouvoir communiste et, de l'autre, les dissidents contestant ce pouvoir. L'auteur montre qu'il y a une lutte entre les nationalistes et les libéraux au sein du premier camp, les libéraux pouvant s'allier provisoirement aux dissidents (par exemple Alexandre Tvardovski qui « condamnait Pasternak et deux ans plus tard, en tant que rédacteur en chef de *Novy Mir*, publiait le premier récit de Soljenitsyne », p. 242). Les nationalistes sont ceux qui « proclament un attachement sans limites aux règles de la culture soviétique. Ils sont hostiles aux juifs, à l'Occident et à l'art pour l'art, et ils produisent des œuvres dont la principale, voire la seule, qualité est 'd'être de Parti' » (p. 124). Les libéraux, qualifiés par les nationalistes comme antipatriotiques, cosmopolites, « défenseurs d'une esthétique bourgeoise », seraient ceux « qui ne sont pas antisémites, [qui] restent attachés à la qualité de la littérature et sont plus ouverts à l'Occident » (p. 124). Staline et ses successeurs à la tête de l'URSS soutenaient les nationalistes, tout en invoquant en même temps l'idée internationaliste du marxisme-léninisme conçue par deux juifs. C'est une contradiction de plus du système soviétique identifiée par l'auteur.

Une question très importante que C. Vaissié se pose tout au long du livre est celle des attitudes prises par les ingénieurs des âmes en chef. Les motivations idéologiques et littéraires ne sont que très rares, ce qui explique la facilité des changements collectifs et des attitudes après la perestroïka. Les motivations premières sont de nature matérielle. Les dirigeants de l'Union des écrivains constituent une caste de privilégiés qui profitent d'un niveau de vie plusieurs fois supérieur non seulement à celui d'un citoyen moyen de l'URSS mais aussi à celui des écrivains occidentaux.

Les ingénieurs des âmes en chef « habitent les mêmes immeubles, partent en vacances dans les mêmes maisons de création, se font soigner dans les mêmes hôpitaux, fréquentent les mêmes restaurants, font couper leurs vêtements par les mêmes tailleurs » (p. 101). Ils gagnent très souvent des fortunes. Par exemple, dans les années 1946-1949, Alexandre Fadéïev a touché pour *La jeune garde* 740 000 roubles, l'équivalent de quarante salaires annuels d'une femme de ménage. Une autre raison est la peur, qui paralyse non seulement les écrivains de l'URSS mais, de manière générale, les écrivains de tous les pays communistes après la Seconde Guerre mondiale. Enfin, il faut évoquer l'opportunité d'une promotion sociale. En effet, un nombre important des ingénieurs des âmes en chef provenait de milieux paysans très pauvres (par exemple, Alexeï Sourkov, Guéorgui Markov, Stépan Chtchitchev).

En conclusion, il faut souligner que ce livre très intéressant puise dans de vastes matériaux d'archives : il s'agit surtout des archives d'État, dont la plupart ne sont accessibles aux chercheurs que depuis peu de temps, des périodiques, mais aussi des archives personnelles (journaux intimes, mémoires). Grâce à ces documents C. Vaissié montre également les contradictions qui existent dans les attitudes des ingénieurs des âmes en chef (les cas de Fadéïev ou Fédine), entre leurs propos officiels et les écritures personnelles. C'est encore une raison pour laquelle tous ceux qui s'intéressent aux relations entre la littérature et la politique au XX^e siècle devraient lire ce livre.

PAWEL RODAK

1 - Cécile VAISSIÉ, « Pour votre liberté et pour la nôtre ». *Le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999.

Lucia Dragomir

L'Union des écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain

Paris, Belin, 2007, 375 p. et VIII p. de pl.

Dans les États communistes européens, les écrivains furent au centre de l'attention des politiques culturelles. Il s'agissait de les enca-

drer et de les surveiller afin qu'ils répondent aux impératifs de leurs nouvelles fonctions d'« ingénieurs des âmes », selon le mot de Staline. Dans ce but fut créée une institution littéraire monopolistique, l'Union des écrivains, en URSS dès 1932, puis dans les pays du « bloc soviétique », entre autres mesures d'homogénéisation et de contrôle des divers secteurs de la société.

Tel est l'angle institutionnel adopté par Lucia Dragomir dans son étude des rapports entre la littérature roumaine et le pouvoir communiste. Grâce à cette approche relevant de la sociologie de la vie littéraire, en grande partie inspirée par les travaux de Pierre Bourdieu et de Gisèle Sapiro, elle cherche à évaluer le degré d'autonomie du champ littéraire par rapport aux impératifs idéologiques imposés par le régime communiste et, en contrepartie, son degré de participation ou de résistance aux objectifs posés par ce régime. L'enquête aboutit à une analyse enrichissante, entremêlant trajectoires individuelles et histoire collective littéraire.

L'auteur examine donc les conditions particulières de la création littéraire en régime communiste à travers le prisme de l'Union des écrivains. Cette institution, mise en place dans les démocraties populaires sur le modèle soviétique, y monopolisait l'espace littéraire. La littérature devint une arme idéologique conçue pour remplir des fonctions d'éducation et de propagande. Les écrivains, s'ils n'étaient pas réduits au silence, furent mis au pas, contraints d'adopter les règles esthétiques du réalisme socialiste (écrire « par et pour le peuple ») et de se regrouper au sein d'une sociabilité dont les membres les plus hauts étaient, le plus souvent, des hommes du parti. L'Union des écrivains, à la bureaucratie rigide et au calendrier complexe, mit en place un système de bénéfices et de mécénat implicite qui procurait des avantages matériels, sinon artistiques, à ses membres. Toutefois, à la faveur des périodes de dégel connues par tel ou tel pays communiste, les unions purent développer une relative autonomie – sans cesse menacée par les reprises de contrôle du parti sur la société. Lorsque certaines unions se constituèrent en lieux de contestation ouverte du régime (Budapest en 1956, le Prin-

temps de Prague ou la Pologne de Solidarność), elles furent dissoutes pour laisser la place à de nouvelles unions plus conformes aux exigences du pouvoir.

L. Dragomir rejette la polarisation souvent produite par les historiographies centre-européennes qui, depuis la chute du communisme, cèdent à une certaine tentation moralisatrice et nationaliste, fondée sur la diabolisation du communisme. Les écrivains dont elle retrace le parcours n'étaient pas confinés au seul dilemme entre résistance héroïque et victimisante ou collaboration traître et infâme. Consciente du caractère lacunaire et non systématique de ce genre d'exercice, elle brosse des portraits nuancés d'au moins trois générations d'écrivains affiliés à l'Union des écrivains roumains (UER). Sa mise en parallèle de Paul Goma et Alexandru Ivasiuc, de même que les portraits d'écrivains ambivalents, à l'instar d'Adrian Păunescu qui put collaborer avec le régime avant de lui résister, sont à cet égard très pertinents.

Pour ce faire, l'auteur s'appuie sur les archives de l'UER, les mémoires, journaux intimes, correspondances, ou encore les entretiens qu'elle a conduits avec certains de ces écrivains. Elle produit ainsi, dans un cadre chronologique souple mettant en avant les attitudes concurrentes du milieu littéraire, une analyse des contraintes et des stratégies diverses auxquelles le pouvoir eut recours pour embrigader les écrivains. L'enquête ne néglige pas les phénomènes de discordes générationnelles et de concurrences artistiques et économiques. De même, elle prend en compte les choix et les évolutions des genres et des thèmes littéraires – ainsi, la confrontation entre P. Goma et A. Ivasiuc passe aussi par le choix du premier d'une « littérature de déposition », de témoignage, tandis que son confrère, qui coopéra avec le régime, opta pour des romans psychologiques qui ouvrent sur une « mythologie du pouvoir ». On souhaiterait connaître davantage la qualité littéraire de ces textes, ou leur réception en dehors du cercle des critiques littéraires qui font partie intégrante du système de l'Union. Mais c'est une critique que l'auteur anticipe en partie en conclusion, en évoquant à terme la nécessité d'une telle étude.

L'UER est prise comme cas-témoin de ce système d'unions-sœurs. L. Dragomir rend ainsi compte de trois étapes dans l'histoire de cette institution : une subordination initiale totale aux impératifs politiques, puis une relative conquête d'autonomie avant que l'immobilisme engendré par les luttes internes à l'UER ne condamne le système à la paralysie en 1985. Toutefois, l'enquête conclut à la capacité d'autonomisation du champ littéraire même en période de surpolitisation et de forte hétéronomie.

Cette étude est en partie tributaire des recherches de Katherine Verdery, auteur d'un ouvrage sur le nationalisme dans la vie culturelle roumaine sous le communisme¹. Dans son sillage, L. Dragomir consacre en effet un chapitre à l'analyse du national-communisme culturel (notamment un débat autour du protochronisme). Mais elle apporte une méthodologie novatrice, à la fois institutionnelle et sociologique, qui lance des ponts vers les autres unions-sœurs et prête attention aux écarts de chronologie d'un pays à l'autre.

Le seul véritable regret à la fin de cette lecture riche et solide tient à la promesse non tenue du titre. Après une introduction ancrée dans une perspective transnationale, opérant un va-et-vient stimulant entre les unions des écrivains des divers États de l'ancien bloc communiste, on ne peut qu'être convaincu par L. Dragomir des liens de coopération institutionnelle et artistique (traductions, rencontres, tourisme intellectuel, solidarités, coopérations ou tensions) entre les unions-sœurs et donc, plus encore, de l'intérêt d'une perspective transnationale. Or la suite de l'ouvrage se concentre sur le cas roumain, bien que les introductions de chacune des trois parties présentent une synthèse de la situation dans l'ensemble du « bloc soviétique ». Ces synthèses prennent appui sur des avancées historiographiques relatives aux attitudes des écrivains et des artistes sous le communisme, étudiées en général à l'échelle nationale.

Mais comme toute synthèse, le tableau ne donne à voir que les grandes lignes : résistances, répressions, samizdats, oscillation entre dégel et regel, etc. Dans le cas de la vie littéraire hongroise par exemple, l'auteur s'appuie sur les travaux d'Anthony Krause, mais ne se

réfère pas à ceux plus complets de l'historienne Éva Standaesky. Par ailleurs, au niveau de l'UER, les analyses liées aux conditions de créations des écrivains des minorités sont limitées ; on aurait aimé en savoir plus sur les genres pratiqués et les thématiques choisies, leurs liens avec les écrivains d'expression roumaine et le rapport que le pouvoir entretenait avec eux.

Certes, l'auteur justifie partiellement cette restriction par les difficultés inhérentes à l'appréhension de ses diverses sources : des archives lacunaires et faussées, des témoignages d'écrivains en mal de réhabilitation, etc. Et il est certain qu'un tel travail implique des compétences linguistiques très étendues. Mais on peut se demander dans quelle mesure le cas roumain génère un modèle pour les autres unions, et si les différences d'une union à l'autre ne sont pas quelque peu aplanies par les synthèses.

On ne peut que souhaiter à l'avenir des travaux prenant appui sur les avancées de L. Dragomir, afin que se constitue une véritable histoire de ces unions, non seulement par la juxtaposition des cas, mais aussi par l'étude plus poussée des transferts culturels et des liens institutionnels évoqués par l'auteur.

CLARA ROYER

1 - Katherine VERDERY, *National Ideology Under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, Berkeley, University of California Press, 1991.

Ioana Popa

Traduire sous contraintes.

Littérature et communisme, 1947-1989

Paris, CNRS Éditions, 2010, 589 p.

L'ouvrage de Ioana Popa s'impose comme une contribution importante à l'histoire de la politisation de la culture par le communisme. Son projet était de contribuer à une sociologie de la circulation des biens culturels entre quatre démocraties populaires (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie) et la France, en prenant à bras-le-corps la question de la traduction littéraire (au sens large, incluant les témoignages) par l'analyse des ouvrages, des

institutions et des médiateurs, sans négliger de prendre en compte la dimension textuelle et la matérialité des écrits, encore si importante en cette seconde moitié du XX^e siècle. Le temps du samizdat étant passé, il est certain que la publication de cette thèse aurait mérité une édition plus soignée, allégeant les répétitions et les facilités de plume et proposant un index qui aurait fait de cette recherche considérable et précise un véritable instrument de travail. Il reste que ce pari ambitieux est largement gagné.

Disciple de Pierre Bourdieu, l'auteur a mené une enquête dont les modalités sont détaillées en annexe, constituant une base de données exhaustive de 1 092 ouvrages traduits en français, ventilés par langues puis entre deux grands circuits de traduction, « autorisé » ou « non autorisé ». I. Popa a mené plus de quatre-vingt-dix entretiens avec des éditeurs ou des traducteurs et mobilise également des fonds d'archives intelligemment sollicités, même s'ils restent peu nombreux. Le propos reste en effet centré sur une sociologie des « acteurs de l'intermédiation » dans l'espace français, qu'ils soient français de souche, exilés en France ou demeurés dans leur patrie. L'étude des itinéraires et des réseaux ouvre alors sur une histoire des transferts culturels et de la modification conjointe des espaces source et destinataire de ces mouvements d'hommes et d'œuvres. Il s'agit de comprendre les choix et l'imbrication des enjeux politiques, littéraires et personnels, de préciser les trajectoires (connues par les entretiens ou les textes autobiographiques), en les situant par rapport aux institutions liées à la traduction : maisons d'édition et revues, organismes d'aide aux exilés ou de lutte anticommuniste, parti communiste. Les politiques étatiques de censure, de propagande ou de professionnalisation de la culture demeurent quant à elles au second plan, et on le comprend aisément étant donné l'ampleur d'une enquête portant sur les relations de quatre pays avec la France. On aurait en revanche souhaité que la place faite à l'Union soviétique dans l'étude soit plus cohérente. Le pays des Soviets imposant son modèle institutionnel de contrôle de la culture et contraignant les pays satellites à « exporter un produit d'importation » (p. 111), à savoir

le réalisme socialiste, avant de voir sa tutelle remise en cause, apparaît comme un acteur de contexte. Mais I. Popa hésite à prendre en compte la traduction du russe. Elle écarte d'un côté ce massif énorme, ancré dans l'espace culturel français depuis le XVIII^e siècle, comme n'étant pas « comparable » aux littératures est-européennes, mais y consacre par ailleurs de longs passages dont la logique n'est pas évidente. Les traductions de Boris Pasternak font ainsi l'objet d'un chapitre entier justifié par l'importance matricielle du premier manuscrit passé clandestinement d'Est en Ouest pour y être publié en édition « originale », tandis que le cas Alexandre Soljenitsyne est présenté allusivement et que la littérature soviétique officielle, présente au début de l'ouvrage *via* le rôle de Louis Aragon, disparaît progressivement de l'analyse.

L'ouvrage déroule sa démonstration en trois grandes parties chronologiques (1947-1955, 1956-1967 et 1968-1989), scandées par les crises politiques qui, comme l'auteur le souligne, sont autant de moments critiques, synchronisant les chronologies nationales tout en étant à l'origine de reconfigurations géographiques. L'année 1956 profite en toute logique aux traductions du hongrois vers le français, l'année 1968 aux ouvrages tchèques et slovaques. La première période est marquée sans surprise par la bipolarisation des discours et des pratiques de guerre froide, l'offensive du réalisme socialiste, l'appropriation sélective du patrimoine littéraire antérieur par les nouveaux régimes, la délégitimation partisane des traductions non autorisées, rabattues vers une littérature de témoignage anticommuniste. Les traducteurs s'ajustent parfois douloureusement à la contrainte, comme le hongrois Ladislav Gara, installé en France où il reste jusqu'en 1956 correspondant de la radio officielle, tandis que des structures transnationales comme le Congrès pour la liberté de la culture contribuent à l'implantation difficile de structures de traduction en exil. La trajectoire de Czesław Miłosz apparaît comme une tentative plus atypique pour légitimer un auteur critique, mais « de gauche », et ouvrir une possibilité critique élargie du monde communiste, tentative dont l'échec contribue au départ de Miłosz pour les États-Unis.

La crise hongroise ouvre une deuxième période d'« ouverture contrôlée ». La porosité croissante de la frontière entre ce qui est autorisé ou interdit n'est pas complètement remise en cause par les reglets des années 1960, du moins en Hongrie et en Pologne, tandis que la diplomatie culturelle occidentale opte pour le désenclavement, usant par exemple de l'envoi massif de livres vers l'Est. Du côté français, la recomposition des réseaux de traducteurs et de revues, à la faveur du désengagement partisan d'une partie des intellectuels et de la demande croissante d'une information politique passant par la littérature, donne lieu à des études de cas précises. Enfin, l'auteur montre que l'affaire Pasternak ouvre la voie à de nouvelles stratégies éditoriales et de nouvelles pratiques d'échanges.

Plus brève, la dernière partie propose une analyse fine du développement du circuit « non autorisé » lié à la victoire politique de l'antitotalitarisme et à l'effritement de la tutelle soviétique dans les années 1970. L'imbrication des espaces littéraires nationaux et exilés de l'Europe socialiste s'accompagne d'un bouleversement de la chaîne des pratiques éditoriales : multiplication des versions selon les langues, préparation et transmission du manuscrit, forme du livre, financement et contrats, diffusion officielle ou clandestine. Dans les années 1980, Milan Kundera, devenant écrivain « français », incarne alors la prise de conscience de la nécessité d'échapper au classement comme « dissident », anticipant la fin sans véritable postérité de ce moment européen où la traduction littéraire joua un rôle essentiel dans la vie politique.

SOPHIE CŒURÉ

Nikolay Koposov

Pamiat' strogogo rejima.

Istoria i politika Rossii

Moscou, NLO, 2011, 315 p.

Nikolay Koposov est un historien russe connu pour ses travaux en épistémologie de l'histoire¹. Dans ce nouvel ouvrage, il se penche sur les rapports entre histoire et politique en Russie, notamment sur le récent projet de loi

mémorielle et la polémique qu'il a suscitée². Proposé en mai 2009 par des députés du parti au pouvoir, *Russie unie*, le projet voulait condamner toute réhabilitation du nazisme et toute dénonciation des agissements des pays membres de la coalition anti-hitlérienne. Dans un contexte de guerre des mémoires avec les États baltes et l'Ukraine, le but était d'éviter que la Russie soit accusée d'être coresponsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, puis d'avoir imposé son joug à l'Europe de l'Est. La création d'un tribunal civil en charge de la politique mémorielle et la modification du Code pénal pour punir les fautifs ont été suggérées. Tous les pays ayant appartenu à l'Union soviétique au 22 juin 1941, date de l'invasion par l'Allemagne nazie, devaient alors être concernés. Si ce premier document, assez peu réaliste, a été abandonné, il a été suivi d'un second dont l'initiative revenait cette fois au président Dmitri Medvedev. Une nouvelle mouture a été préparée par la commission instituée en mai 2010 « pour mettre un terme aux tentatives de falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie » (p. 232). Elle n'a toutefois pas été votée à ce jour.

Par le biais du projet de loi mémorielle, l'ambition de l'ouvrage est d'observer les usages publics du passé en Russie. Écrit d'une plume alerte, il est traversé par la crainte que l'histoire ne soit mise au service du politique ou, pour le dire autrement, que la réalité du passé ne soit déformée, et animé par la volonté de bousculer, comme souvent chez cet auteur qui n'aime rien moins que ferrailer. Cela le conduit d'ailleurs à des raccourcis un peu rapides. Pour prendre un seul exemple, il utilise le terme de « propagande » aussi bien à propos de l'Union soviétique qu'au sujet du gouvernement actuel sans vraiment distinguer entre les périodes, créant un effet de continuité qui mériterait pourtant d'être explicité. On n'en a pas moins là un livre important qui s'appuie sur des sources nombreuses et variées : presse, projets de loi, manuels scolaires ou encore enquêtes d'opinion, dont celles qu'il a réalisées avec Dina Khapaeva en 1990 puis en 2007.

Le premier chapitre présente les grands paradigmes de l'historiographie occidentale,

avant d'évoquer la montée de la « mémoire historique » dans les sociétés contemporaines. Il insiste sur le rôle central de la Shoah dans la constitution d'une « politique de la mémoire » et la mise en place de lois mémorielles, en France notamment, mais pas seulement. En Europe de l'Est, le problème de la mémoire du nazisme, et des complicités locales, se double de celui du communisme. Dans les États baltes, en Pologne et en Ukraine, des instituts de la mémoire et des musées du totalitarisme ont été fondés. Des projets de loi mémorielle ont également été élaborés pour criminaliser la négation des crimes communistes, comme en Ukraine où la famine de 1932-1933 a officiellement été reconnue comme un génocide. Aucun d'entre eux n'a pour l'heure été entériné.

Le deuxième chapitre se penche sur la conception et la trame de l'histoire en Union soviétique jusqu'à Léonid Brejnev. Elles n'ont finalement que peu évolué au cours du temps, même si la déstalinisation a provisoirement conduit à un effacement de la figure de Staline et du « mythe » de la Seconde Guerre mondiale (ou Grande Guerre patriotique en russe). La politique historique puise alors à deux sources : dans le passé, avec un intérêt renouvelé pour la révolution et la guerre civile, et dans les bouleversements technico-scientifiques en cours, grâce aux succès rencontrés dans le domaine spatial. Sous Brejnev, la Seconde Guerre mondiale est de nouveau placée au premier plan et Staline, partiellement réhabilité pour son rôle majeur dans la victoire soviétique. Le milieu des historiens se révélait traversé de tensions, plusieurs d'entre eux aspirant à une autonomisation de la profession et à un renouvellement des méthodes.

Lors de la perestroïka, comme le précise le chapitre 3, nombreux ont été ceux à abandonner le marxisme pour une approche civilisationnelle inspirée d'Arnold Toynbee et de Fernand Braudel. Mais ce tournant n'a souvent été qu'une manière de recycler les anciens modèles d'analyse. Il n'a de toute façon eu guère d'impact sur la population qui, en 1990, restait imprégnée des théories marxistes de l'histoire et des stéréotypes de l'histoire soviétique. L'ère de Boris Eltsine est marquée par des contradictions : si les archives ont été

ouvertes et l'enseignement de l'histoire a été réformé, nulle réflexion n'a véritablement été engagée sur le passé soviétique de la Russie.

Le chapitre 4 fait voir comment Vladimir Poutine a cherché à valoriser le passé soviétique, avec toutes les difficultés que ce dessein a pu occasionner. Le passé est conçu comme un facteur positif d'identité, le décrire autrement est perçu comme du dénigrement. Les manuels scolaires d'histoire doivent transmettre aux écoliers un sentiment de fierté. Celui rédigé par Alexandre Filippov sur la commande de l'administration présidentielle a suscité une vive polémique, parce qu'il présentait la période stalinienne sous l'angle très étroit, et donc fallacieux, des succès et de la modernisation du pays. La présentation véhiculée de la Grande Guerre patriotique, celle d'un épisode de communion entre l'État et le peuple, est un précipité de la conception de l'histoire soviétique telle que le gouvernement l'utilise à des fins de légitimation.

Les historiens russes, comme le montre le chapitre 5, ont alors beaucoup de difficultés à faire entendre leur voix. Après la chute de l'Union soviétique, la profession a acquis son indépendance, les relations se sont renforcées avec les collègues et les laboratoires étrangers, de nouvelles institutions ont été créées et les recherches se sont développées autour de méthodes qui se sont renouvelées. L'histoire occupe elle-même une place majeure dans l'enseignement, dans le secondaire comme dans le supérieur. La population considérait d'ailleurs en 2007 que c'était d'abord là qu'elle apprenait ce qu'elle savait sur le passé (en 1990, elle évoquait en premier lieu la littérature). Pourtant, écrit N. Kopusov, elle continue toujours de croire aux « mythes » liés à l'Union soviétique, à la guerre et à la figure de Staline. C'est dans ce contexte que le projet de loi mémorielle a été promu.

Le dernier chapitre s'attache à en détailler le contenu et les réactions qu'elles ont pu susciter en Russie comme à l'étranger. Si les protestations ont été nombreuses, en particulier de la part des historiens dont le travail était menacé, une majorité de la population en soutenait le principe.

Finalement, pourquoi le passé est-il si important pour le gouvernement russe ? Pour

au moins deux raisons : justifier la conception d'un État fort et susciter l'adhésion de la population. C'est tout l'intérêt de l'ouvrage de N. Koposov de nous éclairer tant sur les ressorts de la politique historique que sur l'enjeu politique majeur qu'elle représente.

GRÉGORY DUFAUD

1 - Nikolay KOPOSOV, *De l'imagination historique*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2009.

2 - Nikolay KOPOSOV, « Le débat russe sur les lois mémorielles », *Le Débat*, 158-1, 2010, p. 50-59.

Antoine Marès (dir.)

Culture et politique étrangère des démocraties populaires

Paris, Institut d'études slaves, 2007, 240 p.

Alors que les écrans de cinéma diffusaient la bouleversante *Vie des autres* de Florian Henckel von Donnersmarck, qui traite du contrôle absolu mis en place par l'État-parti de RDA sur la vie culturelle, entre autres, paraissait un ouvrage qui renouvelle notre connaissance des sociétés des démocraties populaires, de l'Allemagne de l'Est à la Bulgarie entre 1945 et les années 1980. Cette œuvre collective, qui se présente comme autant de pistes de recherche, tire sa particularité de la prise en compte des relations Est-Ouest et surtout des champs de force au sein du supposé « bloc » soviétique, au-delà du modèle clientéliste connu entre Moscou et ses satellites. Quelle est la marge de manœuvre des démocraties populaires par rapport au Centre ?

Pour explorer ce thème, les contributeurs ont élaboré un objet d'étude en poupée russe : dans le cadre de la politique étrangère, le domaine culturel a été privilégié comme étant le plus susceptible de laisser s'exprimer une couleur nationale – et donc peut-être une autonomie –, tandis qu'au sein de cette politique culturelle extérieure, les analyses sont consacrées bien souvent aux relations avec la France, pour des raisons historiques – l'héritage de son influence dans la zone – et politiques – la volonté soviétique de flatter le désir d'indépendance français par rapport à ses alliés occidentaux. Cette démarche démontre que la

sphère culturelle vaut pour la France comme « alternative à une politique de grande puissance » (p. 11), Paris envoyant ses livres à la place de ses drapeaux.

Les auteurs mettent en relief le rôle et le fonctionnement des institutions aussi bien officielles, et ce ne sont pas les moins opaques – la Commission pour les relations culturelles avec l'étranger de RDA, le Comité hongrois de l'information et de la culture ou encore le département international du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque –, qu'officieuses ou parallèles – l'Office polonais d'information en France, la direction « Héritage culturel » du Comité bulgare de la culture ou, plus largement, les relations entre partis communistes. Ces informations particulièrement utiles pour toute étude rigoureuse sur les démocraties populaires se basent sur le dépouillement des archives nationales ouvertes à partir de 1989, pour certaines de façon malheureusement parcellaire, voire épisodique. La difficulté à suivre le cheminement des décisions s'en trouve accrue, mais un espace commun de recherches ne s'en élabore pas moins entre historiens des différentes parties de l'Europe.

Le plan divisé par pays met l'accent sur l'hétérogénéité des situations analysées, permettant une approche comparative de la diversité des rythmes de soviétisation ou de déstalinisation, mais aussi de la périodicité du double mouvement de fermeture/ouverture par lequel passent toutes ces politiques culturelles. Deux études générales (la Roumanie de Gheorghe Gheorghiu-Dej à Nicolae Ceaușescu par Irina Gridan, la Hongrie de 1945 à 1990 par Gusztáv Kecskés) se proposent de suivre l'évolution des politiques étrangères au regard d'éventuels points de divergence avec Moscou, tandis que les autres contributions se focalisent sur le domaine culturel. Un certain nombre de concepts communs émergent ainsi, parmi lesquels la dissymétrie des échanges entre la France et les démocraties populaires. Celle-ci est particulièrement soulignée dans le cas de la Pologne (Maria Pasztor), où l'ouverture opérée par Władysław Gomułka met en relief la plus grande modestie de l'offre polonaise au regard des opportunités culturelles et scientifiques françaises. Pour l'ensemble des satellites, ce

pan de la politique extérieure sert à la fois les buts classiques assignés par Moscou d'effritement de la solidarité atlantique et des intérêts nationaux plus ou moins prononcés. La Tchécoslovaquie d'Antonín Novotný (Antoine Marès) peut ainsi chercher à consolider les bases du régime par l'entretien de relations déjà anciennes avec Paris, mais aussi satisfaire ses propres intérêts économiques grâce à sa présence dans le tiers-monde (Petr Zídek) : la prééminence de sa présence diplomatique et commerciale en Afrique subsaharienne offre à Prague une relative autonomie lui permettant de maintenir une politique commerciale avantageuse avec ses partenaires africains jusque dans les années 1960.

À la même période, la Hongrie de János Kádár travaille aussi à cette forme de propagande que permettent les relations culturelles extérieures, soignant une image suffisamment séduisante pour faire accepter sa version des événements de 1956 et donc le gouvernement qui s'ensuit (Anikó Macher). On retrouve dans ce contexte une double ambiguïté présente chez tous les gouvernements étudiés : dans la politique magyare qui observe de près les directives soviétiques mais nourrit un attrait bien réel pour la culture occidentale, dans la politique soviétique qui entend aussi profiter de cette tradition des relations entre Budapest et l'Occident. C'est ainsi que l'on observe la relative souplesse de l'offensive culturelle de la Hongrie vers l'Autriche, ou sa réappropriation d'une spécificité culturelle à la fin des années 1950. En RDA, en revanche, la communication par la culture cherche d'abord à gagner la guerre idéologique avec le camp impérialiste (Pierre Jardin). Le souci de voir s'amalgamer culture est-allemande et concept de paix autorise cependant des intérêts plus spécifiquement nationaux, comme la défense de son image d'héritière de la culture allemande classique, et donc son désir de reconnaissance face à l'Ouest. L'expression « patrie de Brecht », utilisée par Maurice Schumann pour désigner l'Allemagne de l'Est (Christian Wenkel), est symptomatique de cette volonté partagée par la France de décontextualiser les relations culturelles après août 1961, lesquelles s'intensifient sous l'effet des changements diplomatiques induits par le quai d'Orsay et l'*Ostpolitik*.

Le rôle des appareils s'apprécie aussi dans le cas des *seventies* bulgares (Svetla Moussakova), où l'effervescence culturelle et le contexte d'ouverture internationale se traduisent par un renouvellement des structures. Or, à Sofia, l'ambivalence de la sphère culturelle s'apprécie d'abord sur la scène domestique dans les relations entretenues entre les intellectuels et le pouvoir, qu'il s'agisse de la cour organisée autour d'Andreï Jdanov sur le schéma classique du chantage au favoritisme ou, plus tard, du groupe de Ludmila Jitkova, « lobby » subversif à l'occasion.

On ne peut donc que souligner les apports nombreux d'un ouvrage qui constitue aussi un précieux instrument de travail, grâce à son appareil scientifique. Les riches bibliographies, l'index onomastique et les synthèses sur certains ateliers de recherches permettent une approche déjà fine de la question. Il reste à espérer que les archives russes permettent un jour d'évaluer l'influence des démocraties populaires sur la prise de décision à Moscou : dès lors, l'autonomie ne serait plus appréciée uniquement dans les décisions appliquées nationalement, mais plus en amont, au moment de l'élaboration des consignes en Union soviétique.

ISABELLE DAVION

Emmanuel Droit

Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA, 1949-1989

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 354 p.

Cet ouvrage, version remaniée d'une thèse, adresse une question centrale pour tenter de comprendre le fonctionnement de la RDA de sa naissance à sa fin : le rôle du système scolaire, et plus largement des acteurs éducatifs, dans la construction d'un « homme nouveau », l'individu socialiste, à partir de l'exemple de Berlin-Est. L'auteur s'appuie sur une panoplie impressionnante d'archives : des plus officielles (celles du Comité central du SED et de la Freie Deutsche Jugend) et nationales (dont notamment celles du Bundesarchiv et celles de la Behörde des Bundesbeauftragten für die

Stasi-Unterlagen) mais aussi régionales et locales (Landesarchiv Berlin, Bibliothèque de recherche sur l'histoire de l'éducation), en passant par une série de musées (musée d'Histoire locale, musée de l'École, tous deux à Berlin), des archives privées (archives de la Junge Gemeinde, archives des écoles des arrondissements berlinois) jusqu'aux archives visuelles et orales – les archives « de terrain » –, dont trente entretiens conduits avec d'anciens enseignants et leurs élèves. Cette richesse des sources participe de la finesse de l'analyse. Essayant systématiquement de croiser sources officielles du parti et sources locales et orales, l'auteur tente d'échapper à une vision SED-centrée de l'ancienne RDA, afin de restituer la diversité des voix du système éducatif.

À la suite de nombreux historiens du quotidien allemands qui travaillent sur la RDA, tels que Lutz Niethammer, Thomas Lindenberger ou Dorothee Wierling, l'auteur s'inscrit dans la critique désormais classique d'une vision totalitariste de la RDA, qui compare le système avec le national-socialisme en insistant sur une « dictature totale », opposée à la « démocratie ». Les nouvelles générations d'historiens ont intégré et mettent en pratique la critique du totalitarisme par l'*Alltagsgeschichte*, qui, à partir des années 1970, a mis en doute l'homogénéité des sociétés dites « totalitaires » et a permis de reconstituer, par le moyen de recherches locales, les acteurs de l'histoire au niveau micro¹. Ainsi Emmanuel Droit tente-t-il de déterminer comment s'est déroulée l'institutionnalisation d'une école socialiste avec des enseignants qui « ont beaucoup de mal à accepter d'être 'les hussards du socialisme', c'est-à-dire de se mettre au service d'une entreprise de politisation » (p. 67).

Cette démarche restitue non seulement les objectifs annoncés de l'éducation socialiste sur les élèves mais encore leurs effets sur les enseignants et autres acteurs et institutions liés. Le premier pari semble le plus ambitieux, faute de traces écrites. L'usage abondant des photographies comme sources (et non seulement comme illustrations), les reproductions d'archives bienvenues ainsi qu'un travail minutieux de lecture, entre les lignes, des silences et creux des sources par l'auteur, font tout l'intérêt de l'ouvrage. Il parvient ainsi à

faire le lien entre différentes sphères de socialisation, à lier l'école avec le travail, la famille et l'armée. Car de multiples institutions sont impliquées dans l'éducation socialiste : au-delà du personnel enseignant, hérité de la république de Weimar, dont l'auteur dresse un portrait sociologique et politique, y participent les conseils des parents, dont la domination par le parti ne s'effectue que contre de multiples résistances, l'organisation de jeunesse (FDJ), les entreprises, par un système de parrainage scolaire dont le bilan reste mitigé, la GST (Gesellschaft für Sport und Technik) à partir des années 1960-1970, l'armée et enfin le MFS. Ces institutions imposent avec succès une transformation symbolique de l'espace scolaire, le renforcement des disciplines scientifiques et techniques et une croyance dans la mission de paix de la RDA ; elles arrivent à recruter des officiers pour l'armée et attirer des élèves dès l'adolescence vers les activités militaires par l'intermédiaire de leurs organisations sportives ; parti, école et MFS collaborent étroitement pour recruter des travailleurs inofficiels parmi les adolescents, c'est-à-dire employé-e-s de manière non officielle ou « sous le manteau » par le MFS pour effectuer des tâches de surveillance. Ils échouent, par contre, à instiller aux élèves l'amour pour le « grand frère russe » et la « haine de la RFA ». Par ailleurs, aussi bien enseignants que parents restent profondément sceptiques face à la politisation de l'espace scolaire ; seules les formes que prennent leurs critiques changent – notamment après la construction du Mur qui rend le départ difficile, voire quasi impossible (la RDA a perdu quelque 20 000 enseignants du primaire et secondaire entre 1945 et 1961, représentant probablement au moins 20 % de l'effectif). Les élèves, confrontés au travail à l'usine par le parrainage des écoles par les entreprises, y expérimentent un désenchantement simultanément politique et idéologique : ils découvrent la réalité souvent répétitive du travail en usine et un corps d'ouvriers « peu socialistes ». Enfin, des fuites à l'Ouest, si elles échouent souvent, font de leurs auteur-e-s des « héros » dans la salle de classe dès leur retour. Ainsi, les comportements des élèves sont autant politiques qu'ils prennent une signifi-

cation dans des groupes de pairs ; les enjeux dépassent souvent les institutions de la RDA ou se jouent en dehors d'elles plutôt qu'à leur rencontre. L'ouvrage s'achève par une description des facteurs endogènes de l'effondrement du système scolaire est-allemand et l'expérience de la réunification par les élèves : les récits, en 1990, de la première visite à Berlin-Ouest d'enfants de dix ans (musée de l'École), sont ici particulièrement précieux.

E. Droit consacre de nombreuses pages à l'une des ambitions principales de l'« école socialiste » : augmenter le pourcentage d'ouvriers au lycée et dans l'éducation supérieure. Il tente ainsi, avec de rares sources locales, de déconstruire la catégorie statistique de l'« ouvrier ». On convient certes avec l'auteur du caractère décevant du résultat, au regard des prétentions du parti². Il n'en demeure pas moins que la RDA des années 1950 et 1960 scolarise bien davantage d'enfants d'ouvriers que ses voisins de l'Ouest, et notamment que la RFA. Quant à l'abandon bien connu de cette politique à partir des années 1970, la conclusion de l'auteur mérite qu'on s'y attarde un peu. À travers une analyse des *Eingaben* – requêtes – locales des années 1961-1963, E. Droit souligne un fait surprenant : les ouvriers et employés sont à eux seuls à l'origine de 59 % des requêtes envers l'administration, 22 % seulement provenant de personnes diplômées. On aurait aimé en savoir davantage sur cette initiative populaire, après tout surprenante, car elle témoigne d'un recours à l'État de catégories de population par ailleurs peu enclines à ce genre de participation politique. E. Droit insiste sur le fait que ces requêtes sont pour la majorité des demandes de sortie précoce du système scolaire des enfants suite à l'élévation de la scolarité obligatoire à seize ans. Il évoque rapidement le débat sociologique autour de la question de la relation des classes populaires à l'éducation scolaire en convoquant Raymond Boudon au détriment explicitement mentionné d'un Pierre Bourdieu. Ainsi, la question de l'autocensure reste absente. De même, l'auteur aborde peu les questions de genre : les possibilités réelles d'ascension sociale des filles par l'école dans la RDA des années 1950-1960 restent dans l'ombre.

Le partage chronologique du livre en deux parties (1949-1959 et 1959-1989) s'impose sans doute au regard des différences entre les deux périodes mais génère d'inévitables répétitions. La période d'institutionnalisation du système éducatif autorise encore des revendications alternatives, notamment au sein d'institutions concurrentes telles que le conseil des parents et, plus largement, la famille ; la période d'une « école socialiste stabilisée » voit les sources se rigidifier, le langage devenir plus creux et l'analyse des voix diverses de « l'éducation socialiste » plus hardie. À la lecture notamment de la deuxième partie, les conclusions de l'auteur sur la vivacité de la résistance opposée au système (par la culture rock et la bande dessinée, par l'engagement chrétien, par le rejet de l'Union soviétique et l'adhésion aux valeurs, notamment culturelles, de la RFA et plus largement de l'Amérique) sont intéressantes mais mériteraient plus d'investigations. L'auteur questionne à juste titre les rapports officiels et leurs « applaudissements de tonnerre », de même qu'il retrace admirablement les multiples formes d'opposition, notamment de la part des élèves, à l'enseignement officiel du « socialisme réel ». Néanmoins, ne surévalue-t-il pas la résistance ? La nature inquisitoire de ces documents administratifs (du MFS et de ses organisations de jeunesse ou de sport) aboutit à ce qu'ils mentionnent en priorité ce qui est politiquement répréhensible aux yeux du parti. Si on ne peut qu'être d'accord avec l'auteur qui s'inscrit contre l'approche totalitaire en mettant légitimement en doute l'efficacité du système combiné d'éducation et de répression et en insistant sur les multiples appropriations et *Eigen-Sinnigkeiten*, notamment des adolescents, on peut tout de même s'interroger sur l'existence (ou non ?) d'une majorité silencieuse, qui, parce qu'elle est absente des archives, n'apparaît pas non plus dans le livre.

L'auteur insiste, avec raison, sur l'importance, face à une police de la langue ou à des « valeurs (sincèrement ?) partagées » (dont la paix, p. 135), d'un « faire semblant » (p. 130). Pour aller plus loin, il faudrait aborder plus en amont la question de l'adhésion au régime au-delà de la « minorité engagée ». L'adhésion de

90 % des élèves à la FDJ n'est certes pas synonyme de croyance et d'engagement actif dans le « socialisme réel » ; l'auteur décrit admirablement le désespoir des institutionnels de la jeunesse et du parti, qui constatent eux-mêmes quotidiennement les limites (voire l'échec) de leur propre politique d'éducation. Mais la question, difficile, des réappropriations positives, des *Eigen-Sinnigkeiten* qui iraient dans le sens du régime et non à son encontre, notamment durant la période de rigidification politique des années 1960-1970, n'est pas traitée. Occupée à contrer – utilement – l'historiographie totalitariste, la démonstration de l'auteur tend à occulter du même coup les raisons, multiples et complexes, du maintien du régime est-allemand quarante années durant.

Mais ces critiques ne sauront enlever l'apport majeur de l'ouvrage qui est de décortiquer, à partir d'exemples concrets, les difficultés de la domination politique des agents du parti, de la FDJ, du MFS ou de l'armée, souvent désespérés ou tout au moins décontenancés devant l'inventivité de leurs « sujets » qui posent des questions et débats inconvenants, qui continuent à aimer le rock capitaliste et les bandes dessinées nocives (tandis qu'ils proposent de leur côté un Mickey socialiste réel), la « littérature de bas étages », etc. « Il ne faut pas voir les élèves comme des acteurs qui subissent le jeu. L'intégration des modalités de domination donne à certains adolescents une liberté avec laquelle ils peuvent jouer jusqu'à un certain point [...] tout en faisant amende honorable lors d'une réunion de la FDJ » (p. 305).

ALEXANDRA OESER

1 - Un exemple récent parmi d'autres pour le national-socialisme : Andrew Stuart BERGERSON, *Ordinary Germans in Extraordinary Times: The Nazi Revolution in Hildesheim*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

2 - Conclusion qui rejoint d'autres études, notamment Dorothee WIERLING, *Geboren im Jahr Eins: Der Jahrgang 1949, Versuch einer Kollektivbiographie*, Berlin, Links Verlag, 2002 ; Heike SOLGA, *Auf dem Weg in eine klassenlose Gesellschaft? Klassenlagen und Mobilität zwischen Generationen in der DDR*, Berlin, Akademie Verlag, 1995.

Ronan Hervouet

Datchas blues. Existences ordinaires et dictature en Biélorussie

Paris, Belin, [2007] 2009, 205 p.

L'ouvrage de Ronan Hervouet est salutaire. Bien peu de recherches nous parviennent de Biélorussie, ce pays si proche de nos frontières européennes et si éloigné de nos modes de vie. Voilà un manque qui est comblé et de fort belle manière. En effet, comme le suggère le sous-titre, nous oscillons entre la connaissance très fine du pays « réel » et celle, plus dramatique, du pays « légal ». Mais R. Hervouet ne se limite pas à une approche descriptive. De subtiles références théoriques contextualisent et apportent le recul critique nécessaire à l'appréhension du phénomène de la datcha. Les « quatre ares », pour reprendre une expression usuelle en Biélorussie, constituent une marque de fabrique des régimes socialistes. Les lopins, tant en ville qu'à la campagne, constituaient pour de nombreux observateurs occidentaux du monde socialiste le lieu de la résistance, la manifestation inéluctable de l'esprit individualiste et entrepreneurial cher à notre mode de vie. Cette opinion est questionnée. Le livre nous met en garde dès les premières pages. La datcha n'a rien de commun avec la résidence secondaire des campagnes ouest-européennes. Elle n'est pas non plus le lieu du « repli » ou du « retour » paysan. Nous sommes dans une expérience d'accommodement ou d'arrangement avec un système dictatorial. Max Weber est mobilisé pour rendre compte de cette relation complexe entre les pouvoirs forts et les populations. En effet, pour exercer une réelle domination, la dictature se doit d'obtenir un consentement, fût-il infime, du dominé et la datcha remplit en partie cette fonction. Grâce à un véritable travail d'ethnologue, R. Hervouet nous restitue toute la profondeur des réalités sociales de la ville et de la campagne. Il faut souligner le courage de l'auteur qui a séjourné plusieurs années en Biélorussie, se déjouant des tracasseries bureaucratiques et policières et tissant des liens forts avec des habitants devenus pour certains des amis.

Au-delà de la curiosité suscitée par la réalité de ce pays si particulier, le livre capte notre

attention grâce à un style alerte. Les citations, les témoignages et les analyses théoriques, sans oublier les notes, très précises, sont harmonieusement distribués et judicieusement mobilisés. Le travail d'écriture ne distord pas la somme considérable d'enquêtes, d'entretiens et d'observations recueillies. À la différence de beaucoup d'ethnologues travaillant sur des terrains difficiles, qui cèdent à la tentation de se raconter pour raconter les autres, l'auteur nous restitue toute la richesse des « existences ordinaires ». Pour cela, le propos est servi par un plan très bien construit. Au fil des pages, nous enrons progressivement, presque sans nous en apercevoir, dans l'intimité de ces familles des datchas. Les trois premiers chapitres offrent les clés de compréhension de leur succès, et même de leur nécessité sociale. Les conditions de la vie matérielle en Biélorussie se découvrent au lecteur. Nous ressentons l'omniprésence du pouvoir et sa terrible faculté à harceler l'individu dans les magasins, les usines, les bureaux, les logements. L'expression qui rend le mieux compte de ce processus est « la dépossession du temps » des populations citadines. Toutes les tracasseries de la bureaucratie biélorusse épuisent, démoralisent, favorisent le renoncement. Et les combats livrés par les habitants sont plus des combats envers eux-mêmes que contre le régime autoritaire. Il s'agit de se sauver, au double sens du terme, c'est-à-dire de partir et de vivre. Dans les chapitres 4 à 7, l'auteur analyse les dimensions plus subjectives des existences ordinaires. Nous abordons ainsi les échanges informels, le « chez-soi », l'*ethos* familial, les styles de vie. Le poids écrasant de la bureaucratie, confisquant les vies quotidiennes, s'estompe peu à peu. La conclusion pose très justement la question du bonheur. R. Hervouet dresse en ces termes les contours de l'investissement des populations dans le phénomène de la datcha : « un lieu où l'on tente d'être heureux », une « volonté de bonheur qui s'imisce dans les replis de l'institution » (p. 147-148). L'ouvrage se termine par cette interrogation : ce processus de construction du « bonheur » pourrait être interprété comme un « instrument de domestication de la population » par le pouvoir, une sorte d'opium du peuple, pour reprendre l'expression de Karl Marx. L'auteur nuance cette thèse.

Certes la datcha et le potager « réduisent le champ des possibles » (p. 151) en termes de contestation, mais, au regard des fortes contraintes de la vie sociale, ils représentent des moments de joie et de paix retrouvés.

Datcha blues apporte des éléments de réflexion importants sur les transformations contemporaines en Europe. Tout d'abord, il nous rappelle la valeur heuristique des lopins comme outil d'analyse des relations entre villes et campagnes. Bien loin de faire du rural un simple îlot de résistance à l'extension urbaine, le livre nous montre la rupture fondamentale entre un monde urbain où le pouvoir totalitaire s'exerce dans tous les recoins de la vie sociale et un monde où un certain isolement est possible, même si l'épilogue, très énigmatique, nous rappelle que le danger vient aussi parfois d'événements échappant à la dictature (en l'occurrence, la radioactivité). Dès lors, la vie quotidienne se structure entre deux pôles contradictoires et complémentaires qui assurent à l'individu une certaine forme d'équilibre. Malgré un contexte politique radicalement différent, nous ne sommes cependant pas très éloignés des préoccupations actuelles de nombre d'urbains occidentaux cherchant à « refaire campagne ». La multiplication des jardins partagés, le succès des paniers bio, les réintroductions d'activités agricoles (apicultures ou cultures sur « terrasses »), joints à la constitution de réseaux et d'échanges informels, traduisent cette volonté de reconstruire un quotidien urbain jugé trop trépidant. L'ouvrage nous dote d'un outillage méthodologique pour analyser ces phénomènes émergents.

L'autre élément autorisant une montée en généralisation du travail anthropologique effectué par R. Hervouet concerne le statut social de l'agriculture européenne. À l'Est, et dans une moindre mesure à l'Ouest, les agronomes constatent le maintien, voire le développement, de petites exploitations agricoles de subsistance ou de semi-subsistance. En 2007, 81 % des exploitations agricoles des vingt-sept pays de l'Union européenne produisent moins de huit UDE (unités de dimension européenne), soit un équivalent de douze hectares de blé, pour une superficie moyenne de trois hectares et demi (source : Eurostat-Newcronos, 2009). Non seulement ces données

déjouent tous les pronostics sur « la disparition des paysans », mais elles invitent à l'analyse qualitative des modes de pensée et de vie des populations rurales pratiquant la petite agriculture. Là encore, l'ouvrage de R. Hervouet s'avère d'un excellent secours, grâce aux concepts qu'il propose. À condition toutefois de prolonger cette enquête sur les datchas par une approche des lopins et des micro-exploitations tenues par les ruraux. C'est donc une invitation à poursuivre le voyage en terre campagnarde que nous suggérons à l'auteur de l'ouvrage.

MICHEL STREITH

Rose-Marie Lagrave (dir.)

Fragments du communisme en Europe centrale

Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, 281 p.

De ce volume collectif, il serait possible d'offrir deux lectures. La première soulignerait l'ambition d'écrire une « histoire ouverte de sociétés fermées », pour reprendre la belle formule de Rose-Marie Lagrave (p. 13). Elle mettrait en exergue l'éventail des parcours géographiques (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Moldavie) et temporels (de l'installation des pouvoirs communistes à leur effondrement) à travers lesquels se dessinent des expériences vécues d'ordre politique ayant pu revêtir l'évidence du quotidien, y compris en des conjonctures de violence d'État. « Sociohistoire du socialisme réel » (p. 14), l'ouvrage vient enrichir une historiographie d'ores et déjà dense, dans le sillage des travaux de Sandrine Kott, Jay Rowell, Jean-Paul Depretto et Michel Christian, entre autres. Au fil des six contributions, l'écriture historique s'y révèle sensible à la variété des contextes nationaux, à l'impératif d'une périodisation fine et aux dynamiques de co-existence, parfois de co-production, du contrôle et de vies qui ne se subsumèrent pas en lui.

Si le fil suivi est celui des « vies minuscules » (R.-M. Lagrave), alors seront volontiers mis en parenté l'ouvrage des agents de la police secrète tchécoslovaque et celui de femmes roumaines investissant les espaces institutionnels que le parti communiste leur a ouverts. La

qualification et le traitement policiers des questions économiques dans la Tchécoslovaquie des années 1960, substantiellement étudiés par Duane Huguenin, éclairent assurément les définitions contradictoires du métier portées par les responsables du contre-espionnage économique, les secteurs du ministère de l'Intérieur et les élites dirigeantes du parti. En suivant le développement de la contrebande à la frontière avec l'Autriche et l'Allemagne de l'Ouest, l'enquête va cependant plus loin, donnant à voir, en creux, l'avènement d'une société de consommation. Plus encore, elle met en lumière les recouvrements partiels entre frontières sociales, frontières inter-étatiques et frontières Est-Ouest: Vienne et Berlin-Ouest, plaques tournantes des trafics transfrontaliers de biens, y revêtent les traits d'une proximité presque familière, dans le temps même où leur appartenance au monde capitaliste les éloigne, les exile en altérité. Au-delà du seul périmètre de la police secrète, la recherche sert la reconstitution de quotidiens construits à l'interface entre des injonctions bureaucratiques et des normes négociées à la faveur de mobilités qui se coulent – sans s'y réduire – dans des partages Est-Ouest refaçonnés à mesure des circulations matérielles, humaines et idéelles. Une voie est ainsi tracée qui, en scrutant des cas singuliers, œuvre conjointement à l'explicitation de leur spécificité et à son dépassement.

Un même désir d'analyser conjointement le pouvoir et sa négociation sous-tend l'exploration par Ioana Cîrstocea d'un riche corpus de dossiers personnels, d'autobiographies et de récits de vie de militantes du Parti communiste roumain. En restituant trajectoires d'engagement et expériences du militantisme à l'échelon de la ville de Braşov, en Transylvanie, elle offre une analyse sensible de l'« excellence communiste au féminin » (p. 165). Des politiques du genre en Roumanie, l'on a en mémoire l'édifiante interdiction de l'avortement sous le socialisme tardif, qu'ont fait connaître les travaux de Gail Kligman entre autres. L'auteur déplace ici la focale vers les années 1945-1958, une période associée à une promotion (contrôlée) des femmes dans la vie publique. Elle y démontre que la reconduction au sein des élites socialistes d'imaginaires

sociaux du genre *ante* communistes – qui s’est accompagnée d’une division sexuée du travail assignant aux militantes des tâches jugées adaptées à leur sexe – n’a nullement été exclusive d’un investissement, par les intéressées, de parcours institutionnels associés à des mobilités professionnelle et sociale. Ce faisant, elle met également en lumière l’ampleur des mutations sociales intervenues au lendemain de la guerre et la part que l’occupation de postes de responsabilité au sein du parti a pu y prendre. Autorisons toutefois un bref regret, que l’auteur soit peu disserte sur cette « vision traditionnelle du genre » *ante bellum* et qu’elle esquisse, sans le poursuivre, un parallèle entre l’institutionnalisation de la représentation politique des femmes dans la France et la Roumanie d’après-guerre.

Sa recherche nous transporte cependant vers une interrogation centrale dans l’historiographie des communismes est-européens, à savoir le type d’alliage entre césures et continuités dont fut composée la nouveauté du communisme. Comment aller au-delà d’un inventaire des différences et des similitudes ? Faut-il penser en termes de coexistence plus que d’alternatives, rechercher des effets de composition inédits ? Le lecteur désireux d’observer l’arrimage de l’époque soviétique à l’avant comme à l’après-communisme chemînera à travers les contributions d’Audrey Kichelewski, de Petru Negură et de Małgorzata Mazurek. Abordant un sujet dont l’historiographie a notamment été renouvelée par les travaux (vivement débattus) de Jan Gross, A. Kichelewski souhaite expliquer « comment d’anciens antisémitismes s’intègrent dans de nouveaux discours et pratiques » et « examiner leurs fonctions sociales et politiques » dans la Pologne des années 1945-1968 (p. 75). L’auteur décline les scansions d’une « question juive » qui a tour à tour revêtu les oripeaux de la lutte contre le cosmopolitisme, de l’antisionisme ou de la traque de l’ennemi intérieur. Elle nous dit son instrumentalisation dans les concurrences internes au parti. Remarquable est la description des alternances entre moments de « visibilisation » et d’« invisibilisation » de populations juives dont le nombre s’effrite sous l’effet de migrations souvent encouragées par les autorités. Peut-on, pour autant, suivre

l’auteur lorsqu’elle distingue des moments où le parti épouserait les attentes d’une société ayant l’antisémitisme en code culturel partagé et ceux où il s’en dissocierait, au risque de sur-homogénéiser « société » et « Parti » ? Nul ne songerait à contester l’historicité de l’antisémitisme, mais l’enjeu réside précisément dans l’élucidation de sa reproduction à une époque dont les coordonnées institutionnelles et sociales sont bouleversées. Sans conteste, le présent communiste se construit dans la réactualisation de segments du passé. Mais comment en saisir la singularité ?

Une réponse à ces dilemmes peut être trouvée en conférant au temps une épaisseur spatiale. Tel est l’un des apports de la contribution de P. Negură sur une Union des écrivains moldaves (UEM) au sein de laquelle conflits de lettres, d’idéologie, de générations et d’identités se croisent volontiers dans les années 1945-1964. Dans cette république élargie en 1944 à la Bessarabie anciennement roumaine, les affaires de livres parlent de langues et de la lente intégration à l’espace soviétique. Sous la plume de l’auteur, l’UEM se transforme en synecdoque d’une Moldavie divisée. L’on se réjouit de voir comment un objet localisé dans l’espace et le temps se mue en kaléidoscope de faits sociaux ordonnés par la rigueur d’une argumentation qui multiplie les jeux d’échelle entre le local, le national et l’international. Le processus de « moldavisation » est contemporain de la bifurcation d’un temps de guerre à un temps de paix, où se redessine sous l’effet des changements d’ordre géopolitique la cartographie des amitiés et des inimitiés. Ce faisant, l’auteur amorce un chantier essentiel au dépassement des cloisonnements nationaux dans l’histoire des communismes, celui des solidarités parfois réticentes entre des « pays frères » aux projets stato-nationaux rivaux.

La saisie de ce qui fait lien et rupture simultanément peut aussi surgir au détour de la réflexivité sociologique ou comme fruit d’une méthode d’enquête originale. En interrogeant ce que son étude sur la file d’attente communiste entendue comme « observatoire de la stratification sociale » (p. 198) dans la Pologne des années 1980 doit aux files d’attente post-communistes qu’elle observe

par sa fenêtre, M. Mazurek dénaturalise ce qui fut longtemps présenté comme un attribut des économies de pénurie et impose une mise en flottement des perceptions. Surtout, la quête des « translations obliques » (R.-M. Lagrave) prend chez elle le visage d'êtres qu'elle suit au-delà de la césure de 1989. Sa recherche bénéficie d'un matériau que lui envieraient maints historiens : une enquête sociologique sur les styles de vie de 1978-1979 et une contre-enquête ethnographique menée, auprès des mêmes publics, sous forme d'entretiens en 2006. Leur croisement permet de contextualiser à nouveaux frais les réponses au questionnaire d'origine (et, ce faisant, de poser les jalons d'une histoire de la sociologie communiste, au-delà de l'alternative appauvrissante entre disqualification et réhabilitation), de saisir les incidences du post-communisme sur les interprétations de l'avant et d'observer les modalités de transmission et de remémoration du passé. Est également mise en évidence la manière dont les catégories discursives de l'époque communiste (en l'occurrence, la référence à la « débrouillardise ») peuvent conjointement servir à rendre raison d'un présent inédit et à fournir les ressources d'une rupture avec l'avant.

Non moins féconde apparaît toutefois une seconde lecture de l'ouvrage, qui l'envisagerait non comme une succession d'études de cas mais comme l'objet même de l'enquête. Car les contributions rassemblées ici sont dues à des jeunes chercheurs « bénéficiaires directs ou indirects » d'ateliers de formation à la recherche en sciences sociales, créés par l'EHESS après 1990 à l'Est de l'Europe, des ateliers qui furent à la fois le reflet et les vecteurs des mutations dans l'ordre des savoirs. L'on sait les liens intimes qui unirent division Est-Ouest et partition des connaissances. En raison de sa propre biographie, ce volume peut aider à interroger les institutions, les disciplines, les ancrages linguistiques depuis lesquels se pense aujourd'hui un espace autrefois unifié dans le cadre – certains diraient le carcan – des aires culturelles.

Pour se livrer à un tel exercice, il convient toutefois d'en fournir le contexte. Succédant aux débats des années 1990 sur l'épuisement des aires culturelles, puis sur l'inanité d'une

transitologie téléologique, une réflexion s'est ouverte sur la possibilité d'écrire une « histoire post-guerre froide de l'affrontement Est-Ouest » (S. Kott et Justine Faure), sur les conditions de restitution transnationalisée des communismes est-européens et, enfin, sur la nécessaire décolonisation des savoirs consacrés à l'Est (souvenons-nous, à cet égard, des écrits remarquables d'Alexei Yurchak). Est-il vraiment révolu ce temps où un Ouest vainqueur exportait en un même élan modèles politiques et scientifiques, quitte à oublier que nous étions tous orphelins du communisme, comme l'avait si justement noté Patrick Michel ? Peut-on espérer la disparition des hiérarchies symboliques entre des chercheurs « locaux » pourvoyeurs d'empirie ou d'authenticité locale et leurs interprètes extérieurs, seuls auteurs d'une montée en généralité théorique ?

On veut le croire lorsque R.-M. Lagrave évoque cette « génération retrouvée » des années 1990-2000 (p. 14), insérée dans des réseaux de recherche internationaux, rompue à la pratique d'un « regard plus éloigné » (Georges Balandier aurait parlé de « détour ») et incarnant les vertus du va-et-vient entre « ici » et « là-bas ». Telle qu'elle est donnée à voir dans l'ouvrage, cette génération serait celle du refus d'une disciplinarisation rigide : l'histoire sociale qu'elle pratique penche tantôt du côté de la sociologie, tantôt de l'ethnographie, plus rarement de la science politique, sans se satisfaire d'un traitement univoque des dossiers. Les références intellectuelles citées suggèrent en outre l'obsolescence du débat entre écoles révisionniste et totalitaire et l'influence de l'historiographie anglo-saxonne récente. L'appareillage méthodologique combine heureusement archives, écritures autobiographiques et sensibilité ethnographique. Les trajectoires biographiques des auteurs, enfin, laissent deviner des lieux de formation et de réalisation professionnelle qui traversent, quoiqu'à des titres différenciés, la démarcation entre « Est » et « Ouest ». Ces carrières (inégalement) transnationalisées permettront-elles de faire vivre, en traductions et en réceptions multiples, les savoirs sur des mondes dont les contours sont redéfinis jour après jour par des historiens attentifs aux contrastes et aux circulations ?

Une fois le livre refermé, l'on se prend à rêver d'un ouvrage qui, prolongeant les recherches de Ioana Popa sur les transferts littéraires entre Est et Ouest sous le socialisme, entreprendrait le récit des innombrables mobilités (voulues ou subies dans l'exil) à travers lesquelles émergèrent dans les États-Unis des années 1920 des départements d'études est-européennes renforcés à l'heure de la guerre froide, avant d'être radicalement transformés, sinon fermés, après 1989. Peut-être l'un des contributeurs à ce volume s'enhardira-t-il un jour à exhumer cette histoire, sans laquelle une narration transnationalisée des socialismes est-européens reste impossible à écrire.

NADÈGE RAGARU

**Nicolas Bauquet
et François Bocholier (dir.)**

Le communisme et les élites en Europe centrale
Paris, Presses universitaires de France/
Éditions ENS rue d'Ulm, 2006, 374 p.

Composé d'une vingtaine d'articles de formats et de statuts divers, cet ouvrage est une contribution importante à la connaissance des élites dans les sociétés communistes d'Europe centrale et orientale, qui s'inscrit dans le renouveau historiographique porté par l'histoire sociale du communisme. Il affronte courageusement un objet que celle-ci a délaissé au profit d'une histoire politique par trop focalisée soit sur les mécanismes de répression des élites, soit sur la seule question de la nomenclatura.

Le pari de Nicolas Bauquet et François Bocholier est de montrer qu'il est possible d'étudier le fait élitair sans sacrifier au schème totalitaire. Le champ couvert par les contributeurs s'en fait d'ailleurs l'écho. Le titre de l'ouvrage ne reflète pas le périmètre temporel retenu : pour la plupart historiens, les auteurs adoptent une perspective large qui les amène à proposer un récit synthétique de l'histoire des élites depuis le XIX^e siècle. Et les élites étudiées ne sont pas seulement politiques : élites économiques, culturelles, religieuses et autres élites minoritaires (aristocraties marginalisées, minorités juives,

Hongrois de Roumanie) font l'objet de plusieurs chapitres.

C'est le sens du vaste texte de synthèse des deux coordinateurs de l'ouvrage qui introduit le livre. L'étude des élites peut être un analyseur heuristique des systèmes de domination communiste, à condition d'éviter tout exceptionnalisme méthodologique et de dépasser les frontières temporelles entre régimes. C'est paradoxalement par ce retour au passé que l'on peut prendre la mesure de l'ampleur des bouleversements introduits par l'émergence des régimes communistes à l'Est : la destruction des élites aristocratiques et l'extermination des élites juives n'ont pas été compensées par la promotion de bourgeoisies modernisatrices, elles aussi délibérément marginalisées. C'est donc un monde sans élite qui se met en place et qui va devoir produire ses propres catégories dirigeantes, même si certains segments de l'ancienne élite parviendront à survivre et s'adapter.

Organisé autour d'un plan chronologique, cet ouvrage entend décrire, d'une part, la composition de cette nouvelle élite et, d'autre part, les évolutions qui la traversent au cours de la période communiste. La première partie porte essentiellement sur la période stalinienne et insiste sur les processus de marginalisation des anciennes élites (aristocrates hongrois, personnel politique et prélats uniates en Roumanie, intelligentsia polonaise...) et de promotion de nouvelles élites, avec les exemples de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. En Pologne, Dariusz Jarosz montre comment l'installation d'une « politique des cadres » à partir de 1948 a reposé sur la définition de privilèges et la possibilité de promotions rapides. En Tchécoslovaquie, Antoine Marès insiste sur la variabilité de la « politique des cadres », dans le temps, dans son contenu et ses modalités, dans un pays plus acquis au communisme que son voisin. Dans un beau texte sur les trajectoires des élites juives en Hongrie, Victor Karady décrypte les mécanismes par lesquels le communisme a pu représenter, dans les milieux juifs, une idéologie souhaitable, dans un contexte de crise du modèle assimilationniste hongrois.

La deuxième partie analyse certaines des évolutions qui touchent les mécanismes de

sélection des élites dans la période post-stalinienne, en particulier les logiques de reproduction des élites communistes. Outre de montrer le caractère hétérogène de ce phénomène, qui s'appuie par exemple, concernant le noyau dirigeant roumain, sur la promotion de critères ethniques, l'un des grands intérêts de cette partie est de proposer des regards obliques, notamment à travers les changements apportés aux cérémonies d'anniversaire du 1^{er} mai en Tchécoslovaquie (Roman Krakovský) ou les stratégies résidentielles des élites polonaises à Varsovie (Lydia Coudroy de Lille), qui sont d'intéressants analyseurs des dynamiques élitaires dans les pays de l'Est. On peut toutefois regretter l'absence de chapitre examinant la promotion du capital culturel comme critère de reproduction sociale des élites au cours des années 1960 et 1970.

La troisième partie, sur la période post-communiste, est la moins aboutie du livre. Il y est fait peu de cas du champ d'études des élites postcommunistes pourtant foisonnant. Si les articles sont tous très informés et intéressants, un seul chapitre centré uniquement sur la Hongrie propose une synthèse des connaissances sur les transformations élitaires (Ignác Romsics). Et la place donnée à des groupes minoritaires (élites juives, francs-maçons par exemple) aurait gagné à être justifiée. On ne s'explique pas non plus l'absence de travaux de sociologie politique des changements de régime à l'Est, dans un ouvrage qui revendique la pluridisciplinarité.

Si les élites sont, comme l'affirment les directeurs d'ouvrage, des révélateurs du fonctionnement et de l'évolution des « démocraties populaires », l'ouvrage est d'une certaine façon un bon révélateur de la façon dont les sciences sociales se sont (peu) saisies de cet objet fuyant et en partie insaisissable. L'un des intérêts du livre est de montrer la forte plasticité d'une notion dont chaque auteur propose sa propre acception. Sont par exemple considérés comme « élites » des groupes sociaux pourtant marginalisés par les nouveaux pouvoirs communistes, à l'instar des aristocraties. Par contraste, Sandrine Kott s'efforce de construire l'objet « élites » en se demandant comment saisir un phénomène social ignoré par le discours officiel mais bien présent. Elle dessine les contours de ce « groupe caché » en

décrivant la « politique des cadres », élaborant un questionnement précis qu'on aurait aimé voir appliquer à d'autres cas nationaux (p. 169). Prenant le contre-pied des études qui présupposent l'efficacité de la « politique des cadres » et la loyauté politique des élites communistes, elle montre les contradictions d'une telle politique qui bute sur des limites techniques, des pratiques clientélistes et qui s'efforce, par des moyens divers et non coordonnés, de produire des mécanismes de loyauté qui ne vont pas de soi.

L'histoire des élites est aussi une histoire éclatée, pour laquelle une synthèse semble aujourd'hui encore difficile, voire impossible. Le projet de désenclavement revendiqué par les directeurs de l'ouvrage contraste avec l'absence d'études systématiques et comparatives sur cet objet qui reste encore investi – certains articles à tonalité dénonciatrice en portent la trace – de passions politiques. La spécificité de certaines trajectoires nationales y est bien décrite, mais *quid* de l'unité relative des transformations élitaires dans l'ensemble du bloc ? Quelles différences, aussi, avec des trajectoires élitaires dans d'autres contextes autoritaires ? Il n'est pas sûr que cet ouvrage important jouera le rôle de défricheur qu'il aurait pu incarner si la recherche sur les élites s'était développée depuis : si l'on en croit les changements dans l'historiographie du communisme est-européen, il clôt prématurément plus qu'il n'inaugure une recherche qui reste encore à mener. C'est sans aucun doute un des nombreux mérites de cet ouvrage qui ne manque pas de qualités : il nous fait prendre conscience que l'Europe communiste et post-communiste est encore un terrain d'enquête légitime et que notre connaissance des personnels dirigeants dans les démocraties populaires reste bien sommaire.

JÉRÔME HEURTAUX

Nadège Ragaru et Antonela Capelle-Pogăcean (dir.)

Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. La consommation revisitée
Paris, Karthala, 2010, 464 p.

L'ouvrage renouvelle de manière complexe et stimulante l'histoire d'un objet d'étude,

la consommation en régime socialiste, jusqu'alors très marqué par des analyses intellectuellement ancrées dans le cadre conflictuel de la guerre froide. À travers onze contributions regroupées en trois parties, les auteurs abordent avec succès le phénomène de la consommation à l'Est dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle au prisme de questions nouvelles, attentives à la complexité des rapports de pouvoir en régime socialiste et au vécu des populations observées. On apprécie aussi le véritable souci d'équilibre dans la répartition géographique des contributions, dont trois seulement sont consacrées à l'URSS, deux à la RDA et à la Bulgarie, et une à chaque autre pays d'Europe centrale (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie).

Dans une longue introduction extrêmement claire, Nadège Ragaru et Antonela Capelle-Pogăcean, après une mise en perspective pertinente de l'historiographie du sujet, expliquent leur choix d'une définition volontairement large de la consommation : « la consommation renvoie à un état possible, parmi d'autres, d'un bien. Ce sont dès lors ces processus de mise en circulation, d'acquisition et d'usage qui sont placés au cœur de la réflexion et définissent, en retour, les objets qu'ils saisissent » (p. 24). Souhaitant s'extraire de l'alternative stérile qui analyse la consommation comme signe de l'échec des régimes socialistes ou instrument de résistance politique, toutes les contributions soulignent qu'à l'Est, de même que dans le monde occidental, le dysfonctionnement doit être appréhendé comme un élément normal du système et qu'ainsi, en réalité, « il n'y a pas d'exceptionnalité des ordres socialistes dans la présence de tactiques d'invention et de détournement » (p. 21). N. Ragaru et A. Capelle-Pogăcean plaident en faveur d'une analyse empathique de la consommation, qui « gagne à rester sensible aux formes de sociabilité et d'entraide, aux définitions du lien de réciprocité, aux efforts déployés pour se sentir appartenir et se distinguer » (p. 22). Cette approche dépassionnée rétablit la consommation comme une clé de lecture non seulement de la légitimité des régimes socialistes et des modes d'exercice de la domination qui s'y déploient, mais aussi de la modernité de la société de consumma-

tion, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe dans la période du socialisme tardif (à partir des années 1960), qui est celle traitée par la plupart des auteurs. L'attention portée aux temporalités des manières de consommer ou la référence, dans plusieurs chapitres, au concept foucauldien de « micro-pouvoirs » justifient le sous-titre et l'organisation des trois parties de l'ouvrage, dans lesquelles la consommation est un terrain d'analyse du « communisme au quotidien ¹ » autant qu'un objet d'histoire des cultures matérielles.

La première partie insiste sur la nécessité d'un regard interne sur la consommation socialiste. Il s'agit de « prendre au sérieux l'affirmation par les pouvoirs socialistes de leur désir de satisfaire les besoins des citoyens, sans y voir d'entrée une hypocrisie ou un simple slogan » (Liliana Deyanova, p. 61). Analysant « L'impossible consommation socialiste en RDA », Sandrine Kott en appelle à « repartir du projet socialiste tel qu'il a été énoncé dans les vingt premières années du régime » (p. 85). Pour comprendre comment le dysfonctionnement économique est appréhendé dans le référentiel socialiste par les consommateurs, elle replace ceux-ci dans leur triple dimension de citoyens, de travailleurs et de consommateurs. L'entreprise est analysée comme un lieu de consommation important – pourtant méconnu par l'historiographie – dans les années 1950, au cours desquelles la consommation est pensée comme une forme de redistribution par l'État des richesses produites. Dans les années 1960, la publicité devient un « vecteur d'apprentissage et de diffusion du mode de vie socialiste » (p. 90) et l'entreprise passe progressivement au second plan des espaces de consommation. S. Kott insiste sur la complexité de la consommation socialiste, non uniquement monétisée et mobilisant des formes de don qui font partie intégrante selon elle de la « geste socialiste » (p. 93) et mettent en scène le socialisme comme utopie réalisée. Néanmoins, cette forme de consommation alternative peut aussi être vécue comme une consommation forcée et susciter la résistance des populations. Quand les lieux de consommation se multiplient dans les années 1980, les conditions de consommation se dégradent. Quelques villes vitrines (Berlin, Leipzig) ne suffisent alors

plus à cacher l'insatisfaction globale de la population, dont la multiplication des requêtes envoyées au pouvoir révèle pourtant une grande maîtrise des différents registres de consommation à sa disposition.

Le brillant chapitre de Jonathan Zatlin revient sur les bases de la théorie économique marxiste pour démontrer son renversement ironique et involontaire par le régime est-allemand, qui renforce le rapport à l'argent dénoncé par Karl Marx et finit par conduire les citoyens à rejeter le socialisme. L'auteur y démontre comment, au lieu de changer le mode de production et de vente des biens pour supprimer la misère, le régime du Parti socialiste unifié d'Allemagne (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, SED) s'attaque d'abord à l'argent avec, pour conséquence, une sur ou sous-production de biens de consommation et une baisse du pouvoir d'achat du mark est-allemand. Analysant l'incapacité du régime à limiter la croissance du « marché secondaire » qui se généralise dans les années 1980 et la place des femmes dans l'économie, il conclut à l'échec de leur intégration égalitaire et au maintien d'une vision fortement sexuée de l'économie. Les nombreux exemples de consommation, richement analysés dans leurs dimensions économiques, monétaires, politiques et sociales, conduisent aussi J. Zatlin à rappeler la spécificité de la RDA, vitrine d'un modèle de consommation socialiste qui échoue dans sa compétition « sur le même espace national » que la RFA (p. 173).

Le long chapitre de N. Ragaru synthétise la seconde partie et met en abîme les consommations en étudiant le cinéma comme outil de narration et de présentation aux sociétés socialistes de nouveaux modèles de consommation, et la réception par le public de ces

images. Sa sociohistoire des milieux du cinéma bulgare dans les années 1970-1980, à la fois témoins, agents et destinataires du projet de consommation socialiste, illustre parfaitement la réflexion sur la « multipositionnalité » des individus (p. 281), dont la compréhension permet de dépasser la dichotomie entre approche « par le haut » ou « par le bas » des sociétés socialistes. L'auteur analyse les films, les images de consommation qu'ils véhiculent, mais aussi leur réception par le public, l'importance du temps libre dans les stratégies de consommation. Le cinéma, explique enfin N. Ragaru, est à la fois un outil de la gouvernementalité socialiste et une ouverture sur le monde occidental, le lieu en somme de la « fabrique relationnelle du pouvoir » (p. 313).

Après avoir dessiné en creux le consommateur, à travers les experts qui le défendent ou orientent sa consommation et dans sa distance possible à la consommation socialiste pensée par le pouvoir, la dernière partie déploie trois chapitres attendus sur les cultures matérielles de consommation et les goûts des publics. A. Capelle-Pogăcean y analyse les goûts théâtraux en Roumanie, tandis que Larissa Zakharova livre une étude stimulante des consommations vestimentaires dans l'URSS de Nikita Khrouchtchev.

Pour conclure, les onze contributions de l'ouvrage atteignent bien l'objectif de départ, c'est-à-dire de dépasser l'alternative entre censure et résistance pour « saisir les mécanismes fins d'assujettissement *et* de subjectivation » à l'œuvre dans les sociétés socialistes.

SIMON GODARD

1 - Sandrine KOTT, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.